

d'Lëtzebuerger **Land**

WIRTSCHAFT

appartements

Unabhängige Wochenzeitung für Politik,
Wirtschaft und Kultur

#15 66. Jahrgang 12. April 2019



5 453000 174663



4,00€

Herdenimmunität gewünscht

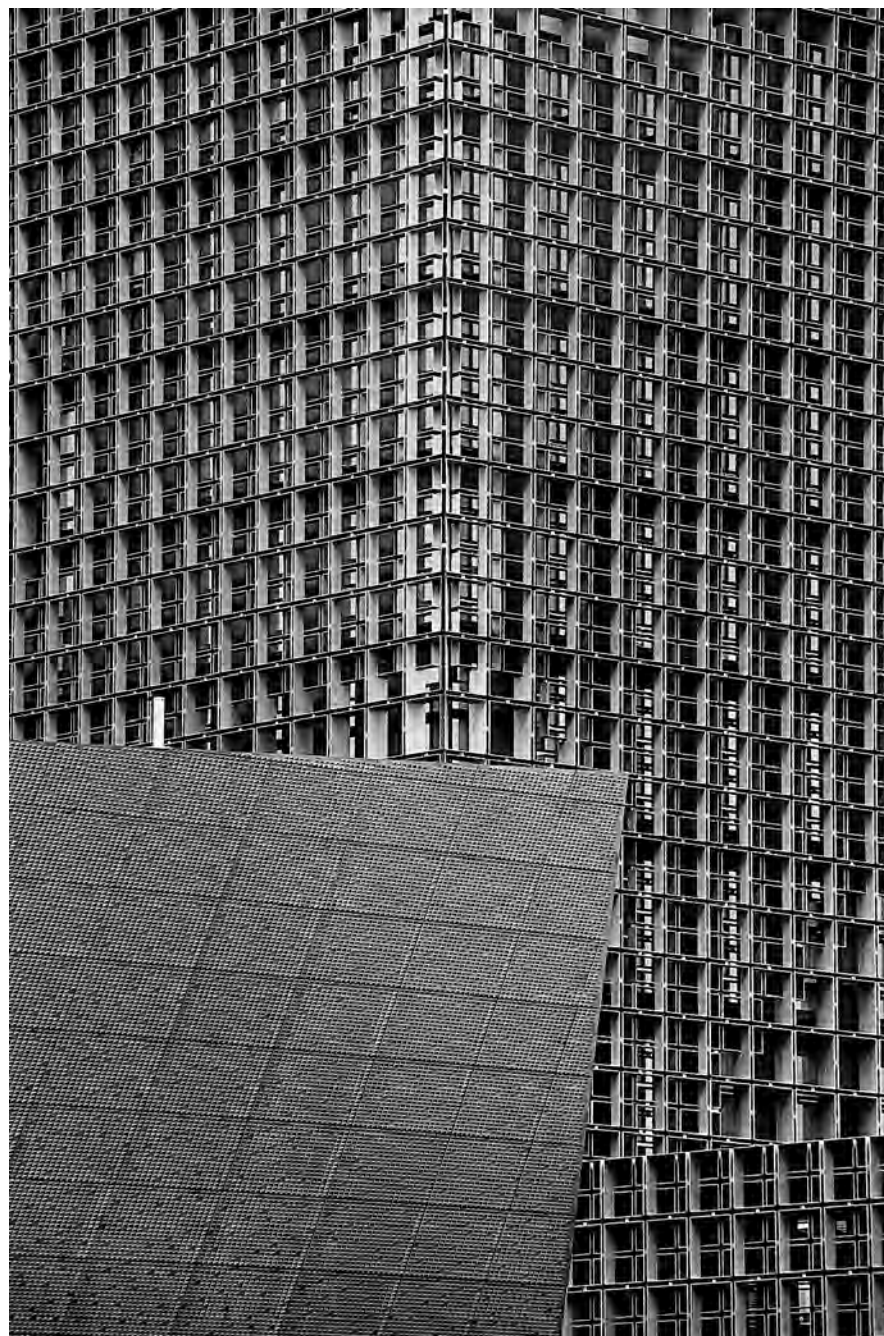
Die Masernfälle haben weiter
zugenommen. Und womöglich droht
eine „zweite Welle“ an Erkrankungen

Cercle vicieux

Der *Stage* für Grundschul- und
Sekundarschullehrer wird auf maximal
zwei Jahre begrenzt. Die Krise um den
Lehrernachwuchs reicht tiefer

Ja, mach nur einen Plan

Interview avec la géographe
Annick Leick sur les grands projets
urbains, les ambitions qu'ils expriment
et les ratages qu'ils produisent



Impressions du Kirchberg, de Belval et de la friche sidérurgique à Schiffange-Esch (de gauche à droite)

Ja, mach nur einen Plan

Interview : Bernard Thomas

Après avoir obtenu, en 2007, son diplôme d'architecte à La Cambre de Bruxelles, Annick Leick s'inscrit en « Metropolitan Studies » à la Freie Universität de Berlin. En 2012, elle commence ses recherches sur les grands projets urbains au Luxembourg dans le cadre d'un doctorat à Uni.lu. Sa thèse, défendue en 2016 mais non encore publiée, s'intitule « Kleines Land, große Projekte : Diskurse, Praktiken und soziale Welten im Entscheidungs- und Planungsprozess der Großvorhaben Belval und Kirchberg ». Le travail se base sur vingt interviews extensives avec les principaux acteurs du développement urbain ainsi que sur des sources parlementaires. Annick Leick continue ses recherches sur l'urbanisme dans le cadre d'un post-doc à l'Université de Lausanne.



d'Letzbuurger Land : Le Luxembourg connaît une étonnante concentration de mégaprojets urbanistiques : Kirchberg (365 hectares), Belval (120), Portes de Hollerich (120), Ban de Gasperich (80), Central-Gare (57), la Metzger Schmelz à Schiffange-Esch (62), les friches à Dudelange (39) ... Au début de votre recherche doctorale, il y avait cette interrogation : D'où vient la fascination luxembourgeoise pour les « Großprojekte » ?

Annick Leick : Elle reflète l'ambition de l'État luxembourgeois d'avoir son mot à dire sur la scène internationale. Les mégaprojets sont un instrument pour y parvenir. Ils expriment une tendance plus générale, celle des villes entrepreneuriales ou de l'État entrepreneurial. Puisqu'au Luxembourg, c'est l'État – plutôt que les communes – qui dispose des moyens pour jouer à ce niveau. Le point de départ de ma recherche était : Il existe un nombre très important de grands projets en planification mais le savoir-faire et l'expérience ne sont pas les mêmes que dans les grandes villes. Comment un petit pays peut-il gérer ces ambitions ?

Le Luxembourg tente donc de se positionner dans cette compétition internationale entre grandes villes ?

Les projets ont souvent à leur origine des politiques de promotion ou de développement économique : les institutions européennes au Kirchberg ; l'économie du savoir, la recherche et les start-ups à Belval. Cette matérialisation dans l'espace doit promouvoir une image métropolitaine. On engage des architectes connus pour dessiner des bâtiments de prestige. Le tout rejoint l'ambition du Luxembourg de gagner en visibilité internationale.

Ce processus est poussé par ce que vous appelez le « dogme de la croissance économique ». Qui se reflète notamment dans le déséquilibre entre bureaux et logements construits. Un déséquilibre qui caractérise le Kirchberg, le Ban de Gasperich et Belval.

Ces projets ne s'attaquent pas activement au problème du logement. Le développement économique reste prioritaire et beaucoup de surfaces de bureaux sont développées. La demande est là, elle

semble d'ailleurs plus forte au Kirchberg et au Ban de Gasperich qu'à Belval. La capitale est attractive pour les investisseurs immobiliers, qui ont une préférence pour les surfaces de bureaux permettant d'atteindre des loyers plus élevés.

Vous évoquez des « charakteristische Schließungstendenzen » propres aux grands projets, donc une tendance à prendre les décisions en cercles fermés. Les enjeux sont-ils trop importants pour risquer d'y impliquer le public ?

Dans le cadre de grands projets, les acteurs suivent des objectifs politiques – devenir une capitale européenne, promouvoir l'économie du savoir – mais aussi des objectifs économiques fixes et souvent chiffrés ; pour que ceux-ci soient atteints, il faut un contrôle et un suivi serrés. Si on suit cette logique, impliquer les citoyens risquerait de tout retarder. C'est également la raison pour laquelle des structures comme le Fuak (Fonds d'urbanisation et d'aménagement du Kirchberg) ou Agora ont été créées : Elles disposent d'une certaine autonomie qui les affranchit du contrôle parlementaire, des fastidieuses procédures administratives, de la séparation des pouvoirs... Il s'agit donc d'une fragmentation institutionnelle, l'État prend des personnalités multiples.

En 2000, Arcelor et l'État concluent un partenariat public-privé (PPP) : la société de développement Agora. Selon vous, la logique du projet Belval change à moment-là. C'est dorénavant un « business project » avec un impératif économique qui domine.

Les représentants de l'État invoquaient l'argent du contribuable qu'il fallait utiliser de manière responsable. Or, l'influence du partenaire privé ne doit pas être sous-estimée. On entend différents discours dans ce contexte. Certains louent un partenaire avec une longue expérience qui aidait à gérer financièrement le projet. D'autres reprennent le discours d'un partenaire exploitant l'État. Il y a en effet une grande différence avec le Kirchberg ; à Belval, le sol était pollué.

Le nombre de mètres carrés et le coefficient de densité étaient déterminés par le degré de contamination. Pour faire court : plus c'était pollué, plus il fallait construire ?

En théorie, le principe « pollueur-payeur » devrait jouer. Les terrains auraient donc dû entrer dans la société en état d'assainissement. Or, dans la pratique, c'est difficile à retracer, puisque le contrat entre l'État et Arcelor n'a jamais été rendu public. Les estimations des coûts d'assainissement sont toujours calculés par rapport à une utilisation future précise. Les premières estimations ont été faites avant que la décision de faire un développement mixte avec une Cité des sciences ait été prise.

Une fois un grand projet lancé, le « point de non-retour » serait rapidement atteint, écrivez-vous. D'où vient ce manque de flexibilité ?

Souvent, les acteurs impliqués considèrent le projet urbanistique à la manière d'un projet d'entreprise qui doit aboutir à un produit : l'espace bâti. Si le projet doit donc se porter lui-même, voire faire des profits, la question de la viabilité financière devient centrale. Au minimum, les entrées doivent couvrir les dépenses. Pour faire rentrer les coûts estimés, il faut donc vendre le terrain à un certain prix. Et pour vendre le terrain à un certain prix, il faut prévoir une certaine surface brute et une certaine utilisation, c'est-à-dire souvent des bureaux. Si X mètres carrés sont planifiés, il faudra les réaliser quelque part. Car si on décidait de construire moins ou autrement, le plan de financement ne serait plus en équilibre et les coûts de la viabilisation et des infrastructures ne seraient plus

couverts. Cette approche limite donc la marge de manœuvre. Or, et c'est là un des problèmes majeurs de tous les grands projets, il est impossible de prévoir comme le marché immobilier évoluera...

... Parce que la réalisation s'étend sur une dizaine d'années ?

Sur au moins dix ans.... La réalisation de projets de plusieurs centaines de hectares peuvent s'étendre sur plusieurs décennies. Pour le marché immobilier, une telle prévisibilité n'est pas donnée. C'est ce que la crise financière de 2008 est venue rappeler. Les banques hésitaient à accorder des crédits, à prendre des risques. Pour Belval, la crise économique a été un moment délicat.

Vous utilisez le terme de « pflegeleichte Baumasse ». Qu'entendez-vous par là ?

Agora et le Fuak financent leurs activités par la vente de terrains. D'une certaine manière, ils dépendent donc du marché. Et ce qui intéresse les investisseurs, ce sont des grands buildings de bureaux avec des surfaces brutes de 9 000 à 15 000 mètres carrés. Une « pflegeleichte Baumasse », qu'on peut louer d'un coup à une grande entreprise, est donc plus facile à gérer que des typologies urbaines plus petites et parcellisées.

Un personnage comme Fernand Pesch [l'ancien administrateur général au ministère des Travaux publics et ancien président du Fuak, ndr] apparaît comme un Robert Moses de province. Cette figure du fonctionnaire antibureaucratique et omnipotent est-elle le produit d'une certaine époque ?

« En soi, les mégaprojets ne sont pas des moyens efficaces pour lutter contre la cherté du logement »

Entretien avec la géographe Annick Leick sur les grands projets urbains, les ambitions qu'ils expriment et les ratages qu'ils produisent



À gauche : l'ancienne Metzger Schmelz à Schiffflange-Esch (62 hectares) ; à droite : travaux au Kirchberg



Il serait faux de réduire la question à une personne, même si celle-ci concentrerait beaucoup de pouvoir. Dans le contexte du développement du Kirchberg par exemple, les institutions européennes ont su profiter avec beaucoup de succès de la concurrence entre les sièges de Luxembourg, Bruxelles et Strasbourg, et obtenu les meilleures conditions possibles. Ce sont toujours les acteurs qui arrivent les premiers sur le terrain qui peuvent y faire valoir leurs exigences. Ce sont des aspects qu'on sous-estime souvent : une politique prévenante envers les acteurs économiques et la nécessité, surtout au début d'un projet ou pendant une crise financière, de vendre les terrains à quelqu'un.

Dans un article co-écrit en 2018 avec les géographes Markus Hesse et Tom Becker, vous notez qu'à Belval, « a bare minimum of social housing could be realized ». Les logements construits seraient destinés à la « intellectual middle class with a certain purchasing power ». Cela reflète-t-il le court-circuitage de la commune d'Esch ?

Il faut distinguer entre différentes étapes. Tout au long du processus, la Ville d'Esch et la commune de Sanem ont tenté de se faire entendre. Or, dans le conseil de gérance d'Agora, les élus communaux n'avaient qu'une voix consultative. Ils n'y disposaient donc d'aucune influence réelle. La seule autorité qu'ils auraient pu faire valoir était au moment de délivrer le permis de bâtir. Mais toute la documentation passe d'abord par Agora, les communes n'accordant le permis que dans un deuxième temps. Mais de toute manière, elles n'étaient pas contre le projet en soi et n'ont donc pas bloqué le processus.

Le conseil échevinal plaçait beaucoup d'espoirs dans Belval, pensant que l'arrivée de l'Uni.lu allait transformer Esch-sur-Alzette en ville étudiante. Ces grandes attentes ont été déçues. Vous écrivez que Belval serait devenu « un corps étranger ».

Cette intégration n'a pas réussi jusqu'ici. Le problème principal, c'est la situation géographique, avec une usine sidérurgique qui coupe Esch de Belval. L'utilisation future de ce terrain industriel reste taboue. Car poser la question d'une liaison implique d'envisager la fermeture d'un site industriel, avec toutes les peurs que cela implique. On préfère donc l'éviter.

Vous décrivez aussi une séparation sociale. Belval ne serait pas conçu pour le « life-world » des cols bleus. Était-ce une décision consciente – créer un « Esch bis » pour la classe moyenne – ou simplement le résultat des forces anonymes du marché ?

Il y a différentes opinions sur le sujet. Lors de mes entretiens, j'ai entendu des personnes dire qu'Esch avait besoin de mixité sociale et qu'il était donc légitime de loger à Belval des chercheurs et des personnes avec des hauts revenus. À cela s'ajoute l'idée que les gens devraient habiter là où ils travaillent. Mais la tendance est générale et on l'observe également au Kirchberg et sur le Ban de Gasperich : la construction de logements d'une certaine qualité et avec certaines exigences est plus lucrative.

Vous écrivez que les mégaprojets « reinforce the existing problematic socio-spatial developments, for example the lack of affordable housing ». On pourrait argumenter que c'est aux pouvoirs publics d'imposer des critères sociaux. Surtout pour les projets où ils contrôlaient le foncier, comme le Royal Hamilius ou Belval.

Oui, mais cela dépend si la politique estime devoir intervenir, et jusqu'à quel point. Quelles mesures est-on prêt à prendre pour s'attaquer au problème du logement ? C'est une question politique. Mais, en soi, les mégaprojets ne sont pas des moyens efficaces pour lutter contre la cherté du logement.

Vous décrivez Belval et le Kirchberg comme « office towns ». Il n'est pas évident de s'approprier ces nouveaux quartiers.

Prenez le Kirchberg : Les institutions européennes ont mis en place des normes de sécurité élevées qui créent des espaces très surveillés. Leurs bâtiments ne sont pas publiquement accessibles. On est contrôlé à l'entrée comme si on était à l'aéroport. Les institutions préfèrent des grands bâtiments dans lesquels ils peuvent s'enfermer et créer leur propre petit monde. Comme ça, elles ont moins de contrôles à effectuer, ce qui s'avère plus commode pour l'organisation du travail. Il ne s'agit donc pas d'une privatisation mais d'une eurocratisation de l'espace.

L'ancien Centre Hamilius était un symbole d'hétérogénéité sociale. Le promoteur promet que les jardins suspendus sur les toits du futur Royal Hamilius seront accessibles au public. Cela en fera-t-il un espace public ?

Un espace vert n'est pas nécessairement un espace public, si on définit ce dernier comme un espace que tout le monde a le droit d'utiliser. Or, au Royal Hamilius, il est possible qu'il y ait des agents de sécurité privée qui veilleront à qui s'y attardera. Un espace publiquement accessible n'est donc pas forcément accessible à tout le monde. Un shopping mall, qui a également une fonction de passage, reste une propriété privée. Les gérants du mall peuvent décider d'embaucher une firme de sécurité et interdire l'accès à certaines personnes.

Vous avez critiqué « the lack of non-work related or non-consumerist venues and meeting places » à Belval. Le Luxembourg Learning Centre ne pourrait-il pas devenir le cœur du quartier ? Tout comme la nouvelle Bibliothèque nationale pourrait devenir le nouveau noyau du Kirchberg ?

Mais quelles formes d'appropriations y seront autorisées ? Tant que les étudiants seront sagement assis en train de lire ou d'étudier, je suppose qu'il n'y aura pas de problème. Mais il sera passionnant de voir si les rassemblements spontanés dans l'espace public seront autorisés. Ou des fêtes dans la Maison de l'art et des étudiants. J'ai un pressentiment de ce qui va arriver dans ces cas, mais je garde espoir qu'une attitude plus tolérante et ouverte se manifestera et que des utilisations moins chics et moins stériles seront permises. Pour le reste, je trouve curieux que le Learning Centre soit fermé le samedi et le dimanche, ce qui n'aide pas à remplir de vie le quartier pendant le week-end.

Ces vingt dernières années, seuls deux grands projets ont vraiment percé : Belval et le Ban de Gasperich. Des projets comme les Portes de Hollerich ou Luxembourg-Central (reliant le quartier de la Gare à Bonnevoie) sont dans le coma. L'État luxembourgeois est-il trop petit pour gérer plus d'un grand projet à la fois ?

Il s'est surtout décidé pour Belval et pour la décentralisation. L'État y a investi beaucoup de son énergie et de ses ressources. C'est une des caractéristiques de mégaprojets, ils monopolisent les ressources. La Porte de Hollerich et la Gare Centrale que vous mentionnez sont des initiatives de la Ville de Luxembourg. Mais celle-ci n'a pas les mêmes moyens que l'État, ni la même conception de son rôle. La Ville a aidé à développer des visions mais n'était pas prête à faire de grands efforts financiers ; ou n'en avait pas les ressources. Cela reflète également l'approche libérale du DP, intervenant peu et

« Ce qui intéresse les investisseurs, ce sont des grands buildings de bureaux avec des surfaces brutes de 9 000 à 15 000 mètres carrés. Une pflegeleichte Baumasse, qu'on peut louer d'un coup à une grande entreprise et plus facile à gérer que des typologies urbaines plus petites et parcellisées »

ayant une certaine confiance dans le marché. Certains estiment que des grands projets dans et autour de la capitale, comme le Ban de Gasperich, auront un impact négatif sur l'attractivité de Belval et donc sur la politique de la décentralisation.

En amont de la viabilisation du site de la Metzger Schmelz, la friche sidérurgique entre Schiffflange et Esch, des ateliers participatifs viennent d'être organisés par Agora. Êtes-vous optimiste que les riverains puissent y faire valoir leurs idées, leurs besoins ?

Sous condition qu'il ne s'agisse pas d'une participation alibi, il faut saluer la démarche. Si on admet que les acteurs privés aient plus d'influence, alors il est plus que légitime que la population ait, elle-aussi, son mot à dire. Un défi reste d'impliquer une grande panoplie de gens. La difficulté de la participation pour des projets sur des friches, c'est qu'il n'y a pas encore d'habitants sur place. Se pose alors la question : Qui est concerné ? Le pays entier, les communes environnantes, les riverains ? La problématique se pose donc différemment que dans un quartier existant où des tensions sociales existent ou qui a besoin d'une reva-

loration du tissu urbain. Il faudra surtout faire le suivi, et pas se borner à convoquer une fois les riverains pour ensuite continuer à planifier sans jamais donner de retours. Et la transparence est un prérequis : tous les documents et décisions doivent donc être rendus publics.

Vous êtes finalement assez critique envers l'idée même de grands projets. Vous plaidez pour une approche « incrémentale » ...

... pour une politique des petits pas. Je conteste, dans le contexte du développement urbain, la compatibilité entre la notion de « projet » – telle que conceptualisée dans le discours traditionnel du project management – et l'attribut « grand ». L'approche qui est celle des grands projets ne réduit pas seulement la flexibilité, elle est aussi risquée. Le déploiement d'un quartier s'étend sur plusieurs décennies et il est très difficile de faire des prévisions concernant les coûts et les prix immobiliers à long terme, et donc d'assurer un développement immobilier viable. Il faut éviter de fixer d'emblée des plans très détaillés qui contiennent des programmes chiffrés pour des très grandes surfaces. À mon avis, il faudrait définir des lignes-directrices plus vagues et plus abstraites pour les quartiers et les villes. Et tenter, peu à peu par des petites mesures un peu moins risquées, de réaliser cette vision. Car il faut sans cesse harmoniser et adapter le plan à des besoins qui changent au fil du temps.

Le risque étant qu'on planifie pour un futur où les besoins seront tout autres ?

Oui. Et il y a un Zeitgeist de la planification, on le ressent au Kirchberg par exemple. Ce qui était une bonne planification dans les années 1960 n'est plus une bonne planification aujourd'hui. Chaque ville est reprogrammée, chaque ville connaît des mutations et des démolitions. C'est un processus naturel et il ne faut pas le diaboliser. Plutôt que de tenter le grand jet, d'une cohérence illusoire, il faut reconnaître cette complexité, revoir sans cesse les plans. Si on procède par petits pas moins ambitieux, une structure organique et adaptative aura la possibilité de se développer.

Le titre est issu du Lied von der Unzulänglichkeit menschlichen Strebens écrit par Bertolt Brecht en 1929 et dont la deuxième strophe va ainsi : « Ja, mach nur einen Plan/ Sei nur ein großes Licht!/Und mach dann noch 'nen zweiten Plan!/Geh'n tun sie beide nicht. »



Leitartikel

Ultima ratio

Ines Kurschat

Es könnte der Durchbruch sein: Eine Woche, nachdem die amtierende Präsidentin des UN-Kinderrechtskomitees wieder Richtung Genf abgereist war, kündigte der grüne Justizminister Félix Braz via Zeitung und Fernsehen an, Minderjährige würden künftig nicht mehr im Erwachsenengefängnis eingesperrt, auch nicht, wenn sie eine Straftat begangen haben. Seinen viel kritisierten Entwurf will der Minister aber nicht zurückziehen, sondern so abändern, dass er mit internationalen Kinderschutznormen und -rechten in Einklang ist. Der CSV geht das nicht weit genug. Sie kritisierte prompt, Braz halte nur deshalb an der umstrittenen Vorlage fest, um sein Gesicht zu wahren.

Die CSV hat gut reden: Skeptische Stimmen, das Jugendschutzgesetz von 1992 sei nicht mehr zeitgemäß, ertönten schon wenige Jahre nach der Verabschiedung, spätestens aber vor rund 20 Jahren. Der Entwurf von 2009 vom damaligen CSV-Justizminister Luc Frieden hätte vor den kritischen Blicken des UN-Kinderrechtskomitees heute ebenfalls nicht bestanden. Und seit dem Tod des Abgeordneten Mill Majerus kommen zum Thema Jugendschutz von der CSV praktisch keine eigenen Impulse mehr. Zudem befand auch die Genfer Vertreterin, der Text könnte als Grundlage die-

nen, sofern er Zuständigkeiten präzise benenne, klarer zwischen Schutz und Strafe trenne, sowie Altersgrenzen, Fristen und Rechtsgarantien vorsehe, die bislang fehlen.

Dass Braz jetzt behauptet, sein Entwurf sei von allen mitgeschrieben und getragen worden, stimmt so nicht und ist eine Schutzbehauptung, wie sie Politiker, die unter Druck stehen, gerne einmal machen: Der Kinderrechtsbeauftragte, Vertreter des Jugendamts und die Ombudsfrau haben wohl mitdiskutiert, aber nicht mitgeschrieben; die Menschenrechtskommission war aus Protest gegen das Beharren von Richtern und Staatsanwaltschaft, unter Auflagen Minderjährige auch weiterhin in Schrässig einzusperren, aus den Beratungen ausgestiegen. Hier schreibt sich der Justizminister die Geschichte schön.

Mit den Worten von Braz, denen freilich noch Taten folgen müssen, wäre dann endlich ein Schlussstrich gezogen unter ein jahrzehntelanges Kräfteressen zwischen Justizbehörden und sozialem Sektor, der darauf gedrängt hat, den Einfluss der Justiz in Kinderrechtssachen zu beschneiden, und sie nur dort einzuschalten, wo das Kindeswohl bedroht ist, dies um Stigmatisierungen zu vermeiden.

Es ist eine traurige Tatsache, dass trotz Jugendschutzphilosophie Minderjährige selbst bei Bagatelldelikten rechtlos weggesperrt wurden, auf Geheiß von Gerichten, die dies zu ihrem vermeintlichen Schutz taten, obwohl hinlänglich bekannt war, dass Infrastrukturen und Personal vor Ort für eine Therapie oder Resozialisierung völlig ungeeignet waren. Oft wurde diese Form der Schutzhaft mit dem Argument verteidigt, es sei kein Platz in einem Erziehungsheim mehr frei.

Die Gretchenfrage ist also, ob die Wegsperrpraxis bei Minderjährigen jetzt tatsächlich von Grund auf hinterfragt wird. Freiheitsberaubung, zumal bei Minderjährigen, ist ein massiver Eingriff in die Grundrechte und sollte die *ultima ratio* sein und nur bei schweren Fällen angeordnet werden. Die Jugendgerichtsbarkeiten hatten in ihrem Gutachten zur Reform gefordert, auch chronische Ausreißer aus Heimen, statt in Schrässig dann in die mit Stacheldraht und Gittern abgesicherte *Unité de sécurité* in Dreiborn einzusperren und dort zu behandeln. In der Vergangenheit hatten Justizvertreter jedoch bestritten, Ausreißer in Schrässig eingesperrt zu haben. Offenbar gab und gibt es nach wie vor Hardliner, die das anders sehen. Sie gilt es jetzt zu überzeugen – oder zu überstimmen.

Premier Xavier Bettel sprach sich auf dem Brexit-Sondergipfel der EU am Mittwoch nach eigenen Worten für eine „kurze“ Zusatzfrist für Großbritannien aus. Am Ende wurde daraus der 31. Oktober. Das soll verhindern, dass in der am 1. November antretenden neuen EU-Kommission ein britischer Kommissar sitzen könnte. Einigt die britische Politik sich auf ein Ausstiegsszenario, kann der Austritt jederzeit erfolgen. Theresa May begründete den Wunsch nach weiterem Aufschub mit angeblich vielversprechenden Gesprächen mit der Opposition. Die Labour Party aber möchte eine Zollunion mit der EU beibehalten, was die Brexit-Hardliner in Mays Partei bisher ablehnen. Vielleicht entscheidet der Brexit sich politisch durch Neuwahlen im Vereinigten Königreich oder über seine Teilnahme an den Europawahlen. Die wird zwingend, falls es keinen Austritt bis zum 22. Mai gibt. pf

SIP / Thierry Monasse



blog

Personalie

Personalien

Gesellschaft

Gesellschaft

Gesellschaft

Gesellschaft

Jean Asselborn,



Außenminister (LSAP), würdigte am Montag bei der Wiedereröffnung eines Luxemburger Büros der ungarischen Botschaft in Brüssel die Handelsbeziehungen zwischen beiden Ländern und freute sich, dass es ab Oktober dreimal die Woche einen Direktflug zwischen Luxemburg und Budapest geben wird. Ganz Diplomat, verkniff er sich jede Kritik an der ungarischen Regierung. Vor 14 Monaten hatte er in einem Zeitungsinterview dafür plädiert, ihr das Stimmrecht in der EU zu entziehen, und Premier Viktor Orbán mit einem „Diktator“ verglichen, nachdem der in Ungarn tätige Flüchtlingshilfsorganisationen zu schließen gedroht hatte. Am Montag sprach Asselborn davon, wie wichtig eine „gute Zusammenarbeit auf der Grundlage gemeinsamer Werte und eines offenen Dialogs“ sei. Welche Werte das neben Freihandel und Direktinvestitionen sein könnten, ließ er offen. Ungarn hatte bis 2009 in Luxemburg ein Büro seiner Botschaft in Brüssel unterhalten. Seine Schließung hatte nichts mit Orbán zu tun, er wurde erst ein Jahr später Chef einer Regierung, die eine „illiberale Demokratie“ verfolgt (Foto: MAEE). pf

Romain Schneider,

Landwirtschaftsminister (LSAP), verteidigte sich am gestrigen Donnerstag im *Radio 100,7* gegen die Vorwürfe des Kärjenger Bürgermeisters Michel Wolter (CSV), über den Bau des acht Kilometer langen Schutzzauns zur Wildschweinabwehr nicht offiziell informiert worden zu sein und dass erst eine Woche nachdem der Bau schon begonnen hatte, die Straßenbauverwaltung per E-Mail eine kommunale Baugenehmigung angefragt habe. Der Regierungsrat, so Schneider, habe den Bau aufgrund eines von 1912 datierenden Gesetzes beschlossen, das „bei einer Epidemie den Landwirtschaftsminister ermächtigt, alle nötigen Maßnahmen zu ergreifen“. Auf die Nachfrage des *100,7*-Journalisten Maurice Molitor, wie angesichts einer solchen Notlage zu erklären sei, dass der Zaunbau sieben Wochen dauern soll und an Wochenenden nicht daran gearbeitet wird, entgegnete der Landwirtschaftsminister, „die Planungen stelle nicht ich auf“, versicherte aber, vor Ort werde „ausgezeichnet gearbeitet“. pf

Jean-Claude Juncker,

EU-Kommissionspräsident, hat trotz Brexit-Drama seinen Humor nicht verloren. Auf die Androhung des Tory-Abgeordneten und Brexit-Hardliners Jacob Rees-Mogg, sein Land Großbritannien sollte bei gemeinsamen Entscheidungen in Brüssel, künftig „so schwierig wie möglich“ sein, sollte die EU den Brexit verzögern, entgegnete Juncker nach dem EU-Gipfel diese Woche vor Journalisten trocken und ohne Rees-Mogg beim Namen zu nennen, das sei „nichts Neues“. lk

Postamtabbau

Als die Direktion der Post und Wirtschaftsminister Etienne Schneider (LSAP) im Herbst 2015 ankündigten, im ländlichen Raum würden 35 Postämter aufgegeben und als „Postshops“ in den Einzelhandel verlegt, wollten sie nicht klar sagen, dass damit Schluss sei. Soll auch nicht, wie sich nun zeigt: Das Hosinger Postamt und das im Centre hospitalier de Luxembourg sollen zum 1. Mai schließen, meldete das *Luxemburger Wort*, das Clerfer Postamt am 1. Juni; für das in Bartringen stehe der Termin noch nicht fest. Als Alternativen sind Tankstellen, Zeitungskioske und eine Verlegung in andere Postämter im Gespräch. Wie das *Wort* gestern schrieb, halte der Unmut im Ösling sich in Grenzen. 2015 war das anders gewesen. Vielleicht werden die 33 seit 2015 eröffneten Postshops (Foto: Patrick Galbats) gut angenommen. Die Postdirektion hatte schon 2015 erklärt, bis 2025 ihr „Vertriebsnetz stärker an die Erwartungen der Kunden anpassen“ zu wollen. pf



Kirche im Dorf



„Leider Gottes eine unglückliche Kommunikation“ nannte Mike Mathias, Generalkoordinator im Wohnungsbau-ministerium, diese Woche im *Radio 100,7* die Aussage von Kierchefong-Präsident Norbert Hauptert im Dezember dem Sender gegenüber, dass „verschiedene Kirchenfabriken nicht geschlafen“ hätten und aus dem sozialen Mietwohnungsbau Einnahmen für den Kirchenbetrieb bezögen. Dem *Land* gegenüber hatte Hauptert im Januar eingeräumt, dass die Miete in den Wohnungen bis zu zehn Euro pro Quadratmeter betragen kann (*d'Land*, 10.01.2019). Das ist halb so hoch wie der Marktpreis und entspricht dem Maximum, das Sozialvermietungsagenturen wie die AIS berechnen, liegt aber fast dreimal über dem Durchschnitt, der sich aus einer Verordnung über die Berechnung der Sozialmiete ergibt. Doch an die Verordnung sind nur die Gemeinden, der Fonds du logement und die SNHBM gebunden. Die Gewinnlage beim Kierchefong klären konnte auch *100,7* diese Woche nicht. Und das Ministerium scheint noch immer nicht kontrollieren zu können, welche Mieten private Träger nehmen, auch wenn sie gemeinnützig sind. Das mit der „unglücklichen Kommunikation“ ist demnach relativ (Foto: Jessica Theis). pf

Les Bertelsmänner

La presse allemande spéculé sur les raisons qui ont provoqué le départ surprise (annoncé le 1^{er} avril !) du CEO de RTL-Group, Bert Habets. Le Néerlandais a été illico remplacé par l'Allemand Thomas Rabe, CEO de Bertelsmann. *Dwdl.de*, un site spécialisé dans la branche médiatique, y voit le signe de l'affaiblissement du *Standort* luxembourgeois : « Auf der Achse Köln-Gütersloh liegt Luxemburg im Abseits » : « Von einst zwei CEOs zu einem Teilzeit CEO aus Gütersloh – Das stärkt zunächst einmal nicht das Vertrauen in den Standort Luxemburg und die Eigenständigkeit der RTL Group ». Vite ! Un nouveau contrat de concession ! bt

Mehr Integrationshilfe

Nachdem sie auf eine parlamentarische Anfrage hin erklärt hatte, die Parcours d'intégration accompagné (PIA) für Flüchtlinge befänden sich noch in der Pilotphase und würden evaluiert, sagte Familienministerin Corinne Cahen (DP) dem *Land* auf Nachfrage, das heiße nicht, dass sie infrage stünden. „Sie laufen gut, wir wollen sie ausbauen.“ Der Staatshaushalt werde für Integrationsmaßnahmen dieses Jahr doppelt so viele Mittel bereitstellen wie 2018. Die Integrations-Parcours machen in drei Stufen mit Französisch und Luxemburgisch, den Gepflogenheiten im Land und mit Schule und Gesundheitswesen vertraut. pf

Klimastreik bis

Nach dem Schülerstreik am 15. März für eine aktivere Klimapolitik will die Plattform Youth For Climate Luxembourg am 24. Mai ein zweites Mal dazu aufrufen. Auch an diesem Datum wollen weltweit Jugendliche für den Klimaschutz demonstrieren. Vielleicht fällt dem Schulminister eine erneute Empfehlung, die Schüler freizustellen, leichter, weil der 24. Mai der letzte Schultag vor den Pfingstferien ist. pf

In eigener Sache

Der Verwaltungsrat der Éditions d'Letzeburger Land s.à r.l. und die Redaktion des *Lëtzeburger Land* bestimmten Josée Hansen zur künftigen Chefredakteurin der Wochenzeitung und Pierre Greiveldinger zum künftigen Geschäftsführer des Verlags. Sie werden ihre Ämter zum Jahresende antreten, wenn Chefredakteur und Geschäftsführer Romain Hilgert in den Ruhestand tritt.

Nachtrag

Der damalige Präsident der Handelskammer, Michel Wurth, betont, dass zum Zeitpunkt des Übernahmegebots von Arcelor durch Lakshmi Mittal die Regierung die Europäische Richtlinie über Firmenübernahmen in nationales Recht umsetzen wollte und die Arcelor-Übernahme darunter fallen sollte (*d'Land*, 5.4.2019). Die Handelskammer schlug in ihrem Gutachten zum Gesetzentwurf vor, für den Fall eines Aktientauschs die Möglichkeit zu schaffen, einen Teil der Aktien durch eine Barzahlung zu ersetzen. Dies habe die Regierung aber abgelehnt.

Der *Stage* für Grundschul- und Sekundarschullehrer wird auf maximal zwei Jahre beschränkt. Die Krise um den Lehrernachwuchs reicht tiefer

Cercle vicieux

Ines Kurschat

Die Meldung freut nicht nur die Lehrer und ihre Berufsvertretungen: Am vergangenen Freitag hieß der Regierungsrat den zwischen Lehrgewerkschaften und Erziehungsminister Claude Meisch (DP) ausgehandelten Kompromiss gut, der zentrale Elemente der Reform des Beamtenstatuts bei den Lehrern zurücknehmen wird. Wie bei den Grundschullehrern wird das berufsbegleitende Praktikum (*Stage*) bei den Sekundarschullehrern künftig maximal zwei Jahre, also sechs Trimester, dauern. Im ersten Jahr steht ihnen ein persönlicher Berater zur Seite; darauf folgt eine Vertiefungsphase. AnwärterInnen für das Lehramt mit Berufserfahrung können sich diese anrechnen lassen und so die Dauer des *Stage* auf ein Jahr verkürzen. Parallel wird die Kürzung der Anfangsgehälter für Beamten, die umstrittene 80-90-90-Regelung, zurückgenommen. Damit löst die DP-LSAP-Grüne-Regierung ein Wahlversprechen ein.

Entsprechend begrüßte Patrick Arendt die Entscheidung gegenüber *RTL-Radio Lëtzebuerg*: „Es wäre besser gewesen, Herr Meisch hätte von Anfang an auf uns gehört“, so ein sichtlich zufriedener SEW-Präsident, der nicht nur eine Kürzung der Dauer anmahnte, sondern einen „sinnvollen *Stage*“ verlangte. Das berufsbegleitende Praktikum war neben den reduzierten Anfangsgehältern der größte Zankapfel der Reform des Beamtenstatuts, die von der CSV/LSAP 2011 beschlossen wurde, aber von Blau-Rot-Grün umgesetzt werden musste.

Déjà-vu im *Stage*

Zum *Stage* im Sekundarunterricht drang nicht so viel Kritik nach außen, der SEW hatte vor allem gegen den ursprünglich auf drei Jahre angesetzten neuen *Stage* in der Grundschule gewettert mit der Begründung, Kursinhalte seien redundant und die Verschlechterungen spitzten die Personalnot zu. Dass angehende Lehrer trotz bereits erfolgreich abgeschlossenem Studium während des *Stage* noch zusätzliche Prüfungen ablegen sollten, die im Falle eines Scheitern ein Ende der Beamtenkarriere hätten bedeuten können, sorgte für besondere Unruhe und Empörung. Von 181 *Stagiaires* jenes ersten *Stage*-Jahrgangs bestanden vier die Prüfung nicht.

Ob es stimmt, dass sich viele Kursinhalte überschneiden und für die Praxis nicht relevant genug sind, ist unklar. Belastbare Umfragen gibt es nicht. Minister Meisch hatte mehrfach betont, zuletzt im Gespräch mit dem *Land* diese Woche, der *Stage* mache nur Sinn, „wenn er einen Mehrwert zur Grundausbildung bringt“. Die Verantwortlichen betonten, viele Teilnehmende begrüßten die berufsbegleitende Unterstützung und bewerteten sie als hilfreich. Eigentlich war das ohnehin der Leitgedanke: Das Institut de formation de l'éducation nationale (Ifen) in Walferdingen hatte den Grundschullehrer-*Stage* mit Lehrern aus der Praxis und Dozenten der Uni so konzipiert, dass Elemente aus dem Studium und Beispiele aus der Praxis vertieft werden sollten. Dafür standen und stehen erfahrene Berater den angehenden Lehrern zur Seite. Hospitationen in den Schulen und *Peer*-Gespräche mit KollegInnen sollten zum Austausch und zur Reflexion über *Best practices* dienen. Zudem wurden die Teilnehmenden regelmäßig zur Qualität der Kurse befragt und Inhalte und Angebot gegebenenfalls angepasst. „Wenn wir aber kein Feedback bekommen, können wir auch keine Änderungen vornehmen“, sagt Ifen-Leiter Camille Peping.

Offen für Feedback

Fragt sich, wie das neue Kursangebot aussehen wird. Denn stundenmäßig verändert sich für die *Stagiaires* ohne Berufserfahrung nicht viel: Insgesamt sind bei zwei Jahren *Stage* weiterhin 108 Kursstunden vorgesehen; Junglehrer sollen im zweiten Jahr in der *Période d'approfondissement* stärker als bisher eigene Schwerpunkte setzen können. Die Gefahr einer sinkenden Qualität durch einen Zwei-Jahres-*Stage* sieht Meisch nicht: Die Prinzipien seien dieselben, nur könnten die Weiterbildungsangebote nun „individualisierter und im Dialog“ zugeschnitten werden.

Doch die gewerkschaftliche Kritik geht über den *Stage* hinaus. Schon deshalb ist es unwahrscheinlich, dass mit dem jetzt gefundenen Kompromiss Ruhe einkehren wird. Der Brief einer Lehrerin mit

der Überschrift „Ech packe mäi Beruff net méi!“, den das SEW auf seiner Webseite veröffentlichte, beschreibt den Frust, der sich bei ihr und KollegInnen durch Belastungen in Folge der Grundschulreform 2009 angestaut habe, durch neue Aufgaben wie Differenzierung und Inklusion, durch eine „Beweis- und Handlungspflicht“, die sich in Form einer „übertriebenen Bürokratie“ und mehr Kontrollen durch die regionalen Direktionen ausdrücke. Der Brief beschreibt Seiten des Berufs, die in der Öffentlichkeit weniger thematisiert werden, wo Polemiken um Privilegien, wie lange Schulferien und ein hohes Gehalt, dominieren.

Allerdings bleibt auch hier unklar, wie verbreitet das darin beschriebene Burnout-Szenario ist, ob es sich um wenige krasse Fälle handelt oder um eine allgemeine Stimmung – und was dagegen zu tun sei, wenn sich Lehrer „desillusioniert“ zurückziehen oder „aus der Klasse flüchten“. Es gibt, wie die Autorin anmerkt, zu Burnout und Wohlbefinden des Lehrpersonals keine Daten, gegen eine solche Analyse zu den beruflichen Qualifikationen, den Arbeitsbedingungen und der Belastung hatten sich die Gewerkschaften stets gewehrt.

Dafür dass der Druck in der öffentliche Schulen zunimmt, sprechen die Schülerzahlen, die sowohl in Grund- als auch in Sekundarschulen steigen. Der Lehrermangel ist unstrittig. Er ist auch nicht erst seit zwei Jahre ausgebrochen, wie manche meinen, sondern hat sich über die Zeit kontinuierlich aufgebaut, weil die Schülerbevölkerung schneller gewachsen ist, als der Staat Lehrer ausbilden und einstellen konnte.

Mehr Schüler, weniger Lehrer

Durch die Krise 2017 wurde lediglich deutlich, dass in manchen Schulen die Personaldecke so dünn geworden war, dass Förderkurse nicht stattfinden konnten und der reguläre Unterricht in Gefahr schien. Mit einem Kraftakt wurden Reserven mobilisiert. Dadurch gelang es dem Ministerium, die akuten Personalnot ohne Stundenausfall zu bewältigen, aber die strukturellen Ursachen dahinter blieben bestehen, wie beispielsweise die starke Feminisierung in den Grundschulen, die ihren Preis hat. Angehende Mütter, und zunehmend Väter, wechseln häufig auf Teilzeit, um Beruf und Familie besser zu vereinbaren. Außerdem reicht die Zahl der Lehrkräfte, die die Uni am Ende des Studiums mit einem

Lehramts-Diplom verlassen, bei weitem nicht aus. Die Gewerkschaften warnen seit Jahren vor dieser schwelenden Personalkrise. Mit der Reform des Beamtenstatuts wurde die Tonlage schärfer: Der Beruf des Lehrers werde durch die zunehmenden Belastungen unattraktiv, der neue *Stage*, Kontrollen durch verpflichtende Mitarbeitergespräche und das schlechtere Gehalt für BerufsanfängerInnen führten dazu, dass sich immer weniger für das Lehramt interessierten, hieß es seitens der Gewerkschaften.

Doch die Ursachen sind komplexer und weniger eindeutig. Einen Effekt auf den Lehrer-Nachwuchs hatten und haben die Zulassungsbedingungen zum Lehramtsstudium, wie das *Luxemburger Wort* kürzlich nachzeichnete. Sie wurden im Laufe der Jahre mehrfach geändert. Für das Bachelor-Studium mussten BewerberInnen in der Vergangenheit ein Zulassungsexamen in den drei Landessprachen und seit 2011/2012 auch in Mathematik und Naturwissenschaften bestehen. Die Uni begrenzte damals den Zugang auf maximal 100 Studienanfänger. Das Zulassungsexamen wurde von einem einfachen *Concours* in ein *Examen-concours* umgewandelt, eine Hürde, an der viele StudienbewerberInnen scheiterten. Zah-

Ist der Generalist in der Grundschullehrerausbildung noch haltbar? Wenn selbst angehende Lehrerinnen und Lehrer an den Sprachanforderungen scheitern?

len der Uni Luxemburg, die das *Wort* veröffentlichte, zeigen, dass die Anzahl der Einschreibungen im Studiengang Erziehungswissenschaften zwischen 2009/10 von 136, die direkt zugelassen wurden, auf 86 im Jahr 2012/13 sank. Das waren auf einen Schlag 50 weniger Lehramtsstudierende als im Jahr zuvor. Weder das von der Uni gesteckte Ziel der hundert Einschreibungen geschweige der vom Unterrichtsministerium im Rahmen aufwändiger Projektionen berechnete Lehrerberdarf von über 200 wurden also erreicht. Es war 2014, als die Durchfallquote über 60 Prozent betrug, dass Meisch die Notbremse zog und ankündigte, den *Examen-Concours* 2016 abzuschaffen und durch einen einfachen ersetzen. „Es kann nicht sein, dass die Uni nur 60 Bewerber zulässt, wenn wir 250 neue Lehrer brauchen“, kommentiert Claude Meisch das Auseinanderklaffen zwischen Angebot und Nachfrage gegenüber dem *Land*. Die Uni lockerte die Zulassungsbedingungen 2014, als BewerberInnen mit Schwächen in Französisch trotzdem das Studium antreten konnten, vorausgesetzt, sie arbeiteten die Defizite während des vierjährigen Studiums auf. Im Herbst 2018, angesichts anhaltend zu niedriger Bewerberzahlen, wurden die Bedingungen weiter gelockert und auch Kandidaturen mit Defiziten in Mathe, Naturwissenschaften, Deutsch und Luxemburgisch zugelassen.

Äddi, Generalist?

Es sind also mindestens zwei Entwicklungen, die es unwahrscheinlich machen, dass die Personalkrise im Grundschulwesen schnell behoben werden kann. Gemessen am Bedarf schreiben sich zu wenige Interessenten in ein Lehramtsstudium ein, ein Trend, der nicht auf Luxemburg begrenzt, sondern EU-weit zu beobachten sei, betont Meisch. Zugleich erfüllen Interessenten aber immer häufiger nicht die Bedingungen, um zum Lehramtsstudium zugelassen zu werden. Nicht nur Schüler, sondern auch angehende Lehrer kämpfen also mit den Anforderungen der Mehrsprachigkeit. Das deckt sich übrigens mit Berichten aus den Schulen: Eltern, deren Kinder die öffentliche Schule besuchen, beklagen, dass ihr Kind mit Aufsätzen nachhause kommen, die offensichtlich von der Lehrkraft fehlerhaft korrigiert wurden. Diejenigen, die korrektes Französisch oder Deutsch beibringen sollen, scheinen also in Rechtschreibung und Grammatik selbst nicht sattelfest zu sein. Auf wie viele Lehrkräfte trifft das wohl zu?

Das *Wort* schlussfolgert angesichts der Defizite, der Generalist in der Grundschule, der alle Altersstufen und Fächer abdeckt, sei „vom Aussterben bedroht“, und fordert die Politik auf, mit einer Reform der Lehrerausbildung „nicht mehr allzu lange“ zu warten. Die Frage, die bisher niemand beantwortet hat, ist: Wie sollte diese aussehen? Minister Meisch warnt davor, die Generalistenausbildung zu schnell infrage zu stellen: „Das würde bedeuten, dass Kinder in der Grundschule künftig öfters den Lehrer wechseln müssten.“ Andererseits: Unterrichten Lehrer Sprachen, ohne sie selbst fehlerfrei zu beherrschen, darf sich niemand wundern, wenn auch die Schüler trotz vieler Stunden Französisch Sprachdefizite aufweisen. Die Krise des gesetzlich verankerten mehrsprachigen Ausbildungsanspruchs ist offensichtlich nicht nur an den Schülerleistungen festzumachen. Die Sprachendebatte hat sich noch lange nicht erledigt.



Wenn Lehrer, die Sprachen vermitteln sollen, sie selbst nicht fehlerfrei beherrschen, wird es brenzlig



Im Idealfall sollten 95 Prozent der Bevölkerung in ihrem Impfpass zwei Masern-Impfdosen verzeichnet haben. Beziehungsweise immun sein, weil sie die Krankheit hatten

Herdenimmunität gewünscht

Peter Feist

In Val Thorens in der Savoie hatte im Februar alles angefangen. Bis zum 13. Februar waren in dem Skigebiet in den französischen Alpen fünf Masernfälle gezählt worden, bei 20 weiteren Personen mit Symptomen bestand ein Masernverdacht. Drei Wochen später hatte die Zahl der durch Laborbefund bestätigten Fälle auf 36 zugenommen. Erkrankt waren vor allem junge Erwachsene, die in dem Skigebiet arbeiten.

Weil Val Thorens eine über die Grenzen Frankreichs hinaus beliebte Ferien-Destination ist, steckten sich auch ausländische Touristen an. Anfang März meldete die schottische Gesundheitsbehörde einen Masernpatienten, der dort gewesen war, die dänische und die belgische Behörde meldeten je zwei. Kurz danach erfasste auch das Luxemburger Gesundheitsamt einen. Bis zum 22. März wurden die Masern bei sechs weiteren Personen festgestellt, die mit dem erkrankten Jugendlichen Kontakt hatten, bis zum 28. März bei elf, bis Anfang dieser Woche bei 15.

„Zurzeit liegen uns 19 durch Laborbefund bestätigte Masernfälle vor“, erklärt Pierre Weicherding, Leiter der Sanitärinspektion im Gesundheitsamt, dem *Land*. 16 Fälle hingen miteinander zusammen, „primär“ sei der des mit der Infektion aus Val Thorens zurückgekehrten Schülers. Für die drei anderen Fälle habe sich kein Zusammenhang finden lassen. Darüber hinaus seien dem Amt zwei weitere Masernpatienten bekannt, die in Frankreich gemeldet wurden, nicht in Luxemburg wohnen, aber mit Luxemburgern Kontakt hatten.

19 Masernfälle innerhalb knapp eines Monats ist für Luxemburg viel. Zwischen Februar 2018 und Januar 2019 waren es nur vier, je einer im April und im November vergangenen Jahres und zwei im August. Doch diese Fälle waren isoliert geblieben. Dagegen steckten sich im März und bis heute an einem „primär“ Infizierten offenbar 15 weitere Personen an. „Wir haben es“, sagt Pierre Weicherding, „mit einem kleinen Ausbruch zu tun.“ Auszuschließen sei nicht, dass es noch eine „zweite Welle“ geben könnte: „Wer sich infiziert hat, ist schon ansteckend, ehe die ersten

Selbst wenn jedes Kind eine Impfdosis erhalten hat, müsste die Bevölkerung zu 95 Prozent immun sein, damit es zu keinem Masernausbruch kommt. Zwei Mal impfen ist also nötig, auch als Geste an die Allgemeinheit

Symptome auftreten.“ Die Inkubationszeit des Virus betrage etwa zehn Tage. „Kann sein, dass noch Erkrankungen folgen.“

Masern sind eine extrem ansteckende Viruserkrankung. In einer nicht-immunisierten Population könne ein Infizierter das Virus an 15 bis 20 Personen weitergeben, schrieben Gesundheitsamt und Sanitärinspektion im März auf der Webseite *sante.public.lu* des Gesundheitsministeriums und erinnerten daran, dass die Impfung der einzige Schutz vor Masern sei, der auch die weitere Verbreitung des Virus bremse.

Doch wenn sich an einem primär Erkrankten bislang 15 Personen ansteckten, sieht das nach einer nicht-immunisierten Population aus. Dabei ist die Impfquote gegen Masern eigentlich ziemlich hoch hierzulande: Zwei Impfdosen zu geben, empfiehlt die Weltgesundheitsorganisation WHO – die erste Injektion an Kinder im Alter von ungefähr zwölf

Monaten, die zweite im Alter von 25 bis 30 Monaten. Gesundheitsminister Etienne Schneider (LSAP) erklärte Ende März auf eine parlamentarische Anfrage der CSV-Abgeordneten Nancy Kemp-Arendt, die „Abdeckung“ mit der ersten Dosis habe 2018 bei „ausgezeichneten“ 98,7 Prozent gelegen, die mit der zweiten Injektion allerdings nur bei 90 Prozent. Laut WHO wird erst ab 95 Prozent eine „Herdenimmunität“ erreicht: Dann schützt, wenn ein Virus von draußen hereingetragen wird, die Herde all jene, die nicht geimpft sind. Nicht zuletzt Kinder im Alter von unter zwölf Monaten.

Ist an der Europaschule in Mamer, von wo eine Schülergruppe nach Val Thorens in die Skiferien fuhr, die Masern-Impfquote besonders niedrig? „Das kann man nicht sagen, wir haben das überprüft“, sagt Pierre Weicherding. Masernerkrankungen sind meldepflichtig. Gehe eine Meldung ein, überprüfe die Sanitärinspektion das Umfeld des Erkrankten und dabei ebenfalls, inwiefern dort Impfschutz herrscht. Auch hätten sich nicht nur andere Schüler „sekundär“ infiziert, sondern „zum Teil auch Gesundheitsprofessionelle“. Und von den 19 bisher klar diagnostiziert an Masern Erkrankten seien nur 13 nicht geimpft gewesen, die anderen sechs sehr wohl und sogar „korrekt, soweit wir das einschätzen können“.

Schützt die Impfung am Ende nicht immer? – Dem deutschen Robert-Koch-Institut zufolge liegt die Wirksamkeit einer einzigen Impfdosis im Schnitt bei 91 Prozent, die zweier Dosen bei 93 bis 99 Prozent. Sei jedes Kind mit nur einer Dosis geimpft, müssten dennoch 95 Prozent der Bevölkerung immun gegenüber dem Virus sein, um Ausbrüche zu verhindern. Liegt die Impfung lange zurück, kann die Wirkung obendrein kleiner sein. Die sechs trotz Impfung mit Masern Infizierten hätten ihre Injektionen vor zehn Jahren oder noch früher erhalten, so Pierre Weicherding. „Wie gut der Impfstoff vor zehn bis zwanzig Jahren war, wissen wir nicht genau.“ Der Impfstoff enthalte abgeschwächte lebende Erreger, die könnten mit der Zeit nachlassen. „Deshalb wird davon ausgegangen, dass eine Impfung, die lange zurückliegt, nicht immer komplett schützt.“ Masernsym-

pome könnten auftreten, grippeähnliche Zustände und Fieber etwa. Komplikationen wie eine Lungenentzündung oder eine Hirnentzündung dagegen nicht. Deshalb laute die Strategie in Luxemburg: Zwei Impfdosen für kleine Kinder. Eine dritte für Gesundheitsberufler, die vor vielen Jahren zweimal geimpft wurden, desgleichen für andere „besonders exponierte Personen“. Und allen nach 1970 Geborenen werde geraten, nachzuschauen, ob sie zwei Mal geimpft wurden, und falls nicht, dies nachzuholen.

Ratsam erscheint das zum einen deshalb, weil das Masernvirus bereits durch „Tröpfcheninfektion“ weitergegeben wird: Infizierte verteilen beim Sprechen, Husten und Niesen winzige virushaltige Speicheltröpfchen in der Umgebungsluft. Andere können sie einatmen, und treten die Viren in den Speicheltröpfchen in Kontakt mit den Schleimhäuten in den Atemwegen, kann die nächste Infektion einsetzen. Masernviren können in der Luft bis zu zwei Stunden lang überleben. Weil eine Masernerkrankung mit Schnupfen und Husten beginnt, ist das Tröpfchen-Infektionsrisiko hoch.

Zum anderen nehmen beinahe überall auf der Welt die Masernfälle zu. Die Weltgesundheitsorganisation WHO schrieb im November 2018, der Zuwachs habe global im Jahr 2017 bei 30 Prozent gegenüber 2016 gelegen. 110 000 Todesfälle weltweit seien auf Komplikationen nach Masernerkrankungen zurückzuführen gewesen. Und wenngleich Komplikationen in armen Ländern häufiger sind als in reichen mit besserer Gesundheitsversorgung, sei die Zahl der Masernfälle besonders stark in Europa, im Nahen Osten sowie in Nord- und Südamerika gestiegen. Für Europa hatte die WHO schon Anfang 2018 festgestellt, dass sich die Fälle 2017 im Vergleich zum Vorjahr vervierfacht hätten. Zwar meint die WHO mit Europa nicht etwa nur die EU, sondern eine Region, die 53 Länder umfasst. Die größten Masernausbrüche aber hätten sich neben der Ukraine in den EU-Staaten Italien und Rumänien ereignet.

Diese Entwicklung scheint ungebrochen weiterzugehen. In New York hat der Bürgermeister diese Woche

den Masern-Notstand ausgerufen, Zwangsimpfungen und bei Weigerung tausend Dollar Strafgeld angeordnet. Das EU-Seuchenkontrollzentrum ECDC in Stockholm hielt am 8. März in seinem monatlichen Bericht fest, im Januar 2019 seien die meisten Masernfälle in dieser Reihenfolge in Rumänien, Italien, Polen und Frankreich gezählt worden. Wo bei der Zuwachs in Italien, Polen, Frankreich und Österreich besonders hoch sei. Frankreich hatte im Januar 124 Masernerkrankungen gemeldet, dagegen 54 im Dezember und 61 im November. Einer Karte im ECDC-Bericht, die den Stand von 2017 zeigt, ist zu entnehmen, dass die Impfquote mit der „zweiten Dosis“ damals jedenfalls in Frankreich, Rumänien, Österreich und Griechenland besonders niedrig war.

„Impf-Zögerlichkeit“ (*vaccination hesitancy*) nennt die WHO eine der zehn größten Bedrohungen für die öffentliche Gesundheit in diesem Jahr. Inwiefern es die in Luxemburg gibt und im Internet kursierende Theorien von Impfgegnern davon abhalten, Kinder impfen zu lassen, darüber möchte der Leiter der Sanitärinspektion nicht spekulieren: „Ich denke, dass die zweite Impfdosis nicht so oft verabreicht wird wie die erste, hat vor allem mit Vergesslichkeit zu tun.“ Bis zum zwölften Lebensmonat werden Kinder intensiv von Pädiatern betreut. Dass die Zahlung einer Familienzulage davon abhängt, die Kinder bis zu diesem Alter regelmäßig dem Kinderarzt vorzustellen, ist ein offenbar wirksamer Anreiz. Und niemand kann über Impfungen besser aufklären als ein Kinderarzt, der im Vertrauen aufgesucht wird.

So ist wahrscheinlich auch zu verstehen, dass trotz des „kleinen Ausbruchs“ der Gesundheitsminister bisher nicht daran denkt, eine Impfpflicht einzuführen. Abgesehen davon, dass deren Einhaltung nicht einfach zu kontrollieren wäre, könnte eine Zwangsmaßnahme bei Eltern Abwehrreaktionen auslösen. Und es ist gar nicht sicher, ob in der in Luxemburg stark ausgeprägten Ich-Gesellschaft dann noch verstanden würde, dass eine Impfung nicht nur dem eigenen Schutz und dem der Kinder dient, sondern auch eine solidarische Geste gegenüber der Allgemeinheit darstellt.

Die Masernfälle haben weiter zugenommen. Im Gesundheitsministerium wird nicht ausgeschlossen, dass es eine „zweite Welle“ an Erkrankungen geben könnte

Europa

Der nächste Akt



EU-Kommissionspräsident Jean-Claude Juncker verliert trotz britischem EU-Austrittsdrama nicht den Humor

Martin Theobald, Berlin

Seit zwei Jahren versucht Michel Barnier, Chefunterhändler der Europäischen Union im Brexit-Verfahren, den Ausstieg Großbritanniens aus der EU in geregelte Bahnen zu lenken. Nach dem Sondergipfel der Europaminister der verbleibenden 27 Mitgliedsstaaten machte er am Dienstag dieser Woche – in betonter Gelassenheit – klar, dass es für die EU nie und nimmer einen „No Deal“-Brexit geben werde. Im Umkehrschluss bedeutet dies: Alle Verantwortung für das Scheitern und das Gelingen liegt bei London, das zwischen zwei Optionen entscheiden kann: „Sie können den Brexit-Prozess stoppen, indem sie das Austrittsgesuch nach Artikel 50 des EU-Vertrags zurückziehen, oder sie stimmen für das Austrittsabkommen, wenn sie den „No Deal“ vermeiden möchten“, erklärte Barnier am Dienstag in Brüssel.

Generell zeigt sich Europa einer weiteren Brexit-Verschiebung aufgeschlossen gegenüber. Nur: Bedingungslos wird es diese nicht geben. „Jede Verlängerung sollte einem Zweck dienen“, so Barnier. Und: „Die Dauer sollte verhältnismäßig zum Ziel sein.“ Einen weiteren Aufschub, um britischen Parlamentariern bei ergebnislosen Debatten und Abstimmungen zuzuschauen, wird es nicht geben. Eine Verschiebung komme in Frage, wenn sich Premierministerin Theresa May mit Labour über das Austrittsabkommen verständigen kann und es doch noch eine Mehrheit dafür im Londoner Unterhaus geben wird. Um dies zu unterstützen, ist die EU auch bereit, die politische Erklärung gemäß dem Ergebnis der Verhandlungen zwischen Regierung und Opposition in London anzupassen.

Nach zähem Ringen am Mittwochabend gilt als neue Deadline spätestens der 31. Oktober. Dabei muss es jedoch regelmäßige Überprüfungen und Meilensteine für London geben, um den Brexit nicht zu einer unendlichen Geschichte zu machen. Kurze Zeit sah es so aus, als bräche die Front der 27 doch noch auf. Vor allem der französische Präsident Emmanuel Macron sprach sich für einen schnelleren Abschied des Vereinigten Königreichs aus der EU aus. Andere Länder, darunter Deutschland, wollten Großbritannien mehr Zeit geben. Die Briten müssen einen Kompromiss finden, sonst verpflichten sie sich dazu, an den Europawahlen Ende Mai teilzunehmen. Andererseits ist klar, dass das Austrittsabkommen nicht nachverhandelt werden wird. Premierminister Theresa May bekam also einen kleinen Trumpf in die Hand: Großbritannien müsse die EU so schnell wie möglich mit einem Abkommen verlassen, sagte sie nach den

Eine langfristige Vertagung käme auch denjenigen EU-Ländern zugute, die sich für ein paar Monate Ruhe vom Brexit-Drama wünschen

Gesprächen mit den 27 EU-Mitgliedstaaten. Ratifiziere das britische Parlament ihren Deal vor dem 22. Mai, müsse das Königreich nicht mehr an den Europa-Wahlen teilnehmen.

In Brüssel wächst derweil die Erkenntnis, dass die Lage nicht besser werden wird, wenn man Theresa May nicht entgegenkommt. Es ist klar, dass May eine Premierministerin auf Abruf ist, doch immerhin bringt sie noch den Willen und die Kraft – wenn auch verspätet – auf, eine Lösung zu finden. Zwar hat sie noch nicht einleuchtend erklären können, wie denn die Einigung mit Labour aussehen wird, doch alleine die Tatsache, dass sie mit der Opposition verhandelt, macht klar, dass auch May unbedingt einen „No Deal“-Brexit verhindern möchte. Die EU muss nun die richtige Verhandlungstaktik

finden, die auf der einen Seite den Druck auf London aufrechterhält, um endlich zu einem Brexit-Abschluss zu kommen, den es eben nur zu den beiden Bedingungen gibt, dass der Brexit entweder abgesagt wird oder nach dem Austrittsabkommen verläuft. Auf der anderen Seite muss den Briten genügend Zeit eingeräumt werden, um zu der Entscheidung zu kommen. Egal wie groß Frust und Ungeduld auch inzwischen sind. Eine langfristige Vertagung käme auch denjenigen EU-Ländern zugute, die sich gerne für ein paar Monate Ruhe vom Brexit-Drama wünschen.

Doch wie lange die Europäer auf Theresa May setzen können, ist ungewiss. Ihre Tour nach Berlin und Paris vor dem EU-Krisengipfel wurden von ihren Gegnern als „um Gnade betteln“ abgetan. Kurz vor ihrer Abreise forderte eine Delegation des sogenannten 1992-er-Komitees der Hinterbänkler May zum Rücktritt auf. Andere konservative Politiker forderten, dass das Kabinett May den Stuhl umgehend vor die Tür stellen müsse, weil man sie sonst nicht aus dem Haus bekäme. Andere kündigten an, was die künftige Taktik des Vereinigten Königreichs sein werden, wenn man gezwungen würde, noch für einen längeren Zeitraum in der EU zu bleiben: „Wenn man uns gegen unseren Willen in der EU hält, werden wir zum Trojanischen Pferd. Wir werden unser Veto einlegen, wo es geht, und die Pläne der EU stören, wo wir können“, sagte der Tory-Abgeordnete Mark Francois.

Und außerdem? Beim Treffen in Luxemburg haben die verschiedenen Europaminister auch noch über jene Themen beraten, die derzeit vom Brexit übertönt werden: Zentrale Zukunftsfragen für die EU sind dabei der Abbau von Rechtsstaatlichkeit in Polen und Ungarn. Hier entscheidet sich, ob die Europäische Union eine Wertegemeinschaft bleibt oder sich zu einem bloßen Handelsbündnis herabstuft. Angesichts der aktuellen Entwicklung in den beiden Ländern ist die Einstellung des Artikel-7-Verfahrens gegen Warschau und Budapest derzeit undenkbar. Das Verfahren kann zu einem Entzug des Stimmrechts führen. Darüber hinaus beginnen die Haushaltskonsultationen für die Jahre 2021 bis 2027, bei denen die Kommission die Vergabe von Strukturfondsgeldern an die Einhaltung rechtsstaatlicher Prinzipien knüpfen möchte. Die Debatte verlief nach den altbekannten Mustern, während Frankreich, Deutschland und die skandinavischen Mitgliedsstaaten dafür votierten, diesen Worten in Polen und Ungarn Taten folgen zu lassen, unterstellten diese beide Staaten, sie würden nur attackiert, weil sie Osteuropäer seien.

Roumanie

La bataille continue

Mirel Bran, Bucarest

Elle est favorite pour le poste de cheffe du futur Parquet européen, mais son plus grand ennemi est le gouvernement de son propre pays. Laura Codruta Kövesi, ancienne cheffe du Parquet national anticorruption (DNA) n’a guère d’amis dans les hautes sphères du pouvoir en Roumanie. À 45 ans, elle est la personne la plus détestée des hommes politiques roumains. Cheffe du DNA de 2013 à 2018, Kövesi fait trembler ces derniers dans un pays réputé pour sa corruption institutionnalisée. Des milliers de hauts fonctionnaires, députés, sénateurs, ministres, maires et autres personnages publics se sont retrouvés derrière les barreaux grâce au programme « Mains propres » mis en place par cette jeune procureure qui déchaîne les passions sur la scène politique. « J’ai rétabli la justice quand la loi était violée, a-t-elle affirmé lors de son audition à Bruxelles. La loi doit être la même pour tous et le principe qui guide le travail des procureurs dans l’Union européenne. »

Laura Codruta Kövesi est la favorite du Parlement européen, mais sa nomination dépendra des négociations qui doivent avoir lieu entre les États membres. L’opposition la plus farouche à son encontre se trouve dans son propre pays où le gouvernement a entamé une guerre contre les magistrats. Liviu Dragnea, le chef des sociaux-démocrates majoritaires au gouvernement, en a fait une affaire personnelle depuis que les enquêtes menées par la procureure lui ont valu deux condamnations pénales pour fraude électorale et abus de pouvoir. Il fait aussi l’objet d’une enquête pénale pour avoir détourné 21 millions d’euros de fonds européens. En juillet 2018, Liviu Dragnea a usé de tout son pouvoir en vue d’obtenir le limogeage de Kövesi de la direction du DNA. Une décision qu’elle a contestée à la Cour européenne des droits de l’homme où un procès est en cours.

En octobre 2018, le gouvernement avait doté le Parquet national d’une nouvelle institution censée surveiller et enquêter sur les magistrats. Une décision critiquée à Bruxelles et considérée par ces derniers comme un outil destiné à les intimider. C’est cette nouvelle section du Parquet national qui harcèle Kövesi pour l’empêcher d’accéder à la fonction de procureur européen. Le 29 mars, la commission habilitée à enquêter sur les magistrats a annoncé qu’elle lui avait interdit toute sortie du territoire pendant deux mois. Elle est accusée d’abus de pouvoir et de faux témoignages. « Il est évident que je suis visée par une campagne de harcèlement et d’intimidation, a-t-elle déclaré. Cette mesure a pour but de me faire taire et de harceler tous ceux qui ont fait leur travail dans le système judiciaire. Certains voulaient continuer à voler en toute tranquillité mais nous les en avons empêchés. »

Les tentatives du gouvernement visant à intimider les magistrats ne sont pas passées inaperçues à Bruxelles. La Roumanie assure la présidence tournante de l’Union européenne (UE) jusqu’en juillet 2019, et une attaque du gouvernement contre la justice risque de faire des dégâts. Le 3 avril, Kövesi a reçu le soutien du vice-président de la Commission européenne Frans Timmermans. « Madame Kövesi est une remarquable juriste, a-t-il déclaré. Il est important qu’elle présente sa candidature afin que les institutions européennes puissent prendre une décision en pleine connaissance des positions des candidats. » La procureure roumaine est la favorite du Parlement européen, mais la France soutient son candidat Jean-François Bohnert au sein du Conseil européen.

Malgré les avertissements de Bruxelles, le gouvernement n’a pas l’intention de céder et prépare une réforme de la Justice qui limitera drastiquement les pouvoirs des magistrats et blanchira les casiers judiciaires des hommes politiques condamnés pour corruption. « Je veux mettre en garde contre toute action du gouvernement qui entraverait le système judiciaire en créant de facto une impunité systémique pour les hauts responsables politiques qui ont été condamnés pour corruption, averti Frans Timmermans. Mais si le gouvernement persiste pour des raisons de politique interne, la Commission réagira immédiatement avec tous les moyens dont elle dispose. » Bruxelles peut lancer des procédures d’infraction contre des pays qui violent le droit européen, procédures qui peuvent déboucher sur des sanctions financières. La pression européenne a joué en faveur de Kövesi. Le 3 avril, la Haute Cour de Justice roumaine a levé le contrôle judiciaire dont elle faisait l’objet, ce qui lui permet de se rendre à Bruxelles.

Le président libéral, Klaus Iohannis, a rompu avec sa réserve teutonne en proposant un référendum destiné à préserver l’indépendance de la justice. « Ma décision est prise, a-t-il déclaré le 28 mars. Je vais convoquer un référendum le 26 mai à l’occasion des élections européennes pour mettre fin aux attaques du Parti social-démocrate contre la justice. Nous en avons assez du dilettantisme et de l’incompétence de ces voyous qui nous gouvernent. » Les élections européennes s’annoncent chaudes en Roumanie.

Laura Codruta Kövesi est la favorite du Parlement européen. L’opposition la plus farouche à son encontre se trouve dans son propre pays

.....

9,3

ticker

.....

.....

c'est la hausse, en pourcentage, du prix des logements au Luxembourg entre fin 2017 et fin 2018. D'après les chiffres publiés cette semaine par Eurostat, compilés à l'origine par les instituts statistiques nationaux, la variation annuelle au Grand-Duché serait largement supérieure à la moyenne européenne (4,2 pour cent). Mais également remarquable par rapport aux pays-voisins : la hausse des prix n'aura ainsi été « que » de 4,6 pour cent en Allemagne, de 3,2 pour cent en France et de 2,5 pour cent en Belgique. Pour retrouver des taux de croissance similaires ou supérieurs, il faut regarder plus vers l'Est, vers la Slovénie (+18,2), la Lettonie (+11,8) ou la République tchèque (+9,9). bt

.....

Les popcornneurs



Kinepolis, la multinationale des salles de cinéma belge qui avait racheté Utopia SA en 2015, vient de publier ses résultats pour 2018. On y lit que le nombre de visiteurs a chuté en moyenne de 3,9 pour cent en Europe, et de 9,9 pour cent au Luxembourg. Kinepolis en renvoie la faute à la canicule et au Mondial de foot. Mais évoque également les plateformes de *streaming* et le « raccourcissement de la période [...] entre la première projection d'un film au cinéma et sa disponibilité par d'autres canaux ». Reste que, malgré ce recul du nombre de visiteurs, le groupe a engrangé un bénéfice de 47,4 millions d'euros en 2018. Dans son chiffre d'affaires global (507,7 millions d'euros), le marché luxembourgeois, avec ses 22 écrans répartis entre le Kirchberg, Belval et le Limpertsberg, ne compte plus que pour 3,1 pour cent (14,9 millions d'euros).

Kinepolis explique miser sur des « produits premium » (comme les « cosy seats »), qui permettent de surfacturer la visite au cinéma, ainsi que sur les « in-theatre sales ». Celles-ci représentent désormais 27,4 pour cent des revenus, et leur gamme ne cesse de s'élargir ; dernièrement au « popcorn premium, marques d'eau de luxe et noix », comme le précise le groupe.

Si le Luxembourg fait une courte apparition dans le rapport annuel, c'est pour « la hausse des revenus locatifs » réalisée au Kirchberg. (Ce fut le coup de génie de Nico Simon, l'ancien PDG

d'Utopia SA, d'avoir construit un centre commercial dans un multiplexe, plutôt qu'un multiplexe dans un centre commercial.) Le bail emphytéotique de l'ancien Utopolis sur l'avenue Kennedy court encore sur 18 ans ; le bail à Belval et au Limpertsberg sur deux respectivement sept ans. Pour les cinéphiles, c'est une bonne nouvelle : Au moins jusqu'en 2025, l'Utopia ne fermera donc pas.

Dans son rapport annuel, Kinepolis souligne également avoir profité des réductions des taux d'imposition en France, Belgique et au Luxembourg : Son taux effectif est ainsi passé de 31,3 à 30,2 pour cent. En 2012, Kinepolis avait en outre bénéficié d'un *tax ruling* avantageux en Belgique ; tellement avantageux que la Commission européenne le requalifiera quatre ans plus tard en « aide d'État illégale » et ordonnera le recouvrement de 9,4 millions d'euros. Or, il y a deux mois, la Cour de Justice de l'Union européenne a annulé la décision de la Commission, et l'État belge pourrait devoir rembourser l'argent à Kinepolis. (photo : pg) bt

L'innommable

Quelques mois après leurs homologues à Vienne, Berlin et Bruxelles, les responsables du Conseil de la concurrence annoncent, avec la prudence qu'on leur connaît, l'ouverture d'une enquête visant « une entreprise internationale dont le siège européen est établi à Luxembourg et qui offre un accès à des sites Internet ainsi que divers services de plateforme à des commerçants tiers ». Bref : Amazon, apparemment innommable. Le Conseil de la concurrence fait un appel aux « commerçants actifs dans le commerce de détail en ligne » à venir témoigner et précise que « tout témoignage sera traité de manière confidentielle ».

Dans le *Land* du 22 décembre 2017, un commerçant avait relaté en détail son expérience sur la plate-forme (le « market place ») d'Amazon. Une collaboration qui, disait-il, s'était mal terminée : « Irgendwann erklärte ihm der Zulieferer seines Bestseller-Produktes, ohne weitere Erklärungen, er könne ihm keine Ware mehr verkaufen. Ungefähr zugleich nahm es Amazon ins eigene Sortiment auf ». La Commission européenne soupçonne Amazon d'utiliser les données collectées sur les clients de commerçants

tiers pour les cibler directement et favoriser ainsi ses propres produits. D'autres pratiques mises en cause par les autorités de la concurrence allemande et autrichienne incluent : « la suspension non-fondée et soudaine de comptes marchands » ou « la rétrogradation infondée des commerçants dans le classement des produits ». C'est ce qu'on appelle une « approche customer centric » – ou, éventuellement, un « abus de position dominante ». bt

Le doyen d'âge

Ce mardi, la Banque centrale européenne (BCE) a annoncé qu'elle proposait le Luxembourgeois Yves Mersch (ici en 2012 ; photo : pg) à la vice-présidence de son conseil de surveillance prudentielle. Une nomination qui devra encore être avalisée par le Parlement et le Conseil européens. Âgé de 69 ans, Yves Mersch siège depuis six ans dans le Directoire de la BCE et depuis vingt ans dans son Conseil des gouverneurs. bt

financier d'Alibaba, ils déterminent la solvabilité d'un client via une analyse comportementale des activités en ligne.

En parallèle, le Parti communiste chinois (PCC) est train de construire son « social credit system » : un gigantesque et ultrasophistiqué panoptique digital qui enregistre et évalue les comportements des citoyens chinois. Que ce soit sur Internet, via le big data, ou dans le monde analogue, moyennant la vidéosurveillance et la reconnaissance faciale. On peut perdre des points en traversant à un feu rouge, en perturbant « l'unité » ou en passant ses journées à jouer des jeux vidéo. Cela peut avoir des conséquences très réelles : interdiction d'acheter des billets de train, de fréquenter des sites de rencontre, voire d'exercer certains métiers. Les limites entre les initiatives privées (dont le « Sesame credit program ») et le « Social credit system » du PCC sont floues et poreuses : les informations circulent dans les deux sens.

Le MAE justifie sa reconnaissance des « Sesame credit » pour les demandes de visas Schengen par le fait que « beaucoup de Chinois ne disposent pas d'un compte en banque » et ne pourraient donc prouver qu'ils remplissent les critères financiers. Il s'agirait simplement d'une « Gläichbehandlung » d'un compte digital par rapport à un compte classique. Le « ranking » au sein du système des « Sesame credit » ne serait pas pris en compte. Or, promet le MAE, une « extension » de la pratique luxembourgeoise à « d'autres firmes », on songe à Tencent (Wechat) par exemple, ne serait pas prévue. Finalement, écrit le MAE, Ant Financial serait « contrôlé » par le régulateur étatique du secteur financier chinois. Nous voici rassurés.

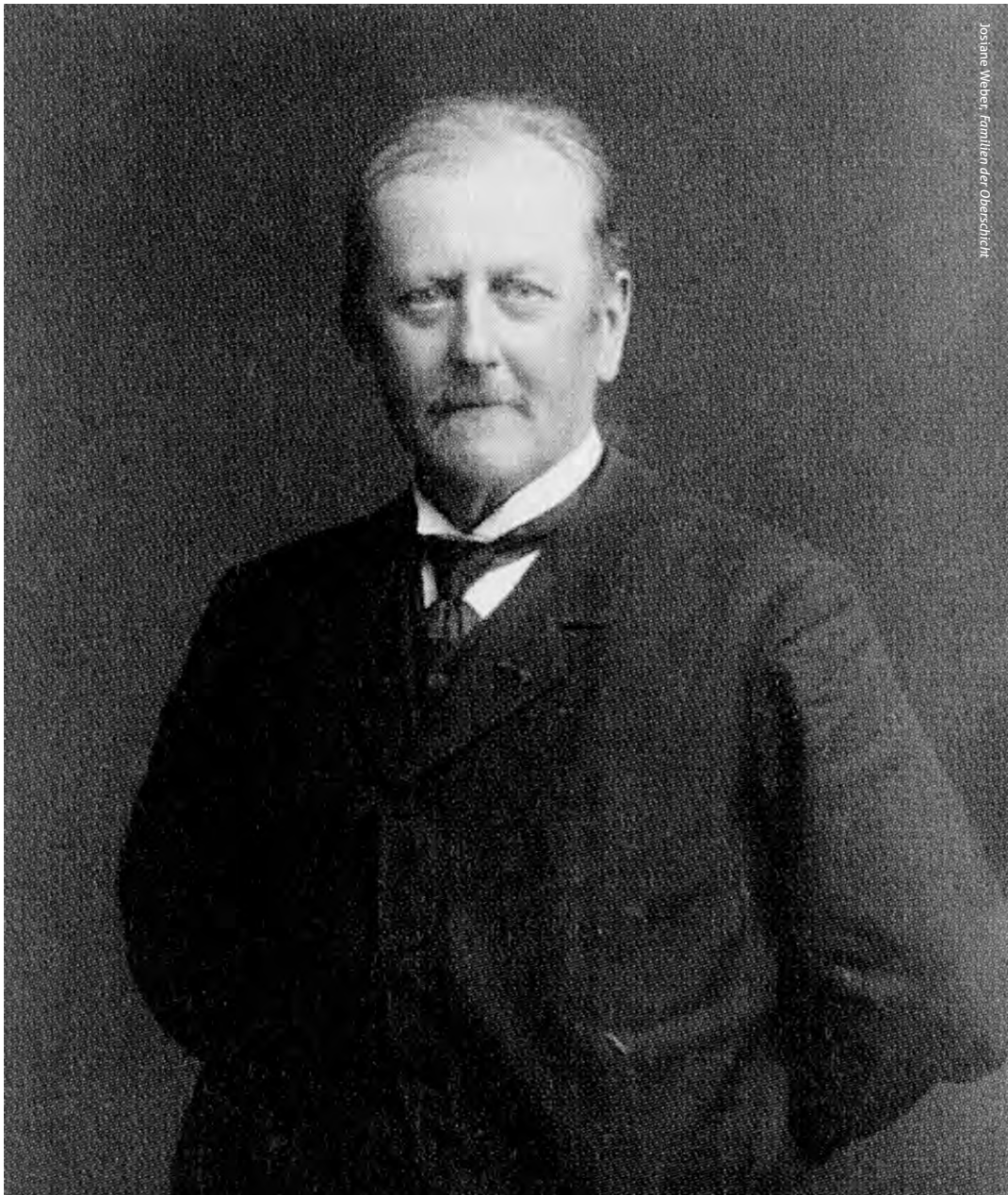
En 2017, face au *Land*, Le consul luxembourgeois à Shanghai, Luc Decker, justifiait l'accord avec Ant Financial par la « visibilité » qu'elle conférerait au Grand-Duché comme destination touristique, la plateforme chinoise aménageant un espace publicitaire sur sa plateforme de voyages Fliggy. Or, la reconnaissance des « Sesame credit » est probablement une énième illustration de l'opportunisme luxembourgeois. Elle pourrait avoir beaucoup à voir avec la volonté de plaire à Alibaba et à son bras financier



Ant Financial, que Xavier Bettel et Pierre Gramegna tentent depuis cinq ans à attirer au Grand-Duché. En janvier 2019, ils y ont réussi et pu annoncer fièrement l'installation de ce mastodonte de l'« Internet Finance ». Mais à quel prix politique ? bt

Il y a cent ans la république (6)

Le coup de force contre la république



Portrait d'Émile Servais (1847-1928). En 1918, le maître des forces et ancien député deviendra le porte-parole de l'Action républicaine

Henri Wehenkel

Ils étaient trois ministres luxembourgeois qui étaient allés à Paris, en robe de bure, la corde au cou, pour être reçus par le gouvernement français, la veille de Noël 1918, sans avoir été invités. Le voyage avait quelque chose de pathétique. C'était un défi au bon sens et au protocole diplomatique.¹

Le début de l'entreprise remontait au 9 décembre 1918. Ce jour-là, le lieutenant-colonel Randier, commandant du 109^e régiment, informa le gouvernement français que le « Ministre d'État Reuter, du Grand-Duché de Luxembourg, a l'intention de se rendre à Paris le 10 décembre avec quatre hauts fonctionnaires luxembourgeois pour voir M. Mollard, Ministre de France en 1914, et tenter d'entrer en pourparlers avec le Ministre des Affaires Étrangères. »² Randier avait répondu qu'un tel voyage n'était pas possible dans un délai si court et qu'il fallait un laisser-passer pour traverser les zones occupées par l'armée.

Le 10 décembre, jour prévu pour le voyage, était le jour où l'ultimatum du Parti socialiste arrivait à expiration et où l'homme de confiance du parti au gouvernement serait contraint de remettre sa démission. Partir à Paris avec ses quatre « directeurs généraux », c'est ainsi qu'on nommait les ministres à Luxembourg, avait un double avantage, échapper à tout débat au Parlement et s'en remettre au jugement de Paris pour dénouer la crise. La visite à l'ambassadeur Mollard n'était qu'un prétexte. Il s'agissait de forcer la porte du ministre des Affaires Étrangères.

Les Français n'étaient pas dupes du subterfuge de Reuter. Dans un deuxième télégramme daté du 15 décembre, Randier informa Paris que le gouvernement grand-ducal avait décidé de renvoyer l'ambassadeur allemand. « La Grande-Duchesse espère que (...) ce geste suffira pour décider le retour de M. Mollard, Ministre plénipotentiaire à Luxembourg. On croit que, si M. Mollard revenait à Luxembourg, la dynastie serait définitivement consolidée, tandis qu'au contraire, si la froideur du Gouvernement persistait, on pourrait obtenir l'abdication de la Grande-Duchesse à très bref délai. »³

Le 16 décembre, le maréchal Foch accorda une entrevue au gouvernement luxembourgeois, pendant laquelle, selon Nic Welter, le général Weygand fit irruption pour annoncer que la visite était accordée. Au même moment, le ministre des Affaires Étrangères, Stephen Pichon, informait Ernest Leclère, le représentant officieux du Grand-Duché à Paris, que la visite était « impossible ». « Un malentendu », dira Pichon et il ajoutera à l'intention de Clemenceau :

« Vous jugerez sans doute utile de communiquer les informations à M. le Maréchal Foch. »

Reuter et ses deux compagnons de voyage Welter et Liesch partirent le 19 décembre. Arrivés à Paris, ils s'adressèrent à Leclère qui leur répéta le caractère inopportun de la démarche et rentra au Luxembourg, à Mollard qui refusa de les accompagner chez son ministre, à Bastin, le consul belge chargé des intérêts luxembourgeois, qui se dévoua avec un zèle suspect, à Paul Mersch, consul honoraire du Luxembourg, au comte de Fels, « diesem echten Edelmann » (Welter), un homme d'affaires qui avait racheté les ruines du château de Larochette et un titre de noblesse délivré par le Pape, et à d'autres personnages illustres. Après trois jours de démarches inutiles, Reuter rédigea dans sa chambre d'hôtel une lettre qu'il alla porter au Quai d'Orsay. À sa grande surprise, Pichon le pria de passer tout de suite à son bureau. Reuter n'eut pas le temps d'informer Welter. Le 23 décembre à 17 heures eut lieu l'entrevue tant espérée.

Pichon nota : « J'ai reçu M. Reuter et M. Liesch. Je leur ai dit que je regrettais le malentendu qui leur avait permis de croire qu'ils pouvaient venir à Paris avec la pensée qu'ils seraient reçus par moi, parce que j'avais fait dire au contraire à M. Leclère que c'était impossible. Mais je n'avais pas voulu manquer de courtoisie à leur égard, et puisqu'ils étaient à Paris, je les recevrais volontiers. Mais j'ai ajouté que tout ce que je pouvais leur dire, c'est que le Gouvernement français ne croit pas possible d'avoir des rapports ou des négociations avec le Gouvernement de la Grande-Duchesse du Luxembourg, qu'il considère comme s'étant gravement compromis avec les ennemis de la France. Ces Messieurs m'ont répondu qu'ils me remerciaient de la franchise de ma déclaration et qu'elle était dans tous les cas de nature à débayer le terrain et ils ont pris congé de moi en m'affirmant les bons sentiments de la population luxembourgeoise envers la France. J'ai dit que je n'en doutais pas. »⁴

Le verdict était tombé, clair et net. La France ne reconnaissait plus ni la Grande-Duchesse ni son gouvernement. Les ministres furent de retour à Luxembourg le 26 décembre. Le 27 décembre, ils rendirent compte à la Grande-Duchesse, mais ils ne convoquèrent pas la Chambre des Députés et n'informèrent pas le public, laissant entendre que le voyage s'était bien passé, qu'ils avaient eu des entretiens positifs et qu'ils rentraient satisfaits.

Le journal libéral *Luxemburger Zeitung* fut le premier à rompre le silence et le *Luxemburger Wort* fut obligé de prendre position. Il réagit avec toute la fureur dont il était capable, accusant le gouvernement français d'être manipulé par des milieux qui voudraient l'annexion du Luxembourg afin d'y établir des garnisons militaires, se saisir les chemins de fer, construire un canal et prendre la minette luxembourgeoise, qu'il ne fallait pas céder à la pression de l'étranger. Et que la patrie était en danger. Les arguments n'étaient pas

« Tout ce que je pouvais leur dire, c'est que le Gouvernement français ne croit pas possible d'avoir des rapports ou des négociations avec le Gouvernement de la Grande-Duchesse du Luxembourg, qu'il considère comme s'étant gravement compromis avec les ennemis de la France » (Le ministre des Affaires Étrangères français, Pichon, sur son entrevue avec Reuter et Liesch, le 23 décembre 1918)

nouveaux, mais ils se dirigeaient cette fois contre le gouvernement français. Si la France ne voulait pas reconnaître le Luxembourg, il fallait cesser de reconnaître la France.

Dans les jours suivants, le Parti de la droite lança une pétition pour l'indépendance qui demandait que le peuple luxembourgeois soit consulté pour décider de son destin. La pétition ne choisit pas entre la monarchie et la république, ni entre la France et la Belgique. « Die Petition will absichtlich diese Streitfragen weder in dem einen noch in dem anderen Sinne entscheiden. » Tout le monde pouvait signer la pétition et personne ne pouvait refuser de signer. Le 11 janvier, une semaine après le lancement de la campagne, les organisateurs purent faire état de 37 000 signatures. À la fin du mois de janvier, le chiffre de 80 000 était atteint.⁵

Loin de se laisser impressionner par un tel déferlement de signatures, les partisans de la république estimèrent que le temps était venu d'agir. Ce so-disant gouvernement qui était démissionnaire depuis trois semaines, qui n'était plus reconnu par aucun des grands pays, qui n'arrivait pas à régler les problèmes les plus urgents du pays et n'était plus obéi par les soldats et les gendarmes devait disparaître. De gré ou de force.

Tandis que le gouvernement accélérail les préparatifs pour organiser un référendum, les deux commissions d'enquête décidées par la Chambre restaient lettres mortes. Les membres de la commission qui devait enquêter sur les actes de la Grande-Duchesse et des gouvernements entre 1914 et 1918 n'avaient même pas été nommés et la commission qui devait examiner les plaintes des soldats fut une fois de plus ajournée. Constatant la nervosité croissante des soldats, le sergent-major Eiffes participa à une réunion secrète des dirigeants républicains qui eut lieu début janvier au Café Wampach.⁶

Le 6 janvier 1919, un manifeste signé par l'Action républicaine parut dans la presse : « L'obstination déconcertante et inconcevable de la Grande-Duchesse à ne pas abdiquer (...) nous incite à faire appel à tous les éléments républicains du pays afin de poursuivre par des efforts unis et concentrés la réalisation de notre idéal commun : l'institution de la république. (...) Notre patience est à bout. Que la Grande-Duchesse, dont le régime personnel a jeté le pays dans la discorde et le désordre, s'en retourne au pays de ses ancêtres ! Qu'elle laisse le Luxembourg aux Luxembourgeois ! »

Les paroles étaient fortes, mais la résolution n'indiquait pas quelle action était projetée. Le texte de la pétition était suivi des noms de dix personnalités réunissant l'ensemble des courants républicains : l'architecte Bouvart, N. Gallé, bourgmestre de Hollerich et employé des chemins de fer, Aloyse Kayser, chef de gare à Diekirch, Émile Mark, vétérinaire et bourgmestre de Differdange, Marguerite Mongenast-Servais, une femme libre et fortunée, J.P. Rasquin, ouvrier d'Eich, Émile Servais, industriel et fils du père de l'indépendance, le député socialiste J. Thorn, l'ouvrier gantier Xavier Thoma, Georges Ulveling, avocat et ancien président de l'Assoss.

Le *Wort* était très bien informé sur ce qui se tramait dans les arrière-salles des bistrots de gauche. Il parla d'un complot ourdi à Esch et alerta ses partisans pour réagir à la violence par la violence : « Wir machen hiermit die kompetenten Stellen auf diese revolutionären Treibereien aufmerksam. Die Anhänger der Dynastie ihrerseits bitten wir, sich für den Ernstfall bereit zu halten. » Le lendemain, il haussa encore le ton : « Das heiligste Gut des freien Vaterlandes ist bedroht. Starke Kräfte treiben zur Annexion. (...) Volk Luxemburgs stehe fest ! Dulde nicht, dass deine Abgeordneten den Weg des Gesetzes verlassen und dass sie deiner Unabhängigkeit das Grab schaufeln ! »⁷

Pouvait-on encore sauver la Grande-Duchesse, si la Chambre des Députés faisait également défaut ? Le 8 janvier, le gouvernement décida de demander à la Grande-Duchesse d'abdiquer. Après de multiples démarches lancées par l'intermédiaire de l'ancien ministre Moutrier, du baron Jacquinot, du docteur



Gare de l'Est. Trois ministres luxembourgeois y arriveront le 19 décembre 1918 dans l'espoir d'être reçus – sans avoir été invités – par le gouvernement français. Le voyage avait quelque chose de pathétique

Eloi Welter et du maréchal Foch, Reuter avait acquis « l'intime conviction » que le gouvernement français pourrait se contenter du remplacement de la Grande-Duchesse Marie-Adélaïde par sa sœur Charlotte pour rétablir les relations entre les deux pays et que la dynastie pourrait être ainsi sauvée. A 21 heures, le premier ministre se rendit au château de Colmar-Berg accompagné par les ministres Welter et Collart et par le président de la Chambre Altwies. La Grande-Duchesse se déclara prête au renoncement et promit de le faire le lendemain après avoir parlé à sa sœur.

Les membres de l'Action républicaine s'adressèrent au même moment au général Desticker, représentant le Maréchal Foch en son absence, pour avoir l'autorisation de renverser la monarchie. Le général les pria de revenir le lendemain. La délégation républicaine conduite par Émile Servais, ancien député, maître des forges et chevalier de la Légion d'honneur, fut reçue par le général De La Tour, commandant de la place de Luxembourg.

Selon le rapport que fit le général de l'entrevue, Servais annonça que l'Action républicaine avait l'intention de convoquer pour l'après-midi une manifestation populaire qui envahirait une délégation à la Chambre afin d'obtenir un vote favorable à l'instauration de la république. « Dans le cas contraire, la Chambre serait envahie, la force armée luxembourgeoise, passée au service des manifestants, procéderait, manu militari, à l'exécution des volontés populaires. » De la Tour aurait répondu que « la réunion ne sera pas empêchée tout le temps qu'elle conservera un caractère pacifique, ne troublera pas l'ordre public et n'entravera pas la circulation. » Pour ce qui concerne les volontaires, « ils restent libres de leurs mouvements hors de la caserne, où ils seront considérés comme des citoyens luxembourgeois, mais leur sortie en armes ne sera pas tolérée. » La délégation se serait retirée en se déclarant satisfaite.⁸

Le général reçut ensuite le ministre de l'Agriculture Collart qui s'estima également satisfait. En dernier lieu, les propriétaires du *Wort* prévirent par lettre qu'un attentat était médité contre leur établissement.

La version de Servais différerait sur un point, il niait toute intention d'employer la violence, « sauf le cas très peu probable d'une contre-manifestation ». Il ne parla pas d'envahir la Chambre et il est invraisemblable qu'il se serait vanté de telles intentions si elles avaient été les siennes.

Le rapport du général ne précisa pas la teneur de l'entretien accordé au représentant du gouvernement. La question fut posée deux jours plus tard lors d'une nouvelle rencontre avec les délégués républicains : « En ce qui concerne les postes placés à divers établissements par le Commandant il a été demandé si c'était sur réquisition du Gouvernement. Il a été répondu qu'il n'y avait pas de réquisition écrite. Sur la demande si les mesures avaient été décidées au cours de conversations avec le Gouvernement, il a été répondu que le Commandant n'a pas à rendre compte de ses conversations. » À la question de savoir si le gouvernement, comme le président de la Chambre, avaient requis l'intervention des troupes françaises, le commandant répondit « qu'il n'y avait pas d'ordre écrit. »⁹

Le général plaça deux compagnies de soldats et six gendarmes à cheval dans la cour intérieure de l'Athénée à proximité de la place Guillaume, une demi-compagnie à proximité de la caserne des volontaires sur le plateau du Saint-Esprit, une section au plateau de la Gare à proximité de l'imprimerie du *Wort*. Toutes ces mesures seraient prises à titre préventif, dans le but d'assurer la sécurité des troupes françaises et, bien entendu, sans intention d'intervenir dans les affaires politiques du Luxembourg.

Tout se passa d'abord comme prévu. Vers 14h30, une foule pacifique estimée à un millier de personnes se rassembla place Guillaume. Trois orateurs, Aloyse Kayser, Émile Mark et Émile Servais essayèrent de convaincre le public que le moment était venu de proclamer la république et de constituer un conseil de régence. Ensuite, la foule fut invitée à se rendre devant la Chambre des Députés qui était gardée par la police municipale tandis que des soldats français avaient pris position devant le bâtiment du gouvernement.

La Chambre commença ses travaux avec retard. Les bancs du gouvernement étaient vides. La séance fut courte. Robert Brasseur lut une résolution de la fraction libérale demandant l'abdication de la dynastie. Ensuite, le député socialiste Émile Mark proposa de donner la parole à Émile Servais comme porte-parole du peuple réuni sur la place publique. L'abbé Pierre Schiltz pria alors la Chambre de surseoir à ses débats, parce que le gouvernement attendait une communication importante qui rendrait superflue la résolution. Il proposa que la Chambre discute pendant ce temps de la dissolution de la commission ayant à examiner les plaintes des volontaires, ce qui provoqua des interruptions dans les tribunes.

« Die Leute sind guter Laune und betrachten das Ganze als ein amüsantes Schauspiel. Kein Mensch will mehr eine Autorität über sich erkennen. » (*Obermoselzeitung* du 11 janvier 1919)

Le président de la Chambre menaça d'évacuer les tribunes, ce qui ne fit qu'augmenter le tumulte. Devant les réticences des gendarmes à exécuter ses ordres, il suspendit la séance. Les députés de la droite se levèrent aussitôt pour quitter la Chambre. Le règlement donnait au président le droit de suspendre la séance pendant une heure. Les députés de gauche restèrent donc à leurs places, mais ni le vice-président de la Chambre, le socialiste Housse, ni le doyen d'âge, le libéral Hemmer, ne voulurent occuper le siège du président. Ainsi on s'enfonçait peu à peu dans un vide institutionnel et juridique complet.

Devant la Chambre, la foule augmentait sans cesse et s'énervait de plus en plus. Elle atteignit maintenant entre 5 000 et 6 000 personnes.¹⁰ Des hommes, des femmes et beaucoup de jeunes. À la caserne, une réunion de soldats et de gendarmes avait été convoquée pour 16 heures. Elle devait prendre connaissance de la proclamation de la république par la Chambre et se mettre au service du nouveau régime. Les gendarmes étaient pressés de retourner à leurs postes avant le dernier train. Les soldats avaient arraché leurs écussons avec les initiales de la Grande-Duchesse pour les remplacer par un « RL » entouré d'un cercle. Ils étaient prêts pour prêter le serment de fidélité à la république.

Les députés réunis à la Chambre avaient à résoudre le problème non moins difficile de trouver un moyen de proclamer la république tout en respectant la légalité et l'ordre constitutionnel. Leurs débats étaient sans cesse interrompus par des messages de la caserne qui exigeaient des actes et par des envoyés du général De La Tour qui demandait de rétablir l'ordre qu'il jugeait menacé: « Messieurs, si dans un quart d'heure vous n'avez pas fini et si la foule ne se disperse pas, je ferais évacuer la place et ses abords. »¹¹

C'est à 17 heures que deux rangs de soldats armés de baïonnettes et des gendarmes à cheval repoussèrent les manifestants pour établir un cordon de sécurité devant la Chambre. Le général De la Tour arriva sur place. Aucune violence contre des personnes, aucune atteinte au droit de propriété, aucun trouble à l'ordre public ne furent constatés, « mais les tramways, après avoir tenté de se frayer passage durent rebrousser chemin. » Estimant que la libre circulation n'était plus assurée, le général De La Tour donna l'ordre de disperser la foule.

Ce fut une « intervention douce » dans une atmosphère bon enfant. Les manifestants étonnés reculèrent en plaisantant et en criant « Vive la République », « Vive la France », « Vive les poilus », chanterent la *Marseillaise* et les officiers français leur dirent: « Soyez sages, les amis, ne faites pas de bêtises. Vous aimez la France, alors restez tranquilles. » Les manifestants reculèrent, mais aussitôt que les soldats français étaient passés, la manifestation se reforma derrière leur dos. Le général demanda au bourgmestre Housse d'appeler les manifestants à rentrer chez eux.



Georges Clemenceau. En 1919, il inflige un blâme au général De La Tour pour ingérence dans les affaires intérieures du Luxembourg et décide de ne plus lui confier de commandement jusqu'à nouvel ordre

Celui-ci s'exécuta et se fit siffler. On demanda à la Musique militaire de faire un tour à travers la ville en entraînant les gens. Personne ne bougea. Ils étaient là par la volonté du peuple et ils resteraient là, tant que la république ne serait pas proclamée. « Die Leute sind guter Laune und betrachten das Ganze als ein amüsantes Schauspiel. Kein Mensch will mehr eine Autorität über sich erkennen. »¹²

Vers 21 heures, les députés sortirent enfin de la Chambre. Un Comité de Salut Public était constitué et la république proclamée. La république était instituée de façon provisoire en attendant qu'une Assemblée constituante élue au suffrage universel confirme le principe. La déception fut grande. Eiffes, le héros du jour, exprima le sentiment général: « Nous ne voulons pas la république en principe, nous voulons la république tout de suite. »

Le Comité de Salut Public se composait des libéraux Pescatore, Brasseur et Diderich, des socialistes Probst et Thorn, ainsi que de Servais, Mark et Kayser pour l'Action républicaine. Quand les noms de Brasseur et de Pescatore furent prononcés il y eut des cris de protestation: « Pas de Belges, pas de capitalistes. »

Autour du sergent-major Eiffes se constitua un noyau d'irréductibles avec le syndicaliste Pierre Krier et le président du Conseil ouvrier et paysan René Stoll qui proposèrent de constituer un conseil composé de dix soldats, de dix ouvriers et de dix bourgeois. Le *Armer Teufel* appuya les révolutionnaires: « Jawohl, Feldwebel Eiffes ist ein Patriot von altem luxemburgischen Schrot und Kern. (...) Als Feldwebel Eiffes und Frau Mongenast-Servais nebst anderen Bürgern, nach Mitternacht das Kammergebäude aufsuchten, saßen diese (les membres du Comité de Salut Public) zusammen und arbeiteten wie die Gerber, denen die Häute fortgeschwommen waren. (...) In der denkwürdigen Nacht traurigen Andenkens rief eine Genossin den Zauderern ins feige Gesicht: 'Seid ihr Männer?' »¹³

La *Obermoselzeitung* s'alarma de cette radicalisation « Das riecht verteuelt nach Lenin, Trotzki, Liebknecht usw. Und dieser Bolschewismus des Herrn Eiffes und Konsorten wurde von der umstehenden Menge mit heftigen Zwischenrufen gebrandmarkt. » Rien d'étonnant: « Die hartnäckige Weigerung der Grossherzogin, aus der Lage die unausweisbare notwendig gewordene Konsequenzen zu ziehen, war Wasser auf die Mühle der revolutionären Elemente. »

Brasseur donna à la Chambre sa propre version des événements: « On a agité diverses solutions. Il y a eu des membres de l'extrême-gauche¹⁴, qui étaient pour la proclamation immédiate d'une république. J'ai résisté, plusieurs de mes amis également. On a examiné la solution de la proclamation d'un Gouvernement provisoire. J'ai encore désapprouvé cette solution. Puis, sont intervenues coup sur coup deux sommations de l'autorité militaire française, nous notifiant que si la place devant la Chambre des députés n'était pas évacuée dans un délai de ... , elle serait évacuée de force. Et alors a surgi l'idée de la constitution d'un comité de salut public, avec la mission de maintenir l'ordre et de rechercher les mesures les plus urgentes à prendre dans l'intérêt du pays. »¹⁵

Le général De La Tour n'était pourtant pas content non plus: « L'expérience de la journée a suffisamment démontré les dangers de manifestations dans lesquelles la foule prendrait le goût et l'habitude du désordre, où pourraient entraîner les mauvais éléments dont le présence a été constatée dans ses rangs. Il apparaît non moins dangereux de laisser les soldats (français) en contact avec la population surexcitée, où de nombreux volontaires révoltés sont pour eux du plus déplorable exemple. »

Pendant la nuit, un nouveau Comité de Salut Public se constitua sans Pescatore, sans Brasseur et sans Probst, la Grande-Duchesse Marie-Adélaïde abdiqua et le général De La Tour décida d'intervenir. Les trois événements étaient évidemment liés.

Le vendredi 10 janvier, la ville se réveilla sous occupation militaire. La Chambre, le Palais, le Gouvernement, le *Luxemburger Wort*, la Mairie, la Poste, la Caisse d'Épargne, la Prison, la Caserne étaient gardés par des soldats français. Autour du Plateau Saint-Esprit toutes les rues étaient bloquées, la Corniche, la rue du Saint-Esprit, la rue Notre Dame, la montée du Grund, l'actuel boulevard Roosevelt, le Viaduc.

Plusieurs milliers de personnes purent de nouveau se réunir sur la Place Guillaume, sans que les troupes françaises n'interviennent. Le nouveau Comité de Salut Public fit lire un appel, dans lequel il déclara la déchéance de la dynastie, proclama la République luxembourgeoise autonome et assura que les justes revendications du corps des volontaires et de la gendarmerie seraient immédiatement satisfaites. Le texte se terminait par « Vive le peuple luxembourgeois libre et indépendant! Vive la République! » La foule applaudit longuement, chanta la *Marseillaise* et se retira dans le calme

A 18 heures, le Comité de Salut Public qui se considérait comme le gouvernement provisoire essaya



Général De La Tour. Ses instructions du 11 janvier 1918 auront force de loi: « Il est exercé, à partir de ce jour, un contrôle attentif de tous les journaux, de toutes les publications, de toutes les proclamations imprimées ou affiches »

d'entrer en contact avec le « soi-disant gouvernement ». L'Hôtel du gouvernement ressemblait à un camp fortifié. Dans le hall d'entrée, les soldats campaient, à côté d'une pyramide de fusils. Les ministres ne se montrèrent pas et communiquèrent uniquement par l'intermédiaire d'un officier français pour faire savoir qu'ils refusaient de recevoir les délégués du camp adverse.

Le samedi 11 janvier, le général De La Tour interdit toutes les manifestations, établit la censure de presse. Les membres de la Compagnie des Volontaires furent renvoyés et le Comité de Salut Public fut expulsé de la Chambre. Il n'était plus question de non-ingérence. C'était l'état de siège sans que l'état de siège n'ait été déclaré. Les instructions du général De La Tour avaient valeur de lois:

« Il est exercé, à partir de ce jour, un contrôle attentif de tous les journaux, de toutes les publications, de toutes les proclamations imprimées ou affiches à Luxembourg (...). Les Services de la Sûreté (...) procéderont à la lacération de tout placard affiché dans la Ville (...) Saisie sera en outre effectuée chez les vendeurs et l'imprimeur. »

« Les différents postes doivent empêcher de (faire) lacérer les affiches apposées par le Gouvernement luxembourgeois à côté des postes et spécialement à la Caserne. »

« Toute sentinelle chargée d'interdire un passage doit si cela devient nécessaire faire usage de sa baïonnette. La consigne est sacrée et doit être exécutée à tout prix. »

« Des troubles et la possibilité de manifestations partant du centre ouvrier d'Esch-sur-Alzette ayant été signalées, il a été demandé au général américain d'empêcher au cas où les manifestations se formeraient, qu'elles arrivent à Luxembourg. »

« J'ai l'honneur de vous prier de bien vouloir étendre à Differdange ou aux autres agglomérations ouvrières de votre ressort les mesures que vous avez bien voulu consentir. »

« À la suite d'un rapport qui m'a été fourni par le Commandant des troupes françaises stationnées à Wiltz, je crois devoir attirer votre attention sur la situation des douaniers luxembourgeois en résidence dans les communes voisines de la frontière. (...) Il semble qu'il règne parmi eux un esprit dangereux, ce que les habitants du pays traduisent en les accusant de bolchévisme. »¹⁶

Le Comité de Salut Public essaya d'alerter le ministre des Affaires Étrangères, Stephen Pichon, le député des Vosges et président du Comité franco-luxembourgeois, Camille Picard, ainsi que Marcel Cachin, député socialiste et directeur de *L'Humanité*. Les télégrammes furent refusés. Un télégramme de protestation signé par les députés Diderich, Mark et Thorn arriva au ministère des Affaires Étrangères le 21 janvier. Il fut retenu pendant dix jours. Clemenceau décida le 24 janvier de charger le général Roques, ancien ministre de la Guerre et contrôleur général des Armées, de procéder à une enquête sur place.

Roques constata que le général De La Tour avait outrepassé ses droits en s'ingérant dans les affaires intérieures du Luxembourg et qu'il était responsable de l'échec du mouvement républicain. Le 23 février 1919, Clemenceau infligea un blâme au général et

décida de ne plus lui confier d'emploi ou de commandement jusqu'à nouvel ordre.

Le 8 février 1919 Clemenceau fut saisi par le Maréchal Foch d'une nouvelle demande d'intervention du gouvernement Reuter. Il répondit le 10 février 1919 d'un ton sec: « En aucun cas, elles (les troupes françaises) ne doivent occuper la Chambre des Députés ni le Palais Grand-Ducal, pas plus que contrôler l'entrée ou la sortie des députés et de tout fonctionnaire luxembourgeois. Vous ne devez, sous aucun prétexte, vous immiscer dans la politique du Luxembourg, ni intervenir, si peu que ce soit, entre les partis. Enfin, il est bien entendu que vous ne pouvez déferer à aucune réquisition du Gouvernement Grand-Ducal. »¹⁷

La colère du Tigre ne changea rien. La république était morte, l'ordre régnait de nouveau et personne ne chanta plus la *Marseillaise*.

¹ Grâce aux initiatives de M. Denis Scuto et aux recherches sur place de MM. Arnaud Sauer et Sébastien Moreau, nous avons eu accès aux documents d'archives du Service historique de l'armée de terre installé au Fort de Vincennes. Dossier 1 n°198 1917/02-1920/10 sur « La situation politique et militaire en Norvège et au Luxembourg », en particulier le « Dossier joint au Rapport du général Roques sur sa mission d'enquête à Luxembourg en 1919 » Les documents sont numérotés au crayon noir de 1 à 319. Au SHD, le dossier Camille Picard sur l'intervention des troupes françaises (GR 16N 3278) et aux Archives du ministère des Affaires Étrangères le dossier Europe-Luxembourg. Voir également l'article de Serge Bonnet: « La tentative d'instaurer la république à Luxembourg en 1919 » publié dans *Hémécht*, 1974, fascicule 2. et l'article de Jacques Maas: « L'intervention française de 1919, un paradoxe historique ? » publié dans le *Tageblatt* du 2.2.2019.

² Grand Quartier Général au Président du Conseil, télégramme chiffré du 9.12.1918, pièce 116 SHD, dossier Picard.

³ Même dossier, pièce 120.

⁴ Note manuscrite de Pichon du 23.12.18 et texte officiel daté du 24.12.18, pièces 131 et 139.

⁵ *Luxemburger Wort* du 11.1.1919 et du 24.1.1919. La Chambre des Députés enregistra 16 000 pétitions le 9.1.1919, 42 000 le 14.1.1919, 10 000 le 16.1.1919 et 9 000 le 21.1.1919.

⁶ E. Eiffes: *Die Revolutionäre Bewegung...* p.79.

⁷ *Luxemburger Wort* 7.1.1919: « Alarm »; 8.1.1919: « Sturmkläuten ».

⁸ La Tour à Foch, Luxembourg, janvier 1919: « Compte-rendu des événements de la journée du 9 janvier qui ont nécessité l'intervention des troupes françaises ».

⁹ La Tour à Foch: « Compte-rendu de la journée du 11 janvier ».

¹⁰ Selon le Mémoire confidentiel. Le diplomate belge De Ligne parla de 4 000 à 5 000 personnes. Doc 93.

¹¹ Note Picard/Ulveling à Clemenceau, 24.1.1919. Doc 181.

¹² *Obermoselzeitung*, 11.01.1919: « Revolutionstage in Luxemburg ».

¹³ *Der Arme Teufel*, 17.1.1919: « Presseschau »; 31.1.1919: « Fort mit den Verrätern am Volke ! ».

¹⁴ Question de terminologie. Les libéraux se considéraient comme les représentants de la gauche. Les socialistes constituaient donc pour eux l'extrême-gauche.

¹⁵ Chambre des députés, Compte-rendu 1918-19, p. 710, séance du 14.01.1919.

¹⁶ Documents 232, 266,269, 236, 237, 231.

¹⁷ Documents 150, 151, 158, 172.

Karl Marx und Luxemburg (5)

Karl Marx' Luxemburger Bekannte

Romain Hilgert

Während seines Brüsseler Exils von 1845 bis 1848 (*d'Land*, 24.08.2018) machte Karl Marx die Bekanntschaft von Luxemburgern, die in Belgien lebten. Das aus der Revolution von 1830 hervorgegangene Belgien war zu dem Zeitpunkt einer der wirtschaftlich höchst entwickelten und liberalsten Staaten Europas und unterschied sich deutlich von dem politisch und ökonomisch rückständigen Großherzogtum, das mit der Restauration von 1839 von Belgien abgetrennt worden war. Deshalb war eine Generation liberal gesinnter Luxemburger nach Belgien gezogen, um ein Handwerk auszuüben, als Ärzte oder Rechtsanwälte zu arbeiten, zu studieren oder eine akademische Karriere einzuschlagen. Ein Sondergesetz von 1839 kam ihnen nach der Teilung entgegen: „Les Luxembourgeois qui voulaient garder la nationalité belge n'avaient qu'à faire cette déclaration et à transférer leur domicile“¹.

Tedesco Den engsten Kontakt pflegte Karl Marx zu Victor Tedesco, in den Jahren, als Marx seine Kritik der politischen Ökonomie entwickelte und die Handwerker- und Arbeiterzirkel in verschiedenen europäischen Großstädten zu organisieren und fördern half, bis schließlich zur Gründung des Bundes der Kommunisten. Tedescos Beteiligung daran wird bis heute oft unterschätzt.

Victor Tedesco war am 28. Juni 1821 in der hauptstädtischen *Paschtoueschgaass* in die Familie eines Verwaltungsangestellten geboren worden. Nach dem *Kolléisch* studierte er in Liège zuerst Bergbau an der *École des mines*, wo er als Sekretär des Studentenkomitees für die bewaffnete Verteidigung Belgiens und gegen die Teilung Luxemburgs tritt. Anschließend studierte er bis 1847 Jura und wurde Rechtsanwalt.

In den Vormärzjahren bis zur Revolution von 1848 erlebte Victor Tedesco eine für die Zeitumstände typische politische Radikalisierung: vom antikerikalen Freimaurertum über den Liberalismus bis zum Kommunismus. In der Freimaurerloge *La parfaite intelligence et l'étoile réunies*, der der Student ab 1842 angehörte, bildete sich unter seiner Mitwirkung ein linker Flügel, der über den Antikerikalismus hinaus gesellschaftliche Reformen anstreben wollte. Die liberale Partei in Liège, die *Association de l'union libérale*, der Tedesco beitrug, obwohl er weder über die belgische Staatsbürgerschaft noch über das Wahlrecht verfügte, zerbrach 1845 an der sozialen Frage, die wirtschaftlich und politisch liberalen, aber sozial konservativen Notabeln gründeten eine *Association libérale*.

Wann Victor Tedesco den drei Jahren älteren Karl Marx kennenlernte, ist unklar. Marx war 1845 aus Frankreich ausgewiesen worden und legte am 2. Februar beim Umzug nach Brüssel eine Zwischenstation in Liège ein, wo er laut einem Polizeibericht bei einem Freund übernachtete. Ob der Freund Victor Tedesco war, konnte nie ermittelt werden. Der in Louvain emeritierte Germanistikprofessor Rudolf Kern, der Victor Tedesco eine monumentale Biografie widmete², schätzt, dass Marx und Tedesco sich erst im März oder April 1846 kennenlernten, als Tedesco über einen seiner engsten Freunde, Marx' Arzt und Vermie-

Zum Programmentwurf des Bundes der Kommunisten sind zwei Gegenentwürfe überliefert, einer von Friedrich Engels und einer von Victor Tedesco

ter Albert Breyer, Kontakt zum gerade in Brüssel entstandenen Kommunistischen Korrespondenzkomitee aufnahm. In einem Brief an Marx vom 7. März 1846 bot der Kölner Arzt Roland Daniels (1819-1855) seinem Freund Karl Marx in Brüssel an: „Nach Lüttich selbst kann ich [Di]r E[m] pfehlungen gebe[n an] einen ju[ngen] Advokaten, Mitglied eines kommunistischen Klubs“³.

Die Revolution von 1830 hatte Arbeitervereinen in mehreren europäischen Ländern Auftrieb verliehen, darunter chartistischen in Großbritannien und babouvistischen in Frankreich. Sie bestanden vor allem aus einer Generation von Handwerksgelesen, die nicht mehr zur Zunfthilfe gehörten, unterstützt von einigen Ärzten und Schriftstellern. Die Ziele dieser Vereine waren zuerst demokratisch, republikanisch, egalitär, patriotisch. Weil in allen Ländern Arbeitervereine blutig unterdrückt und Gewerkschaften rigoros verboten waren, konnten sie nur als verschwörerische Geheimbünde überleben. Deutsche Exilanten hatten 1834 in Paris den Bund der Geächteten gegründet, von dem sich 1838 ein linker, proletarischer Flügel als Bund der Gerechten abspaltete, um erstmals eigene Klasseninteressen zu vertreten. Dieser frühen Arbeiterorganisation gelang es, Beziehungen nach Frankreich, der Schweiz, Deutschland, Großbritannien, Belgien, Schweden, Dänemark und den USA zu spinnen⁴.

„Mit dem Bund der Gerechten waren Engels und Marx 1843/44 in London bzw. Paris in erste Berührung gekommen“⁵. 1846, zu der Zeit, als er die Bekanntschaft Tedescos machte, gründete Marx in Brüssel das Kommunistische Korrespondenzkomitee, einen informellen „Think tank“, der mit lithografierten oder gedruckten Rundschreiben versuchte, der entstehenden Arbeiterbewegung eine Theorie zur Überwindung „von französisch-englischem Socialismus oder Communismus und von deutscher Philosophie“ und „statt dessen die wissenschaftliche Einsicht in die ökonomische Struktur der bürgerlichen Gesellschaft“ zu liefern⁶. Dabei war Victor Tedesco ein effizienter Verbündeter von Karl Marx. Er machte „Propaganda für die Verbreitung des Marx'schen Anti-Proudhon-Buches ‚Misère de la Philosophie‘ im Sommer 1847 in Lüttich“⁷, das erstmals Grundsätze der materialistischen Geschichtsauffassung und der politischen Ökonomie öffentlich machte. Im Februar 1848 schrieb er Marx stolz: „Grün (Ch) s'était fait présenter à la loge. J'ai donné des renseignements sur son compte, tels qu'il a été repoussé à l'unanimité“⁸.

Der von seinen Eltern unterhaltene Student Tedesco versuchte, der mittellose Flüchtlingsfamilie Marx zu helfen. Nicht immer mit Erfolg, wie er am 22. Januar 1847 Marx schreiben musste: „Je suis dans une position très critique, mes amis le savent, et par conséquent je ne pourrais pas sérieusement me porter garant“⁹.

Im Kommunistischen Korrespondenzkomitee machte Victor Tedesco die Bekanntschaft anderer Pioniere der Arbeiterbewegung, wie des Offiziers und Journalisten Joseph Weydemeyer (1818-1866), der am 13. Mai 1846 in einem Brief an Philippe Gigot von „mein[em] Luxemburger Freund“ berichtete, und des Lehrers und Publizisten Wilhelm Wolff (1809-1864), der ein Jahr später Sekretär des Bundes der Kommunisten



Victor Tedesco

werden und dem Karl Marx sein *Opus magnum Das Kapital* widmen sollte.

Im Sommer 1847 verlegte der Bund der Gerechten seinen Sitz von Paris nach London und übernahm weitgehend die von Karl Marx ausgearbeitete und durch das Kommunistische Korrespondenzkomitee verbreitete Theorie. Er taufte sich in Bund der Kommunisten um und versuchte, als internationaler Bund mit neuen Statuten und einem politischen Programm nach Möglichkeit den Untergrund zu verlassen und öffentlich aufzutreten. Laut Statuten hatte er zum Zweck den „Sturz der Bourgeoisie, die Herrschaft des Proletariats, die Aufhebung der alten, auf Klassengegensätzen beruhenden bürgerlichen Gesellschaft und die Gründung einer neuen Gesellschaft ohne Klassen und ohne Privateigentum“¹⁰. „Im Herbst 1847 umfaßte der Bund mindeste[ns] vier- bis fünfhundert aktive Mitglieder, die in wenigstens 40 Gemeinden in mehreren Ländern Europas sowie in den USA wirkten“¹¹. Von einer Gemeinde in Luxemburg, wo die Industrialisierung und damit die Arbeiterbewegung Verspätung hatten, ist nichts bekannt.

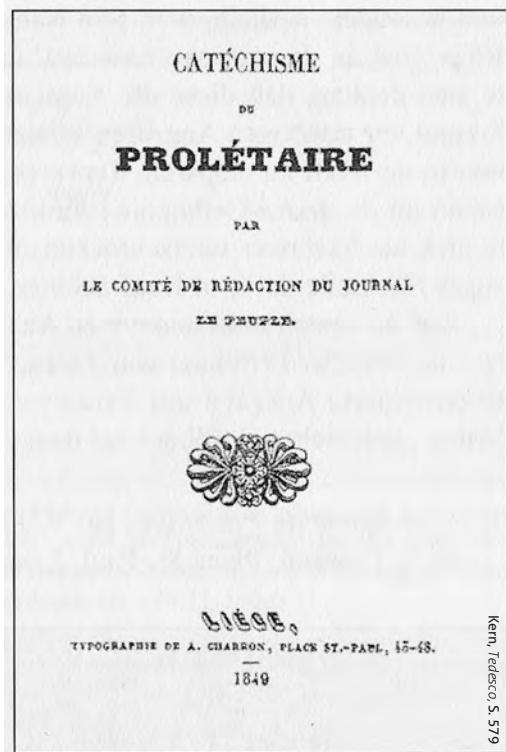
Am zweiten Kongress des Bundes vom 29. November bis 8. Dezember 1847 in London nahmen erstmals als Delegierte Karl Marx aus Brüssel und Victor Tedesco aus Liège teil, Friedrich Engels war Delegierter aus Paris. Ihre Reise war beinahe an den Reisekosten gescheitert. Marx und Tedesco reisten über Ostende an, wo sie im Hôtel de la Couronne übernachteten. Engels trafen sie erst in London, das geplante Treffen in Ostende, bei dem sie sich über das Programm des Bundes absprechen sollten, konnte nicht stattfinden, so dass Marx und Tedesco vielleicht erst einmal alleine darüber diskutierten.

In London fand vor dem Kongress am 29. November eine internationale Versammlung zum Jahrestag der polnischen Revolution von 1830

Auf dem Kongress hielt Victor Tedesco laut Max Nettlaus Auszügen des inzwischen verschollenen Protokollbuchs ein Referat: „Ein mir sonst nicht Bekannt; er kam mit MARX aus Brüssel (Briefwechsel I, 83, auch 90, 92). Er sprach nach den Reden von ENGELS und MARX zum Thema „Weibergemeinschaft“ (§ 20)“¹⁴. In dem als Fragen- und Antwortkatalog vorbereiteten Programmentwurf hatte es in Paragraf 20 geheißen: „§ 20. Wird mit der Aufhebung des Privateigentums nicht zugleich die Weibergemeinschaft proklamiert werden? – Keineswegs. Wir werden uns in das Privatverhältnis zwischen Mann und Frau, und überhaupt in die Familie nur insoweit einmischen, als die neue gesellschaftliche Ordnung dadurch gestört würde. Im übrigen wissen wir sehr gut, daß das Familienverhältnis im Laufe der Geschichte, nach den Eigentums- und Entwicklungsperioden, Modifikationen erlitten hat und daß daher auch die Aufhebung des Privateigentums den bedeutendsten Einfluß darauf haben wird. (23. XI.)“¹⁵ In einer zu diesem Zeitpunkt erschienenen Broschüre *Om Proletariatet och Dess Befrielse genom Den Sanna Kommunismen* hatte der schwedische Kommunist Pär Götterek angekündigt, dass das wichtigste Resultat der Aufhebung des Privateigentums die „qwinans emancipation“, die Emanzipation der Frau, sein werde¹⁶. Wie Tedesco über die „Weibergemeinschaft“ referierte, ist nicht erhalten.

Wichtigster Beschluss des Kongresses sollte die definitive Verabschiedung eines Programms des Bundes der Kommunisten sein. Der erste Kongress hatte einen Entwurf eines *Kommunistischen Glaubensbekenntnisses* mit 22 Fragen angenommen und diesen Entwurf den Gemeinden des Bundes zur Diskussion zugestellt. Er war in der Ende des 18. Jahrhunderts aufgekommenen Form eines politischen Katechismus verfasst, nach dem Vorbild des von August Hermann Ewerbeck im Winter 1844/45 verfassten *Kommunistische[n] Katechismus* und den 18 Fragen, die vom 18. Februar 1845 bis 14. Januar 1846 im Kommunistischen Arbeiterbildungsvereins in London diskutiert worden waren.

Von den Reaktionen aus den Gemeinden des Bundes auf diesen Entwurf scheinen zwei Gegenentwürfe überliefert. Einen, in deutscher Sprache, hatte Friedrich Engels Ende Oktober oder Anfang November 1847 unter dem Titel *Grundsätze des Kommunismus* mit 25 teilweise mit denjenigen des Entwurfs des *Kommunistischen Glaubensbekenntnis* identischen Fragen verfasst. Mit dem zweiten, in französischer Sprache, war Victor Tedesco möglicherweise nach London gereist. Denn 1849, das heißt nach dem *Manifest der Kommunistischen Partei*, hatte er aus der Haft heraus einen *Catéchisme du prolétaire* mit 34 Fragen veröffentlicht. Er war noch in der ursprünglichen Katechismusform des *Glaubensbekenntnisses* verfasst, während Friedrich Engels schon zwei Jahre zuvor, am 2. November 1847, an Marx geschrieben hatte: „Ich glaube wir thun am Besten, wir lassen die Katechismus Form weg und titulieren das Ding: Kommunistisches Manifest. Da darin mehr oder weniger Geschichte erzählt werden muß, paßt die bisherige Form gar nicht“¹⁷. Falls der *Catéchisme* tatsächlich die 1849 zu einer Propagandabroschüre umgearbeitete Fassung eines Programmentwurfs von 1847 ist, lassen sich heu-



Catéchisme du prolétaire



Gedenktafel an der Maison du Cygne auf der Grand-Place in Brüssel

te die ursprünglichen Absätze kaum noch von den nachträglichen unterscheiden.

Die Fragen über das Proletariat zu Beginn von Tedescos *Catéchisme* entsprachen weitgehend denjenigen des Glaubensbekenntnisses: „7. Was ist das Proletariat?“ wurde zu: „2. Qu'est-ce qu'un prolétaire ?“ „9. Wie ist das Proletariat entstanden?“ wurde: „4. Comment expliquez-vous cet esclavage du prolétaire ?“ „10. Wodurch unterscheidet sich der Proletarier von dem Sklaven?“ wurde: „3. Vous êtes donc esclave, ayant un maître ?“ Dann beantwortete Tedesco ökonomische Fragen, die im Glaubensbekenntnis fehlten, aber in Engels *Grundsätzen* und vor allem später im *Manifest* auftauchten: „6. Quelle est la loi d'après laquelle se règlent les conditions du salaire ?“, „Que devient le salaire par cette concurrence ?“, „8. Le travail vous est-il au moins garanti ?“

Tedescos *Catéchisme* unterscheidet sich von anderen Programmvorschlägen durch die Beschreibung der Lebens- und Arbeitsbedingungen der Industriearbeiter seiner Zeit: „7. Au résumé quelles sont les conditions de la vie de l'ouvrier ?“, „9. Votre sort est donc bien misérable ?“, 10. Vous ne me dites rien de votre instruction?“. In der Lièger Gemeinde des Bundes, inmitten eines der größten Industrieviertel der damaligen Welt, wusste Tedesco möglicherweise besser über die alltäglichen Lebensumstände der Arbeiter Bescheid als der in Paris und Brüssel lebende Karl Marx, oder wenigstens so gut wie Friedrich Engels, der 1845 *Die Lage der arbeitenden Klasse in England. Nach eigener Anschauung und authentischen Quellen* veröffentlicht hatte.

In kurzen Fragen und Antworten beschrieb Tedesco dann, wie sich die Reichen als „classe prédominante“, die die Arbeitsinstrumente und Kapitalien besäßen, sich mittels der Parlamente die Macht angeeignet hätten. Angesichts dieser Verhältnisse fragte das *Glaubensbekenntnis*: „16. Auf welche Weise glaubt Ihr, daß der Übergang aus dem jetzigen Zustande in die Gütergemeinschaft zu bewerkstelligen sei?“, bei Tedesco hieß das: „27. Comment la réaliserez-vous ?“, bei Engels: „18. F. Welchen Entwicklungsgang wird diese Revolution nehmen?“ Das *Glaubensbekenntnis* und Engels antworteten: durch „eine demokratische Staatsverfassung“, Tedesco: „Par le suffrage universel“, und auch das *Manifest* zielte als „erste[r] Schritt“ auf „die Er kämpfung der Demokratie“. Ist die Demokratie hergestellt, plante das *Glaubensbekenntnis* „[d]ie Sicherung der Existenz des Proletariats“, Tedesco „[l]e droit au travail“, das vom Staat garantiert werden soll und am Anfang einer „République Démocratique et Sociale“ steten soll.

Alle Programmvorschläge beantworteten verschiedene aktuelle Einzelfragen, wie „22. Verwerfen die Kommunisten die bestehenden Religionen?“ im *Glaubensbekenntnis*, „11. Ne tenez-vous aucun compte du prêtre ?“ bei Tedesco. Doch er beschäftigte sich als einziger in drei längeren Antworten mit der Frage: „23. Pourquoi donc la royauté fut-elle restaurée ?“, warum das revolutionäre Bürgertum in Belgien keine Republik ausgerufen hatte. Vielleicht hatte er so ein belgisches Anliegen in das Programm des Bundes schreiben wollen, vielleicht hatte er diese Absätze erst 1849 für die Veröffentlichung hinzugefügt. Dafür befasste er sich nicht mit der Abgrenzung der Kommunisten von anderen Parteien, die auch keine Rolle im *Glaubensbekenntnis* spielte, aber von Engels erörtert wurde und das letzte Drittel des *Manifestes* einnahm. Das *Glaubensbekenntnis* begann zwar mit der Anrede „Frage 1. Bist Du Kommunist?“, aber nur Tedesco kam wiederholt auf die Form eines Zwiegesprächs zurück: „Comme je l'ai dit...“, „Nous la renverserons à jamais“, „Nous ne possédons pas les instruments de travail...“

Tedescos *Catéchisme du prolétaire*, dem die Wortgewalt und theoretische Einsicht des *Manifestes* fehlte, erschien 1849 zuerst anonym als *Catéchisme du Prolétaire par le comité de rédaction du journal Le Peuple*, im gleichen Jahr dann als *Catéchisme du Prolétaire, par V. TEDESCO, Détenu politique* in Liège und in einer Übersetzung des linken Dichters Ferdinand Freiligrath als *Kathechismus des Proletariats von TEDESCO* in London.

Statt einen der Programmvorschläge anzunehmen, beauftragte der zweite Kongress des Bundes Karl Marx und Friedrich Engels mit der Abfassung eines neuen Textes, wie es im Vorwort zur „Neuen Ausgabe“ des *Manifestes der Kommunistischen Partei* heißt¹⁸. Sie verfassten das Manifest nach ihrer Heimreise aus London und veröffentlichten es beim Ausbruch der Februarrevolution 1848. Wie weit Tedesco bei der Abfassung behilflich war, ist unbekannt. Als er im Juni 1848 verhaftet wurde, fand die Polizei ein Manuskript bei ihm, in dem er, vielleicht in Marx' Auftrag, eine französische Übersetzung des *Manifestes* begonnen hatte. Das Manuskript ist inzwischen verschollen¹⁹.

Im November 1847 gründeten Demokraten aus verschiedenen Ländern in Brüssel die *Associati-*

Zwanzig Jahre nachdem er Brüssel verlassen hatte, pflegte Karl Marx noch Beziehungen zu Jean Altmeyer

on démocratique, ayant pour but l'union et la fraternité de tous les peuples. Ihr gehörten auch Karl Marx und Friedrich Engels an, die ein Bündnis zwischen bürgerlichen Demokraten und den Arbeitern des Bundes der Kommunisten anstrebten. „Die Versuche Victor Tedescos (1822-1897), eine lüttiche Zweiggesellschaft zu bilden, waren bis Ende Februar 1848 erfolglos geblieben“²⁰.

In der Februarrevolution 1848 wurde Karl Marx ausgewiesen. Victor Tedesco war nach Brüssel gereist, um für den bewaffneten Umsturz und die Ausrufung der Republik zu agitieren. Der junge Anwalt wurde ein erstes Mal verhaftet. In Liège war Tedesco Wortführer bei der Gründung eines Republikanischen Clubs. Nach Aufständen in Brüssel und Gent marschierten 1 800 bewaffnete Revolutionäre aus Frankreich ein, wurden aber bei Risquons-tout rasch niedergeschlagen. Tedesco wurde verhaftet, im August 1848 in Antwerpen zusammen mit 43 anderen Angeklagten vor Gericht gestellt und mit 16 Gleichgesinnten als republikanischer Drahtzieher wegen Hochverrats zum Tod verurteilt. Das Urteil wurde im November in 20-jähriges Zuchthaus umgewandelt. Tedesco blieb bis Anfang 1854 auf der Zitadelle von Huy eingesperrt, den Rest seines Lebens verbrachte er als liberaler Notabel in Arlon, wo er 1897 mit 75 Jahren verstarb²¹.

Altmeyer Schon als junger Student hatte Victor Tedesco Beziehungen zu einem Landsmann und Logenbruder unterhalten, dem 17 Jahre älteren Jean Altmeyer. Altmeyer war 1804 in Stadt-Grund geboren worden. Nach dem Besuch des *Kolléisch* wurde er 1831 und 1832 Doktor der Philosophie und der Rechtswissenschaft sowie Rechtsanwalt am Brüsseler Berufungsgericht. 1834 wurde auf Betreiben des liberalen, freimaurerischen Bürgertums die Université libre de Bruxelles gegründet. Ab dem zweiten Semester übernahm Altmeyer den Lehrstuhl für Altertumswissenschaft und wurde ab 1848 ordentlicher Professor. Er verfasste mehrere historische und geschichtsphilosophische Bücher, darunter *Introduction à l'étude philosophique de l'histoire de l'humanité* (1836), *Précis de l'histoire ancienne, envisagée sous le point de vue politique et philosophique* (1837) und *Cours de philosophie de l'histoire* (1840)²². Altmeyer fühlte sich dem Pantheismus und

der Ethik des deutschen Kantschülers Carl Christian Friedrich Krause (1781-1832) nahe, dessen Lehre vorübergehend Anhänger bei radikalen Demokraten in Belgien und Spanien fand. Als Professor galt Altmeyer laut Camille Lemonnier als Original: „On allait au cours d'Altmeyer comme à une kermesse [...] j'entends toujours sa voix aigre et grailonneuse rééditer son mot fameux : 'Les rois, c'est des mornions confits dans l'urine!' Il avait une manière à lui de comprendre l'histoire : 'Messieurs, disait-il, la maison de Bourgogne, je l'appelle un b[ordel] à cent sous.“²³ Bei der in Brüssel angesehenen Familie Altmeyer waren Proudhon, Charles De Coster und Baudelaire zu Gast²⁴.

Das erste Mal, dass Karl Marx mit dem Namen Altmeyer in Berührung kam, war möglicherweise kurz nach seiner Ehe mit Jenny von Westphalen, als der 25-Jährige bei der Schwiegermutter in Bad Kreuznach wohnte. Dorthin schrieb ihm Arnold Ruge, mit dem zusammen er die Herausgabe der *Deutsch-Französischen Jahrbücher* plante, am 11. August 1843 aus Paris und berichtete über die politische Lage im jungen Belgien: „Die Universitätsprofessoren sind zum Theil Democraten. [...] Die freien Democraten heißen Maynz, Ahrens (ein anderer Ahrens, nicht der Philosoph), Altmeyer, Breyer. Die 3 ersten sind Juristen, der letztere Mediciner.“²⁵

Doch auch lange nachdem er Brüssel verlassen hatte, pflegte Marx – anders als zu Tedesco – Beziehungen zu Altmeyer. Am 11. April 1868 schickte er aus London einen mit „Old Nick“ unterzeichneten Brief an „Mein[en] liebe[n] Cacadou“, seine in Paris wohnende Tochter Laura. Darin bat er sie um eine Gefälligkeit bei der Weitergabe des im September 1867 erschienenen ersten Bands von *Das Kapital*: „Ich erwarte von Meißner 3 Exemplare meines Buchs. Wenn sie ankommen, werde ich zwei an Cesar De Paape schicken, eins für ihn selbst, das andere für Altmeyer. Falls Du inzwischen Zeit finden solltest, Schily zu sehen (das heißt, falls Du ihm – Rue St. Quentin 4 – schreibst, daß er Dich aufsucht), so frage ihn bitte, was aus den drei Exemplaren geworden ist; 1 schickte ich für Jaclard, 1 für Taine, 1 für Reclus. Wenn Jaclard nicht aufzufinden war, könntest Du sein Exemplar an Altmeyer geben, denn Meißner schickt die Exemplare sehr langsam.“²⁶

In einer privaten Mitteilung erinnerte sich Gast Mannes, dass er einmal einen Hinweis gefunden hatte, dass Altmeyers Witwe, die deutschstämmige Caroline Julie Justine Beving, nach Luxemburg geschrieben hatte, um den Nachlass ihres Mannes einschließlich eines Widmungsexemplars von *Das Kapital* anzubieten. Über den Nachlass Altmeyers schreibt Adrienne Stengers-Limet: „Il y avait surtout la part des 12 000 francs que l'Etat allait verser pour l'acquisition des Papiers Altmeyer et qui était peut-être une forme d'aide à la famille.“²⁷ Rolf Hecker, Larisa Miskevič und Manfred Schöckle führen in ihrem Zensus der Widmungsexemplare von *Das Kapital* keinen Band Altmeyers auf²⁸. Das Frankfurter Auktionshaus Wilhelm M. Döbritz versteigerte am 28. Januar 2017 eine Erstausgabe von *Das Kapital* mit der Widmung „Au citoyen Cézar de Paape, salut fraternel, Kark Marx, Londres 3 septembre 1868“, das für 244 000 Euro von dem Londoner Antiquariat Peter Harrington ersteigert wurde.



Ehemaliger Wohnort von Karl Marx in der Brüsseler Rue d'Orléans, heute Rue Jean Ardenne, mit der Gedenktafel: „Cercle d'Histoire locale d'Ixelles ICI VECUT KARL MARX 1846-1848“



Jean Altmeyer

Mit dem Inhalt des ihm geschenkten ersten Bands von *Das Kapital* wusste Altmeyer wohl wenig anzufangen. Denn der Demokrat und Krausianer wurde mit den Jahren liberaler. „Il termine en garantissant grâce au progrès individuel, la sécurité de l'ordre social“²⁹. Er starb nach jahrelanger Krankheit 1877. In den Bibliotheken von Marx und Engels fand sich keines von Altmeyers Büchern.

Faber Im Dezember 1846 war der junge Schneidergeselle Friedrich Mentel in Berlin verhaftet worden und hatte nach strenger Einzelhaft seine Genossen verraten, die Mitte 1845 dem Bund der Gerechten angehörten: „Von Mitgliedern des Bundes zu London, welcher als eine Ausdehnung des Pariser Bundes von den übergewanderten Handwerkern und resp. Literaten begründet ist, sind mir folgende bekannt geworden: [...] 22. der Schneider Faber aus Luxemburg oder Köln. In betreff dieser Personen habe ich nur gesprächsweise, teils von ihnen selbst, teils von andern in Erfahrung gebracht, dass sie dem Bunde angehörten. Über die Tätigkeit für denselben kann ich nichts Näheres angeben.“³⁰ Ob der revolutionäre Schneider Faber tatsächlich aus Luxemburg stammte, ist bis heute unbekannt.

Leibfried Der saarländische Gewerkschafter Karl Handfest veröffentlichte 1984 die Biografie *Wilhelm Leibfried. Der Marx-Freund aus Luxemburg*³¹. Trotz des eindeutigen Titels konnte er über die Beziehungen zwischen Karl Marx und dem 1823 in Trier geborenen Wilhelm Leibfried aber nur spekulieren: „Beide waren Knaben in derselben Stadt, wohnten nicht sehr weit von einander entfernt, die Väter hatten bei den gleichen Beruf, vertraten am selben Gericht derselben Stadt... Es gibt keine Zweifel, daß Wilhelm Leibfried ein Jugendfreund von Karl Marx wird“³². Sicher ist dagegen, dass Leibfried, der mit 19 Jahren nach Luxemburg umzog, im September 1848 an der Revolution in Frankfurt und im August 1891 am Kongress der Zweiten Internationale in Brüssel teilnahm. Als wohlhabender Rechtsanwalt unterstützte er zeitlebens Arbeiterorganisationen in mehreren Ländern mit Geldspenden. Friedrich Engels erwähnte ihn im Oktober 1892 in zwei Briefen an August Bebel als „Fall Cuno-Leibfried“³³, die Weigerung der Witwe Emily Cuno-Mansfield, für die Schulden ihres Ehemanns Louis-François gegenüber Leibfried aufzukommen.

¹ Gast Mannes, „Tous les grands Belges ont été des Luxembourgeois“, in: *Arts et Lettres*, 2017, S. 66

² Rudolf Kern, *Victor Tedesco – ein früher Gefährte von Karl Marx in Belgien. Sein Leben, Denken und Wirken in der ersten Hälfte des 19. Jahrhunderts. 1. Band: 1821-1854*, Waxmann, Münster

³ Mega III/1, S. 514

⁴ Martin Hundt, *Geschichte des Bundes der Kommunisten 1836-1852*, Peter Land, Frankfurt, 1993, S. 105

⁵ Martin Hundt, *Geschichte des Bundes der Kommunisten 1836-1852*, Peter Land, Frankfurt, 1993, S. 185

⁶ Karl Marx, *Herr Vogt*, Petsch, London, 1860, S. 35

⁷ Rudolf Kern, *Victor Tedesco – ein früher Gefährte von Karl Marx in Belgien. Sein Leben, Denken und Wirken in*

der ersten Hälfte des 19. Jahrhunderts.

¹ Band: 1821-1854, Waxmann, Münster, S. 280

⁸ Mega, III/2, S. 387

⁹ Mega, III/2, S. 328

¹⁰ *Der Bund der Kommunisten. Dokumente und Materialien Band I 1836-1849*, Dietz, Berlin 1970, S. 626

¹¹ Martin Hundt, *Geschichte des Bundes der Kommunisten 1836-1852*, Peter Land, Frankfurt, 1993, S. 341

¹² *Der Bund der Kommunisten. Dokumente und Materialien Band I 1836-1849*, Dietz, Berlin 1970, S. 617

¹³ Martin Hundt, *Geschichte des Bundes der Kommunisten 1836-1852*, Peter Land, Frankfurt, 1993, S. 373

¹⁴ Max Nettlau, „Marxanalekten“, in: *Archiv für die Geschichte des Sozialismus und der Arbeiterbewegung*, 8. Jg., Hirschfeld, Leipzig, 1919, S. 395

¹⁵ Max Nettlau, „Marxanalekten“, in: *Archiv für die Geschichte des Sozialismus und der Arbeiterbewegung*, 8. Jg., Hirschfeld, Leipzig, 1919, S. 393

¹⁶ *Der Bund der Kommunisten. Dokumente und Materialien Band I 1836-1849*, Dietz, Berlin 1970, S. 565

¹⁷ Mega, III/2, S. 122

¹⁸ *Das kommunistische Manifest. Neue Ausgabe mit einem Vorwort des Verfassers*, „Volksstaat“, Leipzig, 1872, S.

¹⁹ Rudolf Kern, *Victor Tedesco – ein früher Gefährte von Karl Marx in Belgien. Sein Leben, Denken und Wirken in der ersten Hälfte des 19. Jahrhunderts. 1. Band: 1821-1854*, Waxmann, Münster, S. 308

²⁰ Bert Andréas, *Marx' Verhaftung und Ausweisung Brüssel Februar/März 1848*, Karl-Marx-Haus, Trier, 1978, S. 12

²¹ Rudolf Kern, *Victor Tedesco – ein früher Gefährte von Karl Marx in Belgien. Sein Leben, Denken und Wirken in der ersten Hälfte des 19. Jahrhunderts. 1. Band: 1821-1854*, Waxmann, Münster, S. 675

²² Edouard M. Kayser, „Un esprit libre au siècle de l'histoire“, le Luxembourgeois Jean-Jacques Altmeyer (1804-1877), promoteur de l'U.L.B., de l'école historique belge et du progrès social“, in: *Récré*, Nr. 29, 2016, S. 48

²³ Camille Lemonnier, *Une vie d'écrivain*, 1945

²⁴ Adrienne Stengers-Limet, „Une rencontre à Bruxelles: Gustave Flourens et Jean-Jacques Altmeyer“, in: *Archives et bibliothèques de Belgique*, t. LXXII, n° 1-4, 2001, S. 228

²⁵ Mega, III/1, S. 409

²⁶ MEW, 32, S. 544

²⁷ Adrienne Stengers-Limet, „Une rencontre à Bruxelles: Gustave Flourens et Jean-Jacques Altmeyer“, in: *Archives et bibliothèques de Belgique*, t. LXXII, n° 1-4, 2001, S. 316

²⁸ Rolf Hecker, Larisa Miskevič, Manfred Schöckle, „Das Kapital mit Widmungen von Marx und Engels“, in: *MEGA-Studien*, 1994/1, S. 107 und Beiträge zur *Marx-Engels-Forschung Neue Folge* 2002, S. 263

²⁹ Adrienne Stengers-Limet, „Une rencontre à Bruxelles: Gustave Flourens et Jean-Jacques Altmeyer“, in: *Archives et bibliothèques de Belgique*, t. LXXII, n° 1-4, 2001

³⁰ *Der Bund der Kommunisten. Dokumente und Materialien Band I 1836-1849*, Dietz, Berlin 1970, S. 239

³¹ Cope, Luxemburg, 1984

³² Karl Handfest, *Wilhelm Leibfried. Der Marx-Freund aus Luxemburg*, Cope, Luxemburg, 1984, S. 13

³³ MEW, 38, S. 163 u. 170

Zu Gast

Génération Europe – plus que jamais !

Christophe Hansen

Plus que jamais, la maîtrise des règles mondiales est indispensable pour que l'Europe ne perde pas sa place dans ce monde globalisé. Nous vivons des changements majeurs dont la remise en cause du multilatéralisme dans de nombreux pays y compris chez nos alliés historiques, la détérioration quasi irréversible des ressources de notre planète, la multiplication des conflits régionaux à nos frontières extérieures. À l'affirmation de la Chine sur la scène internationale, s'oppose le repli américain, la remise en cause des principes démocratiques y compris sur notre continent...

Pour nous, ce contexte général est un appel d'urgence, un appel à l'action forte, offensive, inclusive. Un appel à l'Europe, seul échelon suffisamment grand et puissant pour permettre à nos pays de pouvoir faire face aujourd'hui et tracer demain les chemins d'une prospérité équitable. S'il on veut écrire les règles du jeu international, c'est aujourd'hui ou jamais !

Christophe Hansen est membre du Parlement européen, candidat tête de liste du Parti chrétien-social aux Européennes

Depuis 1957, la liberté est la plus grande réussite de l'UE. Aujourd'hui, en 2019, la sécurité physique, économique, sociale, environnementale est son plus grand défi. Ce sont les Démocrates-Chrétiens qui ont posé les premiers jalons d'un continent de paix et de prospérité après des décennies de guerre. J'appartiens à cette génération qui a reçu l'Europe en héritage et je refuse de me résoudre à la voir s'affaiblir, régresser, se replier sur elle-même. Réconciliation, coopération et solidarité tels étaient les lignes des Pères Fondateurs. Ma famille politique a pris la responsabilité de transformer les paroles en actes tout au long de la construction européenne, le CSV a joué un rôle déterminant dans le développement de l'acquis communautaire à tout niveau et dans tous les domaines. C'est un honneur et une responsabilité de prendre le relais de cet engagement et de ces combats dont je mesure les enjeux et les divisions.

Ne tentons pas d'opposer les uns aux autres, il n'y a pas plus de progressistes que de nationalistes. L'identité nationale ne s'oppose pas à l'identité européenne, elles sont complémentaires, et l'Europe ne s'est jamais construite contre les Nations. Écoutons avec sincérité les mécontents, qui ne sont pas contre l'Europe mais contre certains aspects de notre Europe.

Pour une Europe qui place ses citoyens au cœur de son action : une économie compétitive est indispensable à la prospérité mais ne crée pas l'adhésion. Pour une Europe du respect des valeurs démocratiques : les citoyens européens aspirent à la démocratie, ne confondons pas les marchands de propagande désireux de conquérir ou conserver le pouvoir avec les citoyens. Pour une Europe des droits environnementaux et sociaux : c'est le quatrième pilier de l'UE que nous devons nous hâter de construire et de consolider. Pour une Europe des opportunités : avec la création d'un espace indépendant au service de tous ses acteurs économiques, fussent-ils agriculteurs, artisans, petits commerçants, ou indépendants.

L'Union européenne est bien plus qu'un marché ! C'est notre mode de vie, la volonté de vivre ensemble, au sein d'un espace démocratique et d'une communauté solidaire partageant une histoire et un avenir commun.

Ensemble faisons de la dignité humaine, de la solidarité, de la liberté, de la sécurité et de l'État de Droit les fondamentaux des décennies à venir. Sans l'Europe, il n'y a pas de réponse crédible, ni de régulation solide ! La souveraineté des générations futures, leur capacité à décider de leurs propres règles, à préserver leur mode de vie et à maîtriser leur destin, en dépend.



Die kleine Zeitzeugin

Zahnpasta und Fish & Chips



Pubs, die langweiligsten Lokale der Welt. Männer mit Bier standen neben andern Männern mit Bier

Michèle Thoma

Er hat es wieder getan, er hat wieder so was gesagt. Etwas Unnachahmliches, niemand kann so etwas nachahmen oder möchtegern auch so sein, so authentisch, was alle ja so lieben, das Authentische ist das Geliebteste. Auch wenn er in letzter Zeit in Anwesenheit der *Madammen* des öffentlich-rechtlichen deutschen Fernsehens den ihm gewachsenen Schnabel zunehmend im Zaum gehalten und sich in erschreckend hohem Deutsch ausgedrückt hat. Zwischendurch aber das Publikums Lieblingsstück *Merde alors!* Obschon in schwerem Französisch, war zumindest der Luxemburger Fan_innenclub hingerissen, die Daumen wuchsen in den Himmel der Liebe.

Wer schafft es wie unser Außenminister, komplexe Zusammenhänge ohne Komplexe, aber vor allem einfach darzustellen? Was ja ein Merkmal wirklich großer Geister ist. Wie er das Endlosspiel zwischen *Deal* und *No deal* auf den knackigen Punkt bringt. Denn wer kennt sich noch aus in dieser mit Highlights aufgepoppten Endlos-Show?

Wenngleich die Dramaturgie besser wird: Die Zuschauer_innen würden sonst davonlaufen, zu lange zögert die Queen ohne Drama die Katharsis hinaus, den beliebten *Point of no return*. Der harte Deal, der keiner ist, so was wollen die Leute sehen, weinende Kohlekumpel_innen, alte weiße Männer, von ihren Enkelinnen gesteigt. Kompromisse sind nämlich so fad. Deshalb ist Europa so fad, wegen den Kompromissen. Dass fad auch schön fad ist, wissen halt viele nicht mehr, für spannende Kriege sind längst andere Weltgegenden zuständig.

Der Soundtrack im Unterhaltungshaus ist umwerfend, *Animal Farm*-Anklänge muten pastoral an, eine dumpf behagliche Geräuschkulisse, durchschnitten vom Stimmorgan der einst legendär schüchternen Pfarrerstochter. Welch Hemmungslosigkeit im Land

Kann ich wirklich meinen Senf dazu geben, ich weiß nicht mal mehr, ob zu Fish & Chips Senf gereicht wird. Und in London geshoppt hab ich nur einmal beinahe

der steifen Oberlippe, der Alte Kontinent ist verzückt: viel, viel besser als eine einfallslose Parlaments-Prügelei in der Ukraine. Der Showmaster hat Kultstatus erlangt. Die immer gebeugter werdende Prime-Ministerin bleibt unbeugsam, niemand spricht mehr von ihren schönen Schuhen.

Manchmal ganz lustig, das zum Abschalten einzuschalten.

Aber wer checkt so richtig, was da abgeht? Ich nicht, ja, klar, Europa, also wir, ja doch, logisch, klar, sowieso, wir sind Europa, für Europa, irgendwie, hat jemand, gäh, eine Alternative?, mir fällt auch grad nichts Besseres ein.

Aber wer schaut sich die tausendste Talgdrüsen-show mit Betroffenen aus der Mittelschicht an, die nicht mehr die passenden Ersatzteile zu irgendwas kriegen, ein wichtiges Stück aus dem Puzzle wird definitiv fehlen! Hin und wieder ein betroffener alter Baumeister, was wird aus seinem Werk werden, dem Traumhaus Europa? Ein Hochsicherheitstrakt oder eine antike Ruine, ein Absatz im Geschichtsbuch?

Kann ich wirklich meinen Senf dazu geben, ich weiß nicht mal mehr, ob zu Fish & Chips Senf gereicht wird. Und in London geshoppt hab ich noch nie, nur einmal beinahe, muss 1974 gewesen sein. Da war Pop schon passé, die Beatles sowieso. Und jetzt ist George Harrison tot. Und Mike Jagger herzklapprig. Aber auch damals war George für mich schon gestorben, er war in festen Händen, den entscheidenden Einsatz, mich nach Liverpool zu verfügen, um ihn zu betören, hatte ich Mitte der Sixties leider verpasst. Etwas war dazwischengekommen, wohl eine Englisch-Schularbeit. Später entführte mich ein Schiff voll sommersprossiger Kinder wie die in meinen Lieblingskinderbüchern über die graue See, die Frauen hatten den Teint aus Tau und Porzellan. Dann vibrierte das Land aprilgrün in hingehauchtem Regen, in der Victoria Station stelte mir ein Zylinder-Sir entgegen. Es war alles komplett richtig, wie gebucht. Wunderbar giftige Farben, wunderbar

giftiges Essen. Aus schmierigen Tüten geangelte Fish & Chips, China-Restaurants, in denen man mitternächtlich das billigste Fett verseiste, umgeben von echten, vergilbten Chines_innen. Hotelbesitzer mit Turbanen, denen man über enge Holztreppen in sargschmale Kammern hinterher dackelte. Die langweiligsten Lokale der Welt: In Pubs standen Männer mit Bier mit andern Männern mit Bier herum, mitten am Abend war Feierabend, die U-Bahn ließ die Rollläden runter.

Und Tee, überall Tee, von zuvorkommenden Beamt_innen in Amtsstuben gereicht, selber gezapft in sumpfarbenen Teestuben. Eher Wartesäle auf nichts. Die dünnen Jungs mit den Kiefern und den Adamsäpfeln und dem Cockney, dem sexysten Arbeiterklassisch, das ich kannte. Auch die Armut war echt, wie in einer echten City. In Soho stieg ich über einen auf dem Gehweg liegenden Menschen, mein erstes Mal.

Die Trostlosigkeit und Härte von King's Cross vertrieben die Elendsromantikerin. Dann doch lieber eine liebliche Landtour mit Lords, die Tramp_innen aufgabeln, zu Hausfrauen mit Puddingbäckchen, die einer im altertümlichen Bed & Breakfast auftischen. Oder schnurstracks die Msechs hinauf, dann Schafe.

Und so weiter. Nein, kein Und so weiter, die Insel lag nicht mehr auf meinem Lebensweg.

Aber grad hab ich so Lust auf dich bekommen. Nach all dem Senf und der Zahnpasta.

Auf dich, du Schräge, Schrille, Schrullige.

Gedicht fir e Konveniat

De Wieler hu se fest am A
Um Trëppeltour bei d'Heeschefra
De Fridden ass en Argument
Fir dat een haut op d'Strooss nees rennt

E bësse gro schonn, net méi wëll
Um Ouschtermarsch mam Sonnebrëll
De Fuendel héich a géint de Krich
Vill al Bekanntter op der Sich

Den Angel's Marc, deen all Mënsch kennt
Sëtzt zwar am Nato-Parlament
Mee 't kennt ee sech, en ass gelidden
A sief et wéinst dem léiwe Fridden

Am Cortège, hal dech un, o vreck
Marschéiert och de Kmiothek
En huet Courage, en ass immens
Lo feelt nach just de Bausche Fränz

Jacques Drescher



Felt heißt das neue Solo-Tanzstück der Choreografin Elisabeth Schilling, das am Donnerstag, den 18. April um 19 Uhr im Cercle Cité Premiere feiert und unter anderem vom Kulturministerium, der Fondation Indépendance Luxembourg und dem Tanzzentrum Trois C-L gefördert wird. Darin erkundet die Tänzerin die spannungsgeladene und zugleich sinnliche Beziehung zwischen menschlichem Körper und den ihn umgebenden Stoffen und Materialien. Für das interdisziplinäre Stück, da sich als „eine Hommage an den Tastsinn“ versteht, hat sich die Tänzerin und Choreografin mit den DesignerInnen Mélanie Planchard und Eric Schumacher zusammengetan, die ihr eine faszinierend schwarz-matte Stoffhülle auf den Leib geschneidert haben. Die Musik stammt vom in London ansässigen Komponisten Andreas Papapetrou, kuratiert wird das Stück, das danach in anderen Städten zu sehen sein wird, von Simone Stewart. ik

Lesung



Torgefahr mit Worten

Er nennt sich den torgefährlichsten Spieler des österreichischen Autorenfußballnationalteams und lebt zwischen Tirol und Wien, wenn er nicht gerade durch Europa reist beziehungsweise seine so gewonnenen Eindrücke poetisch verarbeitet. Über Luxemburg hat er zwei Bücher verfasst: *differdange liegt am meer* (Editions phi, 2014) und *jenseis von luxemburg* (Kabes a rascht, 2015). Am Montag, den 15. April um 19 Uhr, liest Thomas Schafferer auf Einladung des Literaturclubs Cognac & Biskotten aus seinem neusten Buch *500 polaroids einer reise* im Literaturcafé Le Bovary in Weimerskirch-Luxemburg. Da kann sich jedeR selbst einen Eindruck vom Sprach- und Denkwitz des Dichters machen, den manche für einen der innovativsten Österreichs halten. ik



Radikal, lesbisch

Am Donnerstag, den 25. April um 19 Uhr laden die Pink Ladies des Schwullesbischen Informationszentrums Cigale ins hauptstädtische Cid Fraen an Gender zu einem Poesie-Abend ein: Es gilt, Werke lesbischer Dichterinnen und/oder Aktivistinnen wie Eileen Myles, die Afro-Amerikanerin Audre Lorde oder die Radikalfeministin Adrienne Rich zu entdecken, aber auch Klassisches wie die griechische Dichterin Sappho. Durch den Abend führt die Videokünstlerin Lara Well, deren *conversations animées* übrigens unterschätzte kleine (Lust-)Perlen in der ansonsten oft superoptimierten glattpolierten Welt heutiger Video-Performances darstellen. ik

Tanz



Gar nicht hölzern

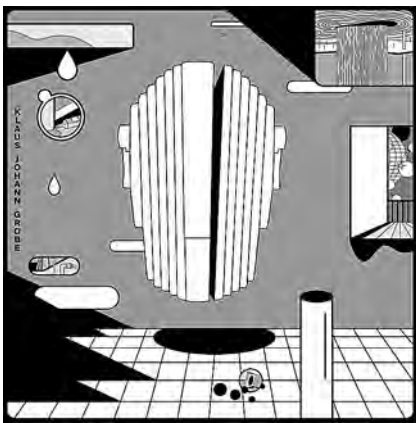
Ein paar wippende flexible Holzelemente und vier Männer auf der Bühne, mehr braucht das Spektakel *inTarsi* nicht, um die Palette menschlicher Gefühle tänzerisch-akrobatisch auf die Bühne zu bringen. Die katalanische Kompanie Compañia de Circo „eia“ hat sich europaweit einen Namen mit ihrem ersten Spektakel, *Capas*, gemacht, *inTarsi* ist ihr zweites Stück, mit dem sie am Sonntag, den 26. April um 10 Uhr, in der Abtei Neumünster zu Gast sind. Intarsie bezeichnet eine Dekorationstechnik, bei der verschiedene Holzstücke in- und aneinandergelagt werden und bündig abschließen, dass daraus Muster entstehen. Auch die vier Akrobaten finden sich mit kraftvollen Sprüngen auf dem Trampolin, rhythmischen Tanzschritten und gewagten Flugnummern in neuen Konstellationen und Mustern zusammen und inszenieren dabei unterschiedliche menschliche Gefühlsregungen von Einsamkeit über Traurigkeit bis hin zu Freundschaft und Solidarität. Tickets für sechs Euro unter Tel.: 2620 52444.

Ausstellung



Ist das noch nüchtern?

„Kryptisch erhellende Tanz- und Weltenfluchtmusik“ nennt das Musikmagazin *Musikexpress* die Disko-Kreationen des Schweizer Duos mit Namen Klaus Johann Grube, das am Samstag, den 20. April im hauptstädtischen Club De Gudde Wellen spielt. Das ist angesichts des sphärisch-spacig auseinanderdriftenden und sich wieder zusammenziehenden Sieben-Minuten-Stücks *Discogedanken* auf dem mittlerweile dritten Studiosalbums *Du bist so symmetrisch* nachvollziehbar. Sevi Landolt und Danien Bachmann haben dafür Hammond-Orgel gegen piepsenden Synthesizer und Gitarre ausgetauscht. Die Texte sind gewohnt entspannt-lässig, die Melodie dank eines pulsierenden Basses wie in *Watte in meinem Kopf* oder in *Out of reach* groovig-beschwingt bis psychedelisch, ohne jemals euphorisch zu werden. ik



Musik



Eintritt frei

Nein, es war kein Aprilscherz. Das Museum Dräi Eechelen ändert seine Preispolitik. Der Zugang zur Dauerausstellung im Kellergeschoss ist ab sofort kostenlos. In den Kasematten sind mehr als 600 Originalobjekte aus dem Historischen Museum zu sehen, natürlich rund um Luxemburgs Festungsgeschichte. ik



Back to the Future

Welche Ideen kursierten zur Gestaltung des Heilig-Geist-Platteaus in den 1960-ern Jahren? Eine kleine, aber feine Ausstellung im Architekturbüro petitcarée (www.petitcarée.com) zeigt bis 3. Mai Originalentwürfe, Pläne und Fotos der Architekten Laurent Schmit und Pierre Gilbert, die diese damals zu einem Wettbewerb zur künftigen Gestaltung des Platteaus eingereicht hatten, bevor die heutige *Cité judiciaire* gebaut wurde. Kommissarischer Leiter der von Luxemburger Architekturmuseum organisierten Ausstellung ist der Architekt Alain Linster, der seit Jahren zur Luxemburger Architekturgeschichte forscht. Der Eintritt ist frei, um Anmeldung wird gebeten (Tel.: 2611 4621). Montags bis freitags zwischen 9 und 12 Uhr und ab 14 bis 17 Uhr. ik

Musik



Neue Single

Beyond Good and Evil heißt die balladenartige neue Single von Bartleby Delicate, vergangenes Jahr zum „best upcoming Artist“ gewählt und vielen besser als Frontsänger der Luxemburger Band Seed to tree bekannt, bevor er 2017 sein Soloprojekt startete. Der Text ist gewohnt poetisch: Darin setzt sich der Gitarrist und Sänger, der im wirklichen Leben Georges Goerens heißt, mit der Ambivalenz der (Beziehungs-)Lüge auseinander. ik



Britische Pop-Ikone

Kaum eines ihrer Lieder, das nicht zum Dance-Hit wird: Die britische R&B-Sängerin Jessie J machte bereits in jungen Jahren mit Produktionen für Sänger wie Miley Cyrus oder David Guetta auf sich aufmerksam, bevor sie 2011 ihr Soloalbum *Who you are* herausbrachte. Mit *Do it like a Dude*, eine ironisch-freche Hymne an die selbstbestimmte Frau, die hypermaskuline *Body codes* aus der Hiphop-Szene parodiert, landete sie ihren ersten eigenen Megahit, auf den weitere folgten (*Price tag*, *Laserlight*). Inzwischen hat sie ihr viertes gefühlvolles, weniger smashiges Album *R.O.S.E* veröffentlicht, mit dem die Sängerin derzeit durch Europa tourt. Am Sonntag, den 21. April um 20.30 Uhr spielt Jessie J im Atelier. ik

Kultur



Feste Größe

2018 sei ein erfolgreiches Jahr gewesen, schreiben die Rotondes in ihrem kürzlich veröffentlichten Tätigkeitsbericht. 100 126 Besucherinnen und Besucher und damit einen neuen Rekord hat die Kultureinrichtung am Hauptbahnhof in Luxemburg-Stadt im vergangenen Jahr gezählt, mit den Höhepunkten *Marionettefestival* (mehr als 5 000 verkaufte Tickets), den Themen-Märkte (mit insgesamt 19 950 Besuchenden) und der mittlerweile zehnten Ausgabe des Musikfestivals *PICelectroNIC* mit 1 450 Teilnehmenden. Die wichtigste musikalische Eventreihe bleiben die sommerlichen *Congé annulés*. Kleines B-Moll: Obwohl der Bericht interessante Zahlen zusammenstellt, fehlt eine Aufschlüsselung, die im Kulturbetrieb inzwischen selbstverständlich sein sollte: was nämlich Luxemburgs staatlich subventionierte Kulturzentren zur Gleichstellung von Frauen und Männern beitragen. Die zwei Eigenproduktionen im vergangenen Jahr wurden jedenfalls von Frauen beigesteuert. Linda Bonvini und Luisa Bevilacqua schufen mit *Ei, ei ei?!* ein Stück im Rahmen des *Marionettefestival* für Kinder ab acht Jahren, Ania Michaelis produzierte und inszenierte mit *Willkommen, Bienvenu, Willkommen!* ein Stück für die ganz Kleinen ab zwei Jahren. ik

Films made in Luxembourg

Le flirt avec la réconciliation

Fränk Grotz

Une comédie sur le conflit israélo-palestinien est un pari aussi intrigant qu'ambitieux. *Tel Aviv on Fire*, co-produit par la compagnie luxembourgeoise Samsa Film, relève le défi et part avec une prémisse originale.

Salam (Kais Nashif), un jeune homme habitant Jérusalem, est embauché par son oncle (Nadim Sawalha), producteur du feuilleton *Tel Aviv on Fire*, tourné à Ramallah, en Cisjordanie. Tous les matins, il doit passer au poste de frontière pour se rendre au travail. Attirant l'attention d'Assi (Yaniv Biton), un officier israélien, il fait croire à celui-ci qu'il est le scénariste du *soap opera* très populaire des deux côtés. Pour marquer son autorité et impressionner son épouse (Shifi Aloni), également fan de la série, Assi se mêle alors de plus en plus de l'intrigue, racontant l'histoire d'amour entre un général israélien (Yousef Sweid) et une espionne palestinienne (Lubna Azabal). Lorsqu'il va même jusqu'à vouloir imposer la fin de la saison, la situation se complique pour Salam, entretemps réellement promu au poste de scénariste.

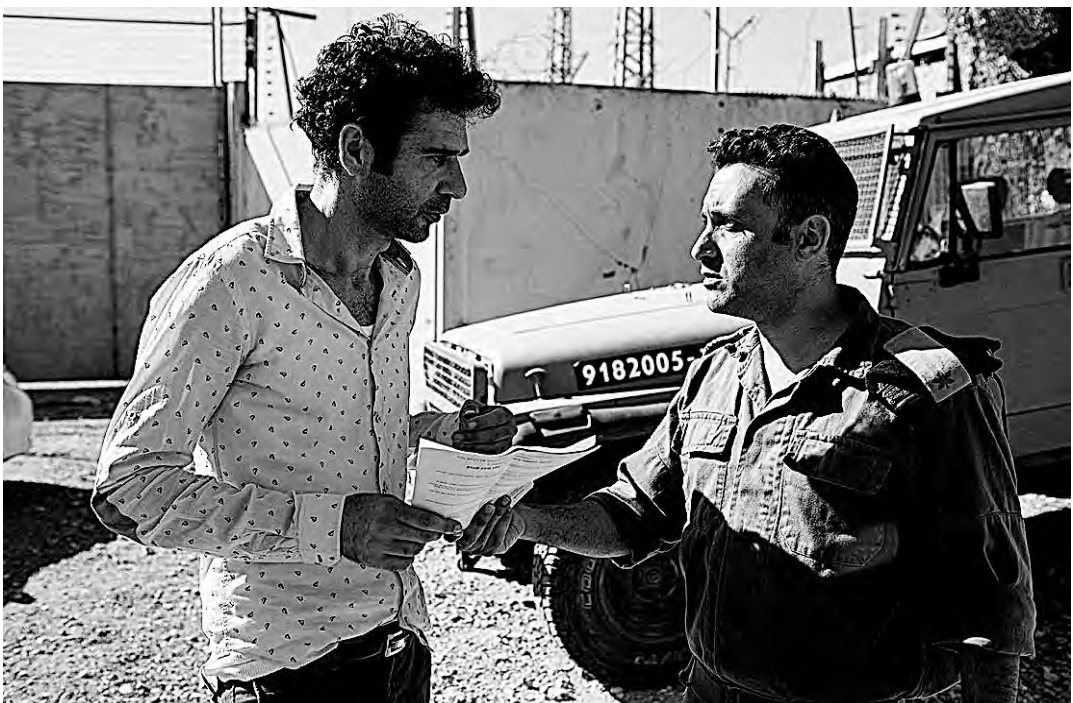
Entre les passages à la frontière, les brèves rencontres avec son ex-copine (Maisa Abd Elhadi) qu'il cherche à reconquérir et les séquences sur le plateau de tournage, le scénario de *Tel Aviv on Fire* (le film et non pas le feuilleton) se met vite à l'aise dans ses rituels. Les matières à rire, comme l'amour d'Assi pour le houmous, sont parfois un peu trop téléphonées à travers la structure apparente de l'intrigue. Le flegme de Kais Nashif dans la peau de Salam, le looser sympathique, qui demande des conseils à tout le monde pour faire avancer le scénario du feuilleton, est un des grands ressorts comiques du film dont les *punchlines* efficaces sont finalement limitées en nombre et les personnages secondaires, comme le co-scénariste (Amer Hlehel) ou l'oncle de Salam, restent souvent unidimensionnels.

La prouesse de *Tel Aviv on Fire* réside dans la mise en abîme des *a priori* et des attentes du conflit politique à travers la production et la consommation d'un feuilleton kitsch. Obnubilés

La prouesse de *Tel Aviv on Fire* réside dans la mise en abîme des *a priori* et des attentes du conflit politique à travers la production et la consommation d'un feuilleton kitsch

par les revirements constants et la vie éternelle qu'ils garantissent à cette histoire à l'eau de rose, les spectateurs de chaque côté du mur frontalier s'immergent à cœur joie dans la fictionnalisation de leur quotidien. Les créateurs quant à eux osent avancer à petits pas vers de nouvelles possibilités de résolution de l'histoire avec un grand et un petit H. Le flirt avec la réconciliation est bien tentant, mais le réalisateur et co-scénariste Sameh Zoabi sait aussi freiner l'enthousiasme de ses personnages.

Son exploit de ramener la fierté de deux peuples à ses plus petits dénominateurs communs, s'efforce à rester dans des limites prudemment optimistes. Entre autres lauréat du prix Orizzonti du meilleur acteur à la Mostra de Venise, *Tel Aviv on Fire* a suivi une belle carrière dans les festivals et a également été projeté à la remise des prix de l'édition 2019 du Luxembourg City Film Festival.



Réunion de travail au checkpoint : Salam, le scénariste (Kais Nashif), et Assi (Yaniv Biton), l'officier israélien

Cinéma

Qui vivra Varda

Loïc Millot

Et si le vent de la Nouvelle Vague du cinéma français avait été insufflée par une femme ? Cinq années avant *À bout de souffle* de Godard, on se souvient que Agnès Varda avait réalisé *La Pointe courte* (1955), dont Alain Resnais avait assuré le montage. Pionnière, Agnès Varda fonde pour l'occasion sa propre société de production, Ciné-Tamaris, située rue Daguerre à Paris. Tourné à Sète, dans le quartier de pêcheurs qui lui donne son titre, *La Pointe courte* est dédié à Pierre F., le mari de son amie Suzou décédé d'un cancer. Des séquences fictionnelles relatives à un couple en train de se séparer (Silvia Monfort et Philippe Noiret) y côtoient des passages documentaires sur la ville et ses habitants.

Son regard dégagé du poids de la cinéphilie confère à ce film une candeur qui deviendra la signature d'Agnès Varda. Car la jeune réalisatrice née à Bruxelles en 1928 est avant tout issue de la photographie, où elle commença par exercer en 1948 pour le compte du Théâtre d'Avignon. Avant que son œuvre ne prenne la tournure protéiforme que l'on sait – expositions de photographies, installations plastiques, réalisation de courts et de longs-métrages, autant d'approches mises à profit d'une même recherche visuelle –, la jeune femme avait fait l'École du Louvre dans l'intention de devenir conservatrice de musée. Une formation en histoire de l'art perceptible dès



Agnès Varda au Festival de film de Berlin en février 2019

Photographe d'abord, et ayant l'intention de devenir conservatrice de musée, Agnès Varda a insufflée la Nouvelle Vague du cinéma français et reste très active malgré ses 90 ans

ses premières réalisations, comme lorsqu'elle expérimente l'art de la mosaïque ou se prend en photo de profil aux côtés des figures pieuses de Bellini. Sans oublier, bien entendu, la coupe au bol à la Jeanne d'Arc qu'elle arborera toute sa vie durant.

Après la nouveauté de *La Pointe courte* s'ensuit une série de courts-métrages qui gagnerait à retrouver le chemin des salles, tels que *Ô saisons ô châteaux*, *L'Opéra-Mouffe*, ou encore *Du côté de la côte* (1958). Varda y cultive déjà un style dont la légèreté n'est pourtant qu'apparente, comme cela apparaîtra plus encore dans ces deux chefs-d'œuvre qui adviendront coup sur coup, lorsque les films de la Nouvelle Vague sont à la mode. On suit, dans *Cléo de 5 à 7* (1962), le récit bouleversant d'une chanteuse (Corinne Marchand) qui attend le résultat de ses analyses médicales. Dans *Le Bonheur*, en 1965, un menuisier (Jean-Claude Drouot) s'éprend de deux femmes à la fois. On y croit un moment, à ce bonheur, jusqu'à ce que tout s'effondre. La formule à trois s'avère impossible, et le bonheur dont il est question se révélera trompeur au terme d'un printemps funèbre. Mozart, aussi, y est partout présent.

À la fin des années 1960, Varda prend fait et cause pour les femmes et les droits civiques des Afro-Américains. Elle signe le film collectif militant *Loin du Vietnam* (1967), où elle est la seule femme réalisatrice au milieu d'une bande de mecs (Godard, Chris Marker, Alain Resnais, Joris Ivens, Claude Lelouch). Rejoignant ensuite la Californie en compagnie de Jacques Demy, dont elle restera la compagne jusqu'à sa mort en 1990, elle réalise un court-métrage sur les activités des Black Panthers (*Black Panthers*, 1968). Séduite par la contre-culture américaine, Varda tourne le fantasque *Lions Love* (1969) avec, au casting, Diva et les acteurs de *Hair* (Milos Forman, 1979), puis *Mur Murs*, documentaire sur la peinture muraliste qui fait rétrospectivement écho à sa dernière collaboration avec JR pour *Visages villages* (2017). Sous des airs de comédie musicale, elle défend le droit à l'avortement dans *Lune chante, l'autre pas* (1977), six années après avoir signée le Manifeste des 343

Cinémasteak

De la Zone au calvaire



De gauche à droite : le Stalker (Alexander Kaïdanovskii), le Professeur (Nikolaï Grinko) et l'Écrivain (Anatoli Solonitsine)

Expérience sensorielle qui relève à la fois de la mystique et de la métaphysique, *Stalker* (1979) est certainement le plus célèbre film d'Andrei Tarkovski. Un jeu vidéo s'en est même librement inspiré en 2007 (*Stalker : Shadow of Chernobyl*), contribuant à faire connaître le film à une audience plus large que celle de la stricte cinéphilie.

Plutôt qu'un *survival game*, *Stalker* est une fable initiatique qui repose sur trois personnages ayant valeur allégorique. La Science est représentée par le Professeur (Nikolaï Grinko), l'Art par l'Écrivain (Anatoli Solonitsine), et la Foi par le Stalker (Alexander Kaïdanovskii). Ce dernier, bien qu'il soit continuellement effacé et humilié par les deux autres compères, est bien le protagoniste de ce film. Un (anti-) héros tapis dans l'ombre cher au cinéaste qui a toujours érigé, en « bon chrétien », la faiblesse contre la force, l'humilité contre la volonté de puissance, la foi contre le règne du matérialisme et de la Raison. Cet art poétique mis au service de la spiritualité chrétienne ne pouvait que déplaire aux autorités soviétiques ; et après les écueils rencontrés sur *Andrei Roublev* (1966) et *Le Miroir* (1974), privés d'une large distribution dans les salles soviétiques, Tarkovski est désormais convaincu que le régime est hostile à sa liberté de création.

Dans *Stalker* d'Andrei Tarkovski, tout dépend de la qualité de l'homme qui sera parvenu jusqu'à la porte de la Zone

Comme dans toute quête initiatique, le cheminement vaut autant que la destination. C'est ce que suggère déjà le verbe anglais *to stalk*, qui insiste sur la marche prudente du chasseur sur les traces de sa proie. Quant à la finalité de l'expédition, celle-ci consiste à atteindre, au centre de la Zone, la Chambre, lieu sacré où tous les désirs peuvent être exaucés. Cela pour le meilleur (la paix dans le monde), comme pour le pire (la destruction de l'humanité), évidemment. Tout dépend de la qualité de l'homme qui sera parvenu jusqu'à sa porte. La droite voie ayant été perdue, il faut, à cette trinité de personnages, emprunter de nombreux détours aventureux, endurer des épreuves (surnaturelles) venues justement mettre à l'épreuve la foi des personnages. Au fur et à mesure qu'ils s'enfoncent dans la Zone, c'est au fond d'eux-mêmes que nos trois pèlerins vont aller. Cette libre adaptation du roman de science-fiction des frères Strougatski (*Pique-nique au bord du chemin*, 1972) convoque tout à la fois le récit de la Passion, la *Comédie* de Dante, mais aussi *Dersou Ouzala* (1975) d'Akira Kurosawa, ce film que Tarkovski admirait parce qu'il lui rappelait l'expédition géologique qu'il avait faite en Sibérie. Une expérience qui fut elle-aussi initiatique pour le jeune Tarkovski, alors sujet à des problèmes de délinquance...

La réalisation de *Stalker* est entièrement placée sous le patronage de Jean-le-Baptiste. Extraite du retable de *L'Adoration de l'Agneau mystique* de Jan van Eyck, un chef-d'œuvre que l'on peut toujours admirer dans la cathédrale Saint-Bavon de Gand, la figure du saint apparaît au cours d'un travelling aqueux. Plus largement, c'est toute la traversée de la Zone qui prend la forme d'une grande immersion baptismale. Les conditions désastreuses dans lesquelles a été réalisé le film jetteront cependant une ombre funeste sur cette expédition. L'usine hydroélectrique où le tournage s'est déroulé, près de Tallinn en Estonie, n'avait pas été désaffectée par les autorités. Conséquences : tous les membres de l'équipe auront été contaminés par ses eaux polluées. Une grande partie d'entre eux mourront au cours de la décennie suivante, à commencer par l'immense acteur Anatoli Solonitsine, qui décède en 1982 d'un cancer des poumons. Suivi du cinéaste lui-même, emporté par la même maladie en 1986. Loïc Millot

Stalker (URSS, 1979, vostf, 159 mn.), d'Andrei Tarkovski, sera projeté le dimanche 14 avril à 20.30 heures à la Cinémathèque de la Ville du Luxembourg, place du Théâtre.

femmes. Et fut, comme son ami Chris Marker, une habile touche-à-tout férue de nouvelles technologies, comme en témoigne *Les Glaneurs et la Glaneuse*, en 2000, qu'elle réalise seule avec une petite caméra numérique, suivi d'un second volet documentaire intitulé *Deux ans après* (2002).

La filmographie de Varda poursuit également la tradition picturale des autoportraits pour livrer une image plus tourmentée d'elle-même. Elle revient dans *Documenteur* sur la relation complexe qu'elle aura entretenue avec Jacques Demy, dont jamais elle n'osa divulguer la maladie (le sida). C'est encore la forme de l'autportrait qu'elle privilégie dans son dernier film, *Varda par Agnès* (2019), dévoilé lors de la dernière Berlinale et récemment diffusé sur Arte. Très active malgré ses 90 ans, Agnès Varda préparait une exposition de photographies et deux installations pour le Festival international des jardins de Chaumont-sur-Loire.

Statuaire khmère

Des devatas et apsaras

Lucien Kayser

Des centaines, des milliers affluent une bonne heure avant le lever du jour, dans l'espoir que les nuages, un ciel couvert ne vont pas cacher le disque du soleil, par-dessus les tours d'Angkor. Cela fera carte postale, non moins emblématique que leur silhouette sur le drapeau cambodgien. L'espace est assez grand, il le sera moins entre les tours à visages du Bayon, avec l'encombrement des cannes à selfie. Mais on aurait tort de se plaindre, touriste pris dans la foule qui par chance ne perturbe pas la vie des autochtones à l'endroit. D'autres sites ont plus de mal à se défendre, Dubrovnik, Venise. C'est terrible, un gros bateau dans le canal de la Giudecca, allez, le yacht de Monsieur Pinault trouvera toujours où accoster le plus près des Giardini.

Autre chose dans cette fureur voyageuse. Tous vont voir les mêmes sites, ou plutôt les revoir, avec les images tellement présentes dans l'esprit. Et plus question de découvertes, aujourd'hui. On ne peut que rêver au choc d'un Jean Louis Burckhardt, au début du dix-neuvième, à cheval, sortant du Siq, étroit passage entre parois rocheuses, et se trouvant d'un coup face aux tombeaux nabatéens de Petra, taillés dans les falaises de grès rose. Alors que nous, nous savons ce qui nous attend.

Banteay Srei, à une vingtaine de kilomètres au nord d'Angkor, le plus intime des temples khmers, de la dentelle de pierre, et le matin, ça étincelle, en plus les visiteurs tardent à arriver. Le temple a été découvert assez tard, en 1914, par un officier de marine français, et moins de dix ans après, en 1923, quand André Malraux et Clara, son épouse, de son nom de jeune fille Goldschmidt, s'enfoncent dans le paysage sauvage, eux ne savent pas exactement sur quoi ils vont tomber. « Peut-être s'était-il effondré sous les lianes ? Peut-être s'était-il transformé en pierres de foyer ? » Seules, les statues sont dans leurs têtes, et dans leurs intentions peu honorables.

André a parlé de l'angoisse de la forêt vierge. Clara n'est pas femme à se laisser gagner par la peur. Plutôt par l'enthousiasme, « Trianon de la forêt sur lequel les taches de mousse semblaient une décoration », et l'effet de l'abandon joue à plein, « plus émouvant que tous les Angkor polis et ratissés ». Et il y a ces devatas qui les regardent, tête un peu inclinée, divinités féminines qu'on aurait tort à reléguer à un but purement décoratif : ces apsaras, célestes

D'Angkor à Banteay Srei, où Malraux s'en prit à la dentelle de pierre

elles aussi, le torse nu, les seins ronds, aux gestes tous différents, tous également parfaits.

Comme si dans un premier temps, les singes gardiens autour réussissaient à empêcher le massacre, les égoïnes, les scies plus solides même, se cassent ; il faut des ciseaux, des cordes autour des torsos. Clara parle de sept pierres, dans les caisses qui seront ouvertes à Phnom Penh, il y aura quatre bas-reliefs. C'est la résidence surveillée, le procès, l'engagement des intellectuels parisiens, et si trois

ans de prison sans sursis sont demandés, le jugement se réduit à un an avec sursis. Clara était rentrée avant, avait fait bouger tout le monde, quitte à se brouiller avec sa famille.

Expédition, bien sûr, hautement condamnable. Du moins dans le regard rétrospectif. Le contexte, alors, était autre, et le temps était aux spoliations, si, aujourd'hui, le moment est venu des restitutions. Les statues de Banteay Srei, elles, furent remises aussitôt en place, le temple restauré dans les années trente par Henri Marchal. Page 145, dans *Nos vingt ans*, Clara Malraux ayant évoqué les Cambodgiens prenant la pierre pour leurs propres habitations, se demande : « Vraiment, comment aurait-il pu nous sembler grave de sauver quelques statues de ce qui, sans nous, avait bien des chances de n'être plus bientôt qu'un amas de pierres ? » Ce qui la réconforte, à l'hôpital, un ami indigène lui fait cadeau d'une superbe tête d'apsara, « du style un peu de celles que nous avons enlevées puis qu'on nous a enlevées ».



Banteay Srei : des singes gardiens qui n'ont pu arrêter Malraux

Musées

Qui sont les « art haters » cher Mudam ?

Sofia Eliza Bouratsis

La campagne publicitaire du Mudam – qui a le mérite d'enfin nommer le musée « musée d'art contemporain » – n'a malheureusement pas réussi à se limiter à cette nouveauté qu'eût été une heureuse nouvelle, très longtemps attendue.

Non, cela ne suffisait pas. Il ne suffisait pas non plus à l'équipe responsable de la communication du musée

d'inviter les *Glandeurs* à venir au musée (vu le 25 mars dernier dans *L'Essentiel*). Cette publicité, dont le propos était déjà assez inquiétant (car méprisant par définition, ou par projection), avait le mérite de semer une sorte d'ambiguïté ou désespoir qu'il fallait attendre, que cette phrase un peu « choquante » serait une sorte de blague qui allait bientôt être retournée, détournée, renversée, voire sublimée par un magnifique projet. Eh bien non !

Étape suivante – vu le dimanche 7 avril à l'aéroport du Findel (qui était plein à craquer) : notre musée invite ceux qui *haïssent* l'art, il se dit plus précisément « Open to art haters* ». Il faut savoir que ce terme de « hater » explose sur le net, que c'est une expression « hype » pour ados¹. Certes donc, ce terme a une connotation contemporaine particulière pour une tranche très précise de la société, reste que la majorité de ses membres lisent que le musée est ouvert à ceux qui haïssent l'art.

Or, et au-delà du fait que parler de haine en guise d'invitation est on ne peut plus maladroit, l'équipe responsable de cette campagne aurait-elle oublié qui dans l'histoire de l'humanité sont ceux qui haïssent l'art, le détruisent et emprisonnent les artistes ? Il faut croire que cette équipe de communication – qui a vraisemblablement décidé de continuer à détruire ce qui reste de l'identité du musée en changeant son logo originaire (rien de moins que son « identité visuelle ») et en utilisant en plus un logo copié/collé d'une campagne lancée en 2018 par une boîte belge² – n'est vraisemblablement pas allée à l'école, ou alors séchait les cours d'histoire ! L'astérisque en bas à

Les responsables de cette campagne auraient-ils oublié qui dans l'histoire de l'humanité sont ceux qui haïssent l'art, le détruisent et emprisonnent les artistes ?

gauche, qui ajoute à cette phrase un « *Come as yourself », appelle-t-il tous ceux qui se définissent comme haïssant l'art, ou les nostalgiques des États totalitaires passés, ou encore les fanatiques des États totalitaires actuels à venir au musée ?

L'art contemporain au Luxembourg a déjà une histoire assez... compliquée, s'il vous plaît chers « Mudamis », faites un effort, arrêtez les gaffes !

¹ www.urbandictionary.com/define.php?term=hater pour citer une « référence actuelle »

² Voir le logo de la boîte Onkruid par le Vrints-Kolsteren design studio : Anvers, 2018 (<https://vrints-kolsteren.com/projects/onkruid>). Alors que l'expression « Art for haters » ne dirait pas la même chose, et pourrait éventuellement passer, le copié/collé depuis cette campagne est si fidèle (concept+visuel) qu'il n'aurait pas permis cette option...

Arts plastiques

Nu ou nudité ?



La Villa Vauban propose de faire son auto-portrait en nu dans l'exposition *Plakeg* !

C'est une exposition à la fois désuète et amusante, étrange mais instructive, qui est à voir actuellement à la Villa Vauban. À commencer par le titre *Plakeg* !. Un choix délibéré donc de la langue, le luxembourgeois, qui se veut sans doute sinon provocateur, du moins racoleur.

La représentation du nu ne choque plus personne. Aussi, quatre photographies grandeur nature devant des monuments de la ville de Luxembourg (le palais grand-ducal, le Cercle Place d'Armes par exemple) où l'on peut soi-même glisser la tête et se faire prendre en photo, est une idée plutôt amusante et sans doute la plus incongrue de l'exposition.

Car revenons au principal sujet de l'exposition, qui est le peintre Lovis Corinth. Cette exposition est d'ailleurs une coproduction de la Villa Vauban avec le Landesmuseum Hannover, qui possède la collection la plus importante d'œuvres du peintre, dont une grande huile sur toile de 1896 qui a été acquise par le musée en 2016, après qu'elle a été restituée à la famille juive qui en avait été spoliée par les nazis. Cette grande huile sur toile *Bacchanale*, est une œuvre qui fait référence à l'admiration de Lovis Corinth pour Rubens, mais surtout une représentation « à l'Antique » du nu et allégorique à la manière « pompier » d'un Pierre Puvis de Chavannes, qui justifie le sous-titre de l'exposition : *Le nu autour de 1900*.

Lovis Corinth, né à Tapiaw en Prusse orientale en 1858, est mort au cours d'un voyage aux Pays-Bas en 1925, où il s'était rendu pour revoir Rembrandt et Frans Hals. Corinth est donc un peintre allemand du tournant du XIXe-XXe siècle, qui connut le succès durant sa carrière. Ce fut aussi un « activiste » engagé de la peinture de son temps : en 1901, il devint un membre actif de la Sécession berlinoise avec son ami le peintre Max Liebermann. Mais avant cela, il fut (peut-être surtout), membre de la Sécession munichoise, créée en 1892-93. Quelques œuvres de ses amis et membres de l'association Max Slevogt et Albert Weisgerber sont d'ailleurs également à voir dans l'exposition.

Disons-le d'emblée : Lovis Corinth dans son choix des scènes mythologiques, avec ses étranges représentations de nus et de guerriers associés, sans parler de femmes à l'expression peu avenante, même coiffée d'un chapeau (!) ne nous a pas vraiment séduite, à part ses lithographies rehaussées de couleur, issues du cycle « Au paradis » réalisé en 1921. Elles sont pleines d'allant, libres et vibrantes.

Ses amis Max Slevogt et Albert Weisgerber, même si Corinth fut un lithographe et graveur intéressant, nous semblent être des peintres supérieurs (ces tableaux proviennent du Landesmuseum Mainz et de la Albert-Weisgerber-Stiftung St. Ingbert. Weisgerber a peint en 1910 *Miss Robinson*, certes moins scandaleuse que *L'Olympia* de Manet mais d'autant plus réaliste. Le *Nu allongé avec ombrelle* de Slevogt, peint en 1900, nous paraît délicieusement amoureux. Slevogt s'est par ailleurs essayé vers 1924 à plusieurs représentations du corps par rapport aux dimensions données de la toile et Weisgerber propose une série de nus masculins en 1912, qui relèvent de toute évidence du meilleur de l'expressionnisme allemand.

La partie plus « scientifique » ou « didactique » de l'exposition, nous rappelle que la représentation du nu, masculin d'abord puis plus tard féminin, fut longtemps un sujet limité à l'étude de la morphologie dans les ateliers des écoles des beaux-arts. On notera à ce sujet une mise en valeur des muscles dans l'effort dans deux photographies où les hommes sont présentés en atlantes et les femmes en caryatides... C'est franchement drôle car tellement « recherché ».

Dans la section du nu vu par des artistes luxembourgeois (dans des œuvres appartenant à la Villa Vauban ou d'autres collections nationales et privées), on retrouve (bien sûr) le talent pictorialiste photographique d'Edward Steichen, une délicate Frileuse du sculpteur Claus Cito recroquevillée sur elle-même, une peinture, *Nu assis* d'Auguste Trémont que l'on connaît plus pour ses représentations animalières qui n'ont pas le regard tentateur de cette dame... Sans oublier le magnifique *Nu couché* (1919) de Joseph Kutter. Le terme *plakeg* y prend le sens que l'on aime : le talent du peintre qui représente le corps de la femme aimée si vivant. Avec la robe rouge jetée sur une chaise, le drap clair défait, les mules bleu turquoise négligemment abandonnées. Marianne Brausch

Plakeg !, *Le nu autour de 1900*, est à voir à la Villa Vauban jusqu'au 16 juin prochain. Ouvert du mardi au dimanche de 10 à 18 heures, nocturne le vendredi jusqu'à 21 heures. Fermé le lundi. Toutes les informations sur et autour de l'exposition : www.villavauban.lu

Théâtre

« Héros ? »



Koltès décrivait Roberto Succo – celui du réel – comme mythique, « C’est Samson, et en plus abattu par une femme, comme Samson »

Godefroy Gordet

Tant a été dit ou fait sur le travail de Bernard Marie Koltès, pis, tant ont repris son *Roberto Zucco* à leur sauce, parfois dans la grossièreté la plus totale, mais le plus souvent dans une virtuosité transcendante. C’est la formule qu’on attacherait volontiers à la version livrée par Paul-Émile Fourny à l’Opéra-Théâtre de Metz. Un Zucco chargé de magnifique dans les images, d’ingéniosité dans la monstration et de moments de grâce au plateau... Une force théâtrale pure qui nous a happés comme une puissante vague, pris dedans quoique sans encombre et, surtout, réjouis.

Bernard-Marie Koltès, auteur dramatique loué dans le monde entier, connaît une fin tragique succombant au sida en 1989. Disparu à l’aube d’une ère numérique qui l’aurait franchement influencé, Koltès laisse une bibliographie majeure, encensée par l’ensemble de la scène théâtrale internationale, depuis Chéreau dans les années 1980, à Paul-Émile Fourny, ici à Metz, quarante ans plus tard, en passant par Muriel Mayette-Holtz et *Le Retour au désert* contesté, à la Comédie-Française en 2007. Aujourd’hui traduit dans plus de trente

langues, le théâtre de Koltès est étudié à l’école, en fac et il est l’un des plus joués au monde. Assurément pour la vision littéraire du spectacle qu’il colporte et la priorité au langage qu’il adjoint dans la mise en scène de ses textes.

Koltès décrivait Roberto Succo – celui du réel – comme mythique, « C’est Samson, et en plus abattu par une femme, comme Samson. C’est une femme qui l’a dénoncé. Il y a une photo de lui qui a été prise le jour de son arrestation, où il est d’une beauté fabuleuse. Tout ce qu’il a fait est d’une beauté incroyable. » Dans les mots de Koltès, Succo devient Zucco, homme de passage, de transit, éclaté de la vie, malveillant, fuyant à grand bond vers sa mort qu’il semble réclamer.

Dernière pièce écrite par le dramaturge messin, *Roberto Zucco* est d’abord montré par Peter Stein à la Schaubühne de Berlin en 1990, puis au TNP de Villeurbanne par Bruno Boëglin. Deux spectacles provoquant de vives réactions tant l’histoire s’approche des faits réels dont elle est inspirée : la cavale du tueur en série italien Roberto Succo.



De la folie, justement, il en manque chez ce Zucco dans version livrée par Paul-Émile Fourny à l’Opéra-Théâtre de Metz

Mais le choc de cette pièce vient sûrement du fait que l’auteur « consacre » cet homme aux aspirations sanglantes et aux humeurs psychologiques vacillantes. Roberto Zucco devient un mythe, symbole d’une forme de transgression sociétale, de la cruauté humaine : assassin du parricide à l’infanticide, tueur de flic, dépuceleur de gamines et finalement suicidé. *Roberto Zucco*, ultime pièce du dramaturge français, comme un symbole, rassemble la quintessence de l’œuvre de Koltès, un théâtre qui montre la solitude de l’homme et le tragique du monde réel avec véhémence.

Est-ce qu’une pièce de théâtre, comme le film au cinéma, ne devrait pas être monté qu’une fois ? Ou, au pire, pour ne pas extrémiser, une fois par décennie ? Comment faire pour ne pas refaire, copier, voire plagier ? Vaste débat, surtout quand on s’attaque à l’une des pièces de Koltès, toutes ayant connu nombre de « monteurs ».

Là est l’enjeu quand on monte un Koltès et Paul-Émile Fourny (PEF) l’a bien compris. Ainsi, il y a d’abord à s’approprier le texte, chez PEF les quinze

tableaux du texte originel sont obligés d’une découpe à la cisaille pourtant foncièrement intelligente, offrant un rythme efficace et un peu plus d’espace, pour mener cette histoire bizarrement, entre tension et apesanteur, violence et allégresse. Et puis, comme l’explique PEF, *Roberto Zucco* est un thriller donnant à voir un tueur en série comme personnage central, sa cavale comme ligne narrative. Alors il faut de la cadence que le metteur en scène trouve en utilisant un plateau tournant mais aussi grâce à une direction d’acteur forte et précise, gratifiée d’une distribution sans fausses notes.

Par dessus cet enchainement de répliques et de décors, s’ajoute un discours psychanalytique et documentaire que narre un comédien quasi hors scène. Un expert psychiatrique comme soupape rythmique de cette pièce qui s’accélère à mesure que le temps passe. Une sorte de reflet du metteur en scène lui-même, proposant de « regarder cela en face », d’observer la maladie d’un homme, sa folie destructrice qui « fascine autant qu’elle dégoûte », comme l’explique à juste titre le metteur en scène.

De la folie, justement, il en manque pourtant chez ce Zucco là. Hugo Becker le rend beau, mais trop beau pour être monstre. Ce personnage de jeune meurtrier sans limites, conserve trop d’humanité. C’est toutefois tout le débat : Roberto Zucco monstre ou héros ? Le metteur en scène et directeur de l’Opéra-Théâtre ne tranche pas vraiment, en tout cas, il finira par le mythifier dans un suicide final épique. Pourtant le choix est le nôtre, avons-nous à plaindre ou à rejeter la folie d’un homme ? Zucco est à lui seul une catharsis, dévoilant l’humain dans sa violence intrinsèque... Et Koltès, marginal de son temps, y révèle des discours intemporels, universels et fondamentaux.

Roberto Zucco de Bernard-Marie Koltès. Mis en scène et scénographie : Paul-Émile Fourny, assisté de Dorian Fourny et Joanna Ciallella ; costumes : Julie Lance ; lumières : Patrice Willaume ; conception sonore : Anthony Rouchier. Avec Hugo Becker, Nina Lombardo, Corinne Fructus, Aurélie Barré, Massimo Riggi, Joël Delsat, Cyril Chagot Marie Billet, Joris Bultynck, Thibaut Pogorzelski, Jean Iannazzi, Méline Dumay et Boris Dintinger.

Postes vacants

Le Service de la formation professionnelle du Ministère de l’Éducation nationale, de la Jeunesse et de l’Enfance

se propose d’engager pour les besoins du Centre national de formation professionnelle continue (CNFPC) d’Ettelbruck

un chargé de cours (m/f) d’enseignement pratique dans le domaine du soudage dans le groupe de traitement de l’employé de l’État B1
à tâche complète de 26 leçons par semaine à durée indéterminée à partir du 15.09.2019,

un chargé de cours (m/f) d’enseignement pratique dans le domaine de la gestion des espaces verts dans le groupe de traitement B1
à tâche complète de 26 leçons par semaine à durée indéterminée à partir du 15.09.2019,

un employé de l’État (m/f) du groupe de traitement B1 sous-groupe de l’enseignement
chargé de cours pour l’enseignement général à tâche complète de 24 leçons par semaine à durée indéterminée,

un salarié de l’État (m/f) avec brevet de maîtrise dans la carrière E
à tâche complète et à durée indéterminée.

Les tâches relatives aux différents postes peuvent être consultées à l’adresse internet suivante : <http://postes-vacants.men.lu>

Les personnes désireuses de postuler adresseront leur candidature jusqu’au 30 avril 2019 au plus tard au Service de la formation professionnelle, à l’attention de
Madame Véronique Schaber,
Directrice à la formation professionnelle,
29 rue Aldringen,
L-2926 Luxembourg.

Les candidatures seront accompagnées des pièces suivantes :
– Une copie du diplôme ou certificat sanctionnant les études accomplies ;
– Un extrait de l’acte de naissance ;
– Un extrait récent du casier judiciaire.

Pour toutes informations supplémentaires, prière de contacter Monsieur Marc Lentz, chargé de direction au CNFPC d’Ettelbruck (Tél.: 81 89 39 22).

Ministère de la Mobilité et des Travaux publics
Administration des Bâtiments publics

Avis de marché

Procédure : européenne ouverte
Type de marché : Travaux

Modalités d’ouverture des offres :
Date : 14.05.2019
Heure : 10.00 heures

Section II : Objet du marché

Intitulé attribué au marché :
Travaux de serrurerie et ferronnerie dans l’intérêt de la construction de l’École internationale à Differdange – enseignement secondaire

Description succincte du marché :
– Portes métalliques simples et coupe-feu ;
– Portes à enroulement avec tablier en lames d’aluminium ;
– Garde-corps métalliques avec barreaudage vertical ;
– Garde-corps métalliques avec remplissage en filet de câbles en acier inoxydable, avec main courante en bois ;
– Garde-corps en verre ;
– Main courante en bois, avec consoles murales métallique ;
– Main courante en bois, fixé sur montant métallique ;
– Système de façade intérieure en aluminium, entièrement vitrées, avec des châssis fixes et des éléments d’ouverture, coupe-feu ou coupe-fumée.

Les travaux sont adjugés en bloc à prix unitaires.
La durée prévisible des travaux est de 100 jours ouvrables.
Début prévisionnel des travaux : 4^{ème} trimestre 2019

Section IV : Procédure

Conditions d’obtention du cahier des charges :
Les documents de soumission peuvent être retirés via le portail des marchés publics (www.pmp.lu).

Section VI : Renseignements complémentaires

Autres informations :
Conditions de participation :
Toutes les conditions de participation sont indiquées dans les documents de soumissions.

Réception des offres :
La remise électronique est obligatoire. Les offres sont à remettre via le portail des marchés publics (www.pmp.lu). Les soumissionnaires ne pourront pas assister à l’ouverture des offres.

Date d’envoi de l’avis au Journal officiel de l’U.E. :
11.04.2019

La version intégrale de l’avis n° 1900565 peut être consultée sur www.marches-publics.lu

Postes vacants

Le Service de la formation professionnelle du Ministère de l’Éducation nationale, de la Jeunesse et de l’Enfance

se propose d’engager pour les besoins du Centre national de formation professionnelle continue (CNFPC) d’Esch-sur-Alzette

un chargé de cours (m/f) pour des cours de soudage
à tâche complète et à durée indéterminée,

un salarié de l’État (m/f) avec brevet de maîtrise dans la carrière E
à tâche complète et à durée indéterminée,

d’LëtzebuengerLand

Fondé en 1954 par Carlo Hemmer, édité par Leo Kinsch de 1958 à 1983

Hebdomadaire politique, économique et culturel indépendant paraissant le vendredi. Publié par les Éditions d’Letzeburger Land s.à r.l., R.C. B 19029, N° TVA LU 12 12 40 22. La reproduction des articles et illustrations est interdite sans l’accord écrit de l’éditeur.
Gérant, rédacteur en chef Romain Hilgert (48 57 57-22; rhilgert@land.lu), **Rédaction** Peter Feist (48 57 57-24; pfeist@land.lu), Josée Hansen (48 57 57-26; jhansen@land.lu), Ines Kurschat (48 57 57-28; ikurschat@land.lu), Michèle Sinner (48 57 57-20; msinner@land.lu), Bernard Thomas (48 57 57-30; bthomas@land.lu) **Photos** Sven Becker (sbecker@land.lu) **Administration** Zoubida Belgacem (48 57 57-32; zbelgacem@land.lu) **Mise-en-page** Pierre Greiveldinger **Édition et rédaction** 59, rue Glesener L-1631 Luxembourg **Courrier** boîte postale 2083, L-1020 Luxembourg **Téléphone** 48 57 57-1 **Fax** 49 63 09 **E-mail** land@land.lu **Internet** www.land.lu **Publicité** Maison Moderne Media Sales 10, rue des Gaulois Luxembourg; boîte postale 728, L-2017 Luxembourg (27 17 27 27-32; francis.gasparotto@maisonmoderne.lu) ; **Impression offset** Imprimerie Saint-Paul **Prix par numéro** 4,00 € **Abonnement annuel** 140,00 € **Abonnement étudiant/e** 75,00 € **Comptes en banque** CCPLLULL : IBAN LU59 1111 0000 5656 0000, BILLULL : IBAN LU29 0027 1003 6990 0000, BGLULL : IBAN LU32 0030 0431 7039 0000, BCEELLULL : IBAN LU30 0019 1000 2939 1000, CELLULL : IBAN LU71 0141 7162 5000 0000, BLUXLULL : IBAN LU59 0080 0484 9600 1003

Luxemburgensia

Hausherr und Gast

Elise Schmit

Einen Teil dieses Buches werden viele Leser bereits kennen. In einem Blog hielt Georges Hausemer ab April 2016 den Verlauf der Erkrankung fest, die ihn bis zu seinem Tod am 20. August 2018 als „ungebetener Gast“ begleiten sollte. Die Texte und Bilder aus diesem Blog hat Susanne Jaspers, die mit Hausemer verheiratet war und mit ihm zusammen den gemeinsamen Verlag capybarabooks betreute, in Buchform herausgegeben und durch einen eigenen Bericht ergänzt. Das Ergebnis ist ein emotional herausforderndes Buch, das exemplarisch leistet, was sonst nur die Fiktion vermag: eine Verschränkung von Innenansicht und äußerer Darstellung, eine vielschichtige Sicht auf einen Menschen und sein Schicksal.

Auffällig an der Sammlung der Blogtexte ist zunächst der vergleichsweise geringe Umfang. Hausemer gewährte zwar als Blogger regelmäßige Einblicke in seinen Umgang mit der Diagnose und in sein Zusammenleben mit dem Tumor. Die Texte sind geprägt von einer Mischung aus Zuversicht und Verzweiflung, einer fortschreitenden Auflösung des Vertrauens in das eigene Körpergefühl, der Hoffnung auf ein Leben, in dem der Tumor nur noch eine untergeordnete Rolle spielt. Aber daraus ist keine raumgreifende Chronik geworden wie Wolfgang Herrndorfs *Arbeit und Struktur*, kein Tagebuch im engeren Sinn, auch kein Notieren aller kleinsten Kleinigkeiten von Abläufen und Krankheitsbildern. Hausemer hat solche Bücher gelesen; er verweist im Blog auf Herrndorf, auf Péter Esterházy's *Bauchspeicheldrüsentagebuch*, auf David Wagners *Leben*. Anders als in diesen Büchern wirkt sein Umgang mit der existentiellen Bedrohung zurückhaltend.

Herrndorf hatte sein Blog anfangs für den engsten Freundeskreis geschrieben und es erst später öffentlich gemacht, Hausemer hingegen schrieb von Anfang an im Hinblick auf einen unbekannten Leser, den er auf Distanz hielt, der gar nicht alles so genau

zu wissen brauchte. Es überwiegen die Beschreibungen von therapeutischen Maßnahmen, von Krankenhausroutinen, Mahlzeiten, Gesprächen mit Krankenpflegern und Ärzten. Eine Funktion des Blogs sei eigentlich, schreibt Hausemer an einer Stelle, seine Krankheit für alle sichtbar abzuhandeln, um in Gesprächen nicht ständig darauf zurückkommen zu müssen. Größere Leerstellen zwischen den einzelnen Einträgen verraten, dass der Autor in der Lebenszeit, die ihm blieb, andere Prioritäten verfolgte als seinen Tumor – literarische Projekte zum Beispiel, die es fertigzustellen galt, Lektüren, Fußball, Freunde treffen, draußen sein. Rund zwei Monate vor dem Tod Hausemers bricht der Bericht ab. Der letzte Eintrag enthält den Satz: „Dabei fühle ich mich gar nicht schlecht.“

Susanne Jaspers reicht in dem zweiten Teil des Buches nach, was Hausemer nicht mehr selbst erzählen wollte und konnte. Sie richtet sich nicht an den Leser, sondern an den Verstorbenen, in einem Bericht, der intim und dringlich bleibt, trotz der stellenweise aufblitzenden, für Jaspers typischen sarkastischen Distanzierung. Der Fokus liegt auch hier auf der Wiedergabe von Abläufen und Ereignissen, doch gleichzeitig wird die Dimension des Leidens für den Leser fassbar, die Angst vor dem Verlust, die Hilflosigkeit und das Ausgeliefertsein, das Festhalten an der vermeintlich beruhigenden Diagnose „stable disease“. Zwei Aspekte an Jaspers Erzählung fallen besonders auf: Zum einen stößt sie den Leser auf ein Gesundheitswesen, das für den Kranken oft wenig übrig zu haben scheint. Krankenpfleger ignorieren Hilferufe, Ärzte tauchen auf und verschwinden, wichtige Dokumente verschwinden, Patienten werden irgendwo auf einem Flur vergessen, wichtige Mitteilungen gehen zwischen Euphemismen und allerlei Wortmüll unter. Am Ende sind es die Putzfrauen und nicht das Krankenhauspersonal, die die Witwe in ihrer Trauer unterstützen.

Susanne Jaspers zeigt, wie Georges Hausemer seine Selbstbestimmung bis zum Schluss verteidigt

Zum anderen zeigt Jaspers Bericht, wie sich Georges Hausemer bis zum Schluss dagegen gewehrt hat, als Opfer seiner Krankheit aus dem Leben zu gehen. Schon die Umbenennung seines Blogs von „Mein Tumor und Ich“ zu „Ich und mein Tumor“ hatte klargestellt, dass sich Hausemer das Narrativ nicht aus der Hand nehmen lassen, selbst über Verlauf und Deutung seines Schicksals entscheiden wollte. In diesen Kontext passt beispielsweise auch, dass er die Interpretation seines Blogs gleich mitliefert, in Form einer „Blogkritik“ von Charlotte Wirth (*d'Land*, 6. Oktober 2017).

Jaspers beschreibt eindrücklich, wie sich Hausemer aus dem Koma zurückkämpft und die verschiedensten Widrigkeiten aushält, um, wie er sagt, sich noch richtig verabschieden zu können. Als sich akute Magenprobleme einstellen und der Patient auf die Intensivstation gebracht werden soll, verweigert er eine weitere Behandlung. Lapidar heißt es im Bericht: „Du sagst, dass es nun gut sei.“ Es ist Jaspers Verdienst, dass sie zeigen kann, wie Hausemer seine Selbstbestimmung bis zum Schluss verteidigt und in gewisser, entscheidender Weise das letzte Wort behalten hat.

Georges Hausemer & Susanne Jaspers: *Wir sehen uns in Venedig. Mein Tumor und Ich. Ich und mein Tumor. 33 Tage Intensivstation. Ein paar davor und viel zu wenige danach.* capybarabooks, Luxemburg 2019

Musique classique

Passionnément Bach

José Voss

Les amateurs de délices baroques et de musique sacrée se sont frotté les mains en retrouvant, le 4 avril dernier, Sir Simon Rattle au pupitre de l'Orchestre et du Chœur de l'Âge des Lumières dans la fresque grandiose – s'il en est – qu'est la *Passion selon saint Jean* (BWV 245). Surtout, lorsque le déroulé du scénario le plus célèbre du monde est mis en scène par Peter Sellars qui excelle à en souligner le dramatisme implacable.

En quête d'une vérité intérieure détachée de toute contingence, le génial Américain fait dans le dépouillement le plus radical : pas de décor, ni costumes, ni partition, mais noir ad libitum, seulement « éclairé » par un projecteur vertical ! Le résultat ? Une simplicité biblique totalement tourneboulante, qui arrache des larmes à tous : aux mélomanes les plus blasés comme aux néophytes, public et interprètes confon-

Quand Sir Simon Rattle dirige la *Saint-Jean* dans une mise en scène de Peter Sellars

dus. Avec Sellars, la *Passion* devient cérémonie initiatique ; l'oratorio, méditation ; le théâtre, prière ; un tableau qui a la vigueur et le souffle épique des grandes compositions de Rubens ou de Michel-Ange.

Impérieux maître d'œuvre de cet *opus summum*, tant au plan musical qu'émotionnel, le sujet de Sa Gracieuse Majesté, Sir Simon, véritable Houdini

de la direction, tant son charisme est magnétisant, est un spectacle à lui tout seul. Commencé couché, bras et mains des protagonistes implorant le Ciel, l'océanique et magnifique chœur d'entrée *Herr, Herr unser Herrscher*, qui affirme d'emblée le statut divin du Christ, et qui est l'une des pages les plus inspirées du « Thaumaturge de la musique » (Wagner en parlant de Bach), est soufflant d'émotion. Frissons garantis aussi aux moments les plus spectaculaires du drame comme lors du « Chœur des soldats », avec le survolté *Lasset uns den nicht zerteilen*. À ces épisodes de déchaînement physique de haute voltige chorale répondent d'intenses moments de recueillement empathique (*Eilt, ihr angefochtenen Seelen*, avec l'obsédante question « Wohin ? »).

L'on est heureux de retrouver, tout en haut de la distribution, quatre ans après l'avoir entendu et apprécié dans *Le Paradis* et *la Péri* de Schumann, l'Évangéliste supra-humain du ténor Mark Padmore, dont la ligne aiguë de chant sur le fil de l'émotion et au plus près du texte et de l'écriture musicale a de quoi émouvoir un cœur de pierre. Ou encore le soprano exploré de Camilla Tilling dans l'ineffable et comme en apesanteur *Zerfließe, mein Herze*, cinq ans après sa prenante prestation dans le *Requiem allemand* de Brahms. Quant à Georg Nigl, la beauté sobrement émue de son timbre mordoré rend justice aux chamboulements intérieurs auxquels sont en proie les « lâches » de l'histoire (Pierre et Pilate). Signa-lons, enfin, le mezzo tout de consolation de Christine Rice, dans le bouleversant *Es ist vollbracht*, ainsi que la noblesse de l'engagement de la basse de Roderick Williams en Jésus vu par Sellars comme le paragon de tous les suppliciés de la Terre.

Incontournable soutien orchestral de bout en bout porté à bout de bras par un Rattle littéralement en lévitation, ensemble dans lequel les cordes dégraisées, jouant sans vibrato, mais vibrant d'ardeur et de ferveur, dialoguent avec un continuo baroque où le chant du théorbe le dispute au tranchant du violoncelle comme dans le captivant

Kopstal Jazz Festival

Musique circulaire

Kévin Kroczek

Vendredi 5 avril au soir, un cortège de voitures est à l'arrêt en plein centre de Kopstal. Le feu passant au vert, les automobiles tournent à droite et s'engouffrent sur le parking du centre *Wirtspesch*, déjà plein. Micro embouteillage, les plus courageux stationnent sur des places sauvages, les résignés font demi-tour. C'est que pas mal de monde a répondu à l'appel du Kopstal Jazz Festival. La programmation est engageante, le Claire Parsons 5tet, le Greg Lamy 4tet et une collaboration de plus entre Jeff Herr et Maxime Bender sont prévus à la carte. À l'intérieur du centre culturel rétro à souhait, de nombreuses chaises occupées, une buvette qui tourne à plein régime, une grande scène malheureusement trop en retrait par rapport à l'audience, et enfin devant elle, une petite estrade pour une scène plus intimiste. On reconnaît quelques têtes, des artistes autochtones en *off* et les photographes habitués.

Roger Hamen présente au public la première formation. Claire Parsons, chanteuse et claviériste autochtone en vogue, qui par ailleurs sera la seule musicienne de la soirée, est bien entourée. Par Pol Belardi à la basse et Jérôme Klein au clavier et à la seconde batterie tout d'abord. Ces deux-là se connaissent bien et représentent la caution cohérence du groupe. Ils sont complétés par Niels Engel à la batterie et par Eran Har Even à la guitare. Le premier titre, qui laisse une place considérable aux musiciens, se termine sur des nappes agréables rappelant les rêveries développées dans *Au Lait* de Pat Metheny. Le quintet interprète ensuite *Norwegian Wood* (*The Bird Has Flown*), essentielle balade des Beatles parue sur *Rubber Soul*. Leur cover prend parfois des airs de Michel Legrand, période pré-cinéma. Le public, qui n'applaudit pas les solos, semble encore assez peu réceptif à la musique de Claire Parsons en forme d'éllixir de douceur.

Pas mal de monde a répondu à l'appel du Kopstal Jazz Festival



Le Claire Parsons 5tet à Kopstal

Cette musique justement est tantôt planante, tantôt fougueuse. Il y a du Lily Chou-Chou dans ce qu'on entend. On pense encore à certains titres de la formidable bande originale du film *Coraline* et notamment à l'utilisation ingénieuse des voix féminines par Bruno Coulais, son compositeur. Lorsque Claire Parsons entonne un duo guitare-voix avec Eran Har, on entend davantage de chuchotements dans l'audience. La musique douce n'apaise pas les mœurs mais attise bien la dissipation et donc le bavardage. Ultimes titres plus énergiques pour la formation à nouveau au complet. La guitare devient trompette puis flute avant que ne démarre un efficace duo de batterie entre Jérôme Klein et Niels Engel.

Pour la seconde partie, la scène du fond est camouflée par deux amples rideaux rouges. Le Greg Lamy 4tet va se produire sur la petite estrade. L'instigateur de l'évènement, coiffé d'un bonnet licorne, fait une blague sur les gilets jaunes. Rires gras dans l'assistance. Greg Lamy est à la guitare, Gautier Laurent à la contrebasse et Jean-Marc Robin à la batterie. Ce dernier est celui qui, déchainé en novembre dernier lors du Luxembourg Jazz Meeting & Friends, était tombé à la renverse en assénant son ultime double coup de baguette. Cette cascade avait alors provoqué les rires d'une audience non pas moqueuse mais admirative. Le set débute timidement. Du jazz de guitariste électrique style *nineties*. Des effets de distortion se font parfois entendre lors de l'interprétation de courtes pièces maîtrisées, moins fougueuses peut-être que celles de ses cadets, mais plus matures sans doute.

Il y a indiscutablement une patte Greg Lamy, reconnaissable dès les premières notes. Il se rait insensé de parler de clash générationnel, mais ce qui différencie assurément cette génération de celle des talentueux mais interchangeable pré-trentenaires représentée par Claire Parsons, c'est la singularité. Maxime Bender rejoint le trio pour les trois derniers morceaux. Un saxophone ténor plus que bienvenu dans une danse jusque-là moyennement festive. Sur *Exit*, Jean-Marc Robin propose un nouveau solo maîtrisé. La troupe est impeccable. Un échange opère entre les musiciens. Une musique circulaire pour une technique carrée. Le set se termine sur *Control Swift*, probablement un des meilleurs titres de la discographie du guitariste. Les musiciens suivants foulent à nouveau les planches de la grande scène. Il est plus de vingt-trois heures, moins d'un quart du public a quitté les lieux. Pour les autres, il y a encore Jeff Herr et Maxime Bender qui vont diriger tout un band.

arioso de Pilate (*Betrachte, meine Seele*), l'OAL est un modèle de style où il n'y a rien d'indifférent ni de tièdement « correct ». De plus, le recours à un effectif instrumental et vocal relativement réduit est le gage d'une *Saint-Jean* d'une étonnante clarté polyphonique. Et un modèle de spiritualité, à hauteur d'homme, tant Sir Rattle nous conduit au plus profond de cet emblème épuré de la précarité de l'humaine condition. Aussi, au terme du sublissime choral de la fin (*Ach Herr, lass dein lieb Englein*), ponctué d'une interminable *standing ovation*, chacun, qu'il soit croyant, athée ou agnostique, avait-il la gorge serrée.

Cela dit, la *Passion* n'est plus tout à fait ce qu'elle était : on cherche la ferveur de la Semaine Sainte dans une bonne vieille église de pierre, on se retrouve dans l'ambiance profane – pour ne pas dire mondaine – de la Philharmonie. Ce n'est pas une question d'orthodoxie musicologique, mais de foi. Autant celle-ci pouvait être tenue pour acquise tant chez les exécutants que chez les auditeurs à l'époque du Cantor, autant elle n'est nullement garantie de nos jours. Or, sans la ferveur sacrée, même le meilleur auditeur n'entre pas dans cette musique qui célèbre le Mystère de l'Incarnation.



Une simplicité biblique totalement tourneboulante, qui arrache des larmes à tous

STIL

The good life,
the naked life

Americans who believe they can embrace life across the ocean give themselves a test: Could you sit and sweat, as naked as a turkey, in a tiny room into which any of your neighbours or colleagues may pantlessly burst at any moment?



L'endroit

Le joli petit bourg de Ehnen en Moselle comptait, le long des quais, deux maisons de renommée qui se disputaient le titre de la meilleure friture de poissons. D'un côté, l'hôtel-restaurant Bamberg, qui, lors d'un récent passage semblait en travaux de la cave au grenier, promettant un tout nouvel habillage. De l'autre, la maison Simmer, dont le parvis carrelé avec sa grande terrasse et la belle façade rouge et jaune confèrent une ambiance qui semble mélanger le style flamand et le colonial. Le restaurant est maintenant sous direction chinoise, et pour avoir tenté une agape au **Fu Zhou** lors d'un déjeuner sous la véranda ensoleillée, il faut avouer qu'on s'y sent pratiquement en vacances. L'intérieur n'a d'ailleurs rien à envier à la terrasse, avec mention spéciale pour le salon agrémenté d'un « sushi train ». Pour nous être laissés tenter par la fondue chinoise, servie à partir de deux personnes pour cinquante euros, nous avons été ravis, et le fait que la cuisine chinoise ne soit plus tellement tendance nous a laissés de glace. Servis avec un double bouillon, un basique et un épicié, ainsi que cinq sauces en accompagnement, les poissons et crustacés, la volaille, le bœuf et légumes divers étaient d'une extrême fraîcheur et en quantités généreuses. Au cas où vous n'arrivez pas à vider les plats, on vous y propose même de ramener les restes chez vous. À préciser que le service est aussi doux que les mets ingurgités. À refaire, surtout en cas de beau temps : *restaurant-fuzhou.lu* GD



L'événement

Le changement climatique et ses répercussions sur nos modes de vie nécessitent certaines mises au point, jusqu'à nos habitudes gustatives et nutritives. Cela n'a donc rien d'étonnant que végétariens et *vegans* convaincus saisissent le taureau par les cornes pour nous convaincre de ne plus le dévorer. En essayant, par raisonnement moraliste, de convaincre les carnivores d'arrêter à se remplir l'estomac de chair animale. Par esprit de justice, voire d'équité, il serait donc judicieux d'écouter ce qu'ils ont à nous dire à ce sujet. Après avoir assisté à la conférence « **Should we kill to eat ?** », qui aura lieu mardi prochain le 16 avril de 11h30 à 13h30 (donc en pleine heure du déjeuner) à la Miami University à Differdange, au moins nous auront-ils fait sauter un repas. Organisée en collaboration avec l'Université du Luxembourg, la rencontre « Feed your brain » tentera de donner des réponses à des questions telles que : « Mangeriez-vous encore de la viande si vous étiez obligés de tuer vous-même l'animal ? », « Savez-vous que ce que vous mangez peut influencer le climat ? », ou encore : « Que feriez-vous si le monde devenait soudain entièrement végétarien ? ». Toutes des questions légitimes sur lesquelles nous serons inévitablement obligés de nous pencher dans un avenir proche. GD



L'endroit

Sous leur direction, on allait à l'Essenza de rue de la Boucherie non seulement pour la qualité des mets et de la délicate préparation, mais aussi pour le cadre agréable dans les murs de la vieille ville. Et, surtout, pour le chaleureux accueil des patrons. Et puis, un jour, Francesco et sa sœur Giovanna décidèrent de changer d'adresse et d'emmener leur art culinaire à la campagne. Ils embarquèrent avec eux leur cuisinier Yvan, et c'est à Peppange qu'on les retrouve maintenant en face de l'ancien docteur d'un côté et du restaurant La Charrue d'Or de l'autre. La maison basse mais spacieuse qui abrite leur enseigne **Edesia** (d'après une ancienne déesse du manger) n'est pas en reste de beauté et de confort et présente les mêmes atouts de décoration que l'Essenza, avec beaucoup de lumière en plus. Dans l'assiette, toujours et encore du bon, servi avec des assaisonnements bien arondis et avec générosité dans les portions. Les pâtes sont toujours bien *al dente*, et la sauce qui accompagne les agnolotti au bœuf et à la pistache un régal. Un sans-faute aussi pour les gambas enrobées de fines tranches de lard de Colonnata, le tout sur une purée de fèves, ainsi que des pommes de terre rissolées et des brocoli en accompagnement. Il faut presque se forcer pour trouver encore un peu de place pour un dessert, mais le sorbet au parfum de nepitella et sambuco est trop tentant pour y renoncer. Avec sa menthe et sa petite acidité de prosecco, il pourrait devenir le dessert de l'été. GD

Jeffrey Palms

In America, there is a hazy understanding that Europeans are constantly naked. It somehow seems hard to disprove, given our wider image of Europeans: an unrepresed people who believe very deeply in wine, sex, marijuana, and (for some reason) techno music. Why, indeed, should such an open and experiential society fear their own bodies? Rumour has it that Europeans are walking around naked on beaches and in saunas, in unabashed view of perfect strangers. From across the Atlantic, we are deeply scandalized, frightened, and jealous.

In practice, most Europeans are clothed most of the time. However, they truly are not when in the sauna, which incidentally is the most important platform of public nudity. Nowhere is more indescribably European than a continental sauna, where ministers, deadbeats, and journalists all sweat together in wary company.

The importance of the sauna as a cultural marker has everything to do with European wellness, of which, as an ancient and honoured restorative, it remains a cornerstone. Perhaps not everybody partakes in a good Sunday steam, but the number of wellness hotels does suggest that someone must be getting naked in them fairly frequently. Meanwhile, in the States, nobody knows what a wellness hotel is, as we don't really have them. Maybe they don't exist because we fear our own nudity, or maybe we fear our own nudity because they don't exist – but, either way, “wellness” has a whole other meaning to us. It is more often associated with yoga, meditation, vitamins, juice cleanses, and natural foods. Nothing that looks bad in the mirror.

It turns out that “wellness” is a tricky set of ideas to define. Confusingly, the English word is used in other languages, misconstruing the concept as a universal one. It is not. Various cultures seem to have transposed it differently, to suit local beliefs about medicine, health, and psyche. In America, wellness isn't for everyone: it's a cult of B12 pushers, smoothie worshippers, and yoga preachers. Prepare for lectures about seaweed wraps and photos of last year's detox retreat in Thailand. Time to meet your inner self and go on a Neanderthal diet consisting purely of rabbit protein and boiled twigs.

The European concept of wellness, however, is immensely enticing to Americans, though we little associate it with that word. Rather, we dream of mov-

ing to Europe to leave behind those wellness freaks – we imagine a slower existence in which we, and the whole community, will work less, eat better, and enjoy life. Indeed, the continent is widely fetishized into a haven of simple joys, whose denizens are unhurried and unworried and wise in matters of human happiness. They pass their days eating fresh tomatoes and luxuriating in the shade of lime trees; they drink a bottle of wine a day and live to be a hundred.

Such tropes are recurrent in books and movies: a retiree disappears into southern France and discovers the meaning of life, a businessperson invests in a Spanish hamlet that ends up yielding far more than money, and so on. Even murder mysteries set in Europe are written in a mood of uncanny mystique, not always befitting of cold-hearted crime (“the sun shone on distant lavender fields that rippled like a purple sea – as I walked through a grove of olive trees, nibbling on a fresh pasticciotto from the village bakery, I suddenly discovered the bloody corpse of Isabella Maria Francesca Bianchi.”)

These vicarious stories are popular for showing us our own romanticized take on European life. We wouldn't call it wellness but that's what it is: in Europe, whole societies appear to contain a gentle, mainstream idea of wellness that encourages mental and physical restoration: getting naked (proudly) in the sauna, moderating the size of meals, working thirty-five-hour weeks, traveling every August. Even those who do discover a dead body in a charming olive tree grove are offered a number of ways to balance out their everyday stresses.

Many of us are aware that not all of Europe exists in the shade of a lime tree, but myths of the easy life persist nonetheless. Such idyllic visions naturally obscure the butt-ends of society, which is why the sauna is an exceptional cultural marker: its curative and relaxing properties are characteristic of the myth, and yet its butts are not obscured at all. It is the starkest manifestation of European wellness, and Americans who believe they can embrace life across the ocean must stop fantasizing about fruit trees and give themselves a more serious test: could you sit and sweat, as naked as a turkey, in a tiny room into which any of your neighbours or colleagues may pantlessly burst at any moment?

If yes, then pack up your wardrobe. A towel and some flip flops should be enough.



Piccolo Teatro

Deux ans de rencontres théâtrales au Luxembourg

Un livre de Josée Hansen, avec des images d'Eric Chenal

Éditions d'Étzebuenger Land / 320 pages, 29 euros / ISBN : 978-99959-949-5-2

En vente en librairie, sur www.land.lu

ou en le commandant via courriel land@land.lu ou téléphone : 48 57 57-1

Durant deux ans, Josée Hansen et Eric Chenal ont écouté et observé les gens de théâtre autochtones, acteurs et metteurs en scène, auteurs et dramaturges, scénographes et costumiers, directeurs de théâtres et techniciens, politiques et critiques : les personnalités qui peuplent ce microcosme sont aussi passionnantes que leurs métiers sont divers.

Ce livre est une tentative de capter cet instant précis de l'évolution du théâtre au Luxembourg, où les pionniers ont laissé la place à une nouvelle génération, qui trouve normal de faire du théâtre non seulement son métier, mais sa vie.